Vendredi 5 avril 2024

Communauté de Communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo

Etude pour une stratégie de développement économique du territoire

Rapport : le diagnostic territorial

Sommaire

1. LE CADRAGE METHODOLOGIQUE DE LA MISSION 4

1.1 RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ETUDE 4

1.2 LA METHODOLOGIE EMPLOYEE 5

1.2.1 LES DIFFERENTES PHASES DE LA MISSION 5

1.2.2 LES SOURCES D'INFORMATION 7

1.2.3 LES LIMITES DE LA DEMARCHE D'INVESTIGATION 7

2. L'ETAT DES LIEUX TERRITORIAL 9

2.1 UNE MESURE DE L'ACCESSIBILITE 9

2.1.1 L'ACCESSIBILITE PHYSIQUE 9

2.1.2 L'ACCESSIBILITE NUMERIQUE 15

2.2 L'ANALYSE DU DYNAMISME ENTREPRENEURIAL 18

2.2.1 LES GRANDES TENDANCES 18

2.2.2 L'ETUDE APPROFONDIE DES SECTEURS D'ACTIVITE 31

3. UNE ANALYSE DES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT 64

3.1 LES OUTILS DEDIES A L'ENTREPRENEURIAT 64

3.2 LES ENSEIGNEMENTS QUALITATIFS 68

3.2.1 LES CONDITIONS DE REALISATION DE L'ENQUETE QUALITATIVE 68

3.2.2 UN REGARD SUR LE CADRE DE DEVELOPPEMENT 70

3.2.3 DU DYNAMISME ENTREPRENEURIAL AUX BESOINS EN IMMOBILIER 78

3.2.4 LES RECOMMANDATIONS SUGGEREES 89

3.3 UNE 1ERE ESTIMATION DU BESOIN EN FONCIER ET IMMOBILIER ECONOMIQUE .. 96

3.3.1 LES DEMANDES D'INSTALLATION RECENSEES 96

3.3.2 L'EVOLUTION HISTORIQUE DES LOCAUX COMMENCES 97

3.3.3 LES PROJECTIONS EN TERMES DE DEMANDE 99

4. SYNTHESE STRATEGIQUE 100

4.1 LES HYPOTHESES 100

4.2 LES MODIFICATIONS SUR LE QUESTIONNAIRE 101
4.3 L'ANALYSE FORCES/FAIBLESSES 102
4.4 L'IDENTIFICATION DES DAS 103

1. Le cadrage méthodologique de la mission

Il semble important à ce stade préliminaire, de rappeler les conditions dans lesquelles a été conduite l'étude : en effet, la présentation du périmètre du travail à effectuer, la méthodologie employée, et la qualité des sources d'information utilisées, restent une étape indispensable à la compréhension des résultats qui seront exposés.

1.1 Rappel des objectifs de l'étude

La communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo a sollicité un appui pour l'accompagner dans la définition de sa stratégie de développement économique. Les enjeux autour de cette stratégie à construire sont nombreux, à la fois en termes de développement local, mais aussi plus globalement, en termes de contribution à l'attractivité économique de l'île dans une certaine mesure.

La Pieve de l'Ornano et du Taravo est un territoire singulier, plutôt rural (voire montagneux) mais doté d'une façade littorale qui attire un flux touristique important, en provenance du Pays Ajaccien notamment. Le territoire s'étend de la rive sud du Golfe d'Ajaccio au Col de Verde. Il comprend 28 communes, la plupart d'entre elles étant située à plus de 500 mètres d'altitude. Ce contraste des milieux évoque déjà la probable diversité des besoins et des attentes qui pourraient être exprimés par les acteurs publics et privés, en matière de développement économique.

Si la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo aspire à devenir un territoire d'accueil pour les entreprises, et a fortiori pour la population, elle fait le choix également d'un développement durable, à la recherche d'équilibre entre les exigences de périurbanisation du Pays Ajaccien notamment, et la préservation de ses richesses naturelles.

Pour répondre aux attentes de la communauté de communes, deux grands objectifs seront poursuivis :

- Conduire un diagnostic territorial - en mêlant aspects qualitatifs et quantitatifs – et ce afin d'identifier les potentialités ;
- Elaborer une stratégie de développement économique opérationnelle respectueuse des équilibres et de l'identité du territoire.

1.2 La méthodologie employée

Les consultants se proposent ici de reprendre les différentes étapes de la mission ayant permis d'atteindre les objectifs escomptés, ainsi que les sources d'information utilisées et les difficultés rencontrées.

1.2.1 Les différentes phases de la mission

La présentation des conditions méthodologiques de l'intervention porte initialement sur la description des tâches à respecter pour mener à bien la mission.

a) Phase 1 : Le diagnostic territorial (Objet du présent rapport)

i. Etape n°1 : Le lancement de la mission

Les objectifs de cette première étape ont consisté à préciser le contenu et l'organisation de la mission puis à prendre connaissance du contexte d'intervention. A ces fins, une réunion de lancement a été organisée. A l'occasion de cette étape de lancement, un certain nombre de documents a été mis à disposition des consultants.

ii. Etape n°2 : L'analyse préliminaire des données

La première partie de la mission a consisté à s'appuyer sur les travaux préexistants, les documents cadre stratégiques et sur les données statistiques disponibles, afin de dresser un état des lieux initial du dynamisme territorial, sur la base d'analyses de données documentaires et statistiques. Les consultants ont eu recours aux bases de données classiques type INSEE, mais ont également sollicité différents pourvoyeurs d'information : ADEC, communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, communes membres, Office du Tourisme Intercommunal, consulaires, chambre d'agriculture de Corse du Sud…

iii. Etape n°3 : Le complément qualitatif

Comprendre qualitativement ce qu'évoque le territoire pour les acteurs qui le composent et l'animent est apparu comme indispensable. C'est pourquoi, 27 entretiens ont été réalisés, pour partie de visu.

Ces entretiens ont été très enrichissants du point de vue de l'identité du territoire, mais aussi et surtout des besoins en matière d'accueil et d'accompagnement à couvrir (foncier et immobilier économiques, formation, animation,…) au bénéfice des professionnels existant et à venir.

iv. Etape n°4 : La capitalisation des résultats

Dernière étape de cette phase, l'étape de capitalisation avait vocation à mettre en lumière plusieurs types d'enseignements :

- La formulation d'hypothèses en vue de la mise en place de l'enquête flash prévue initialement en phase 1. Pour mémoire, dans le cadre de notre proposition commerciale, deux enquêtes flash étaient prévues :
  - ✓ Une enquête flash en phase 1 destinée à compléter les informations relatives aux besoins quantitatifs des professionnels en foncier/immobilier économique et qualitatifs (en termes de services) ;
    - ⇨ **A la demande du commanditaire, il a été souhaité que des hypothèses de travail soient élaborées, à la suite de l'enquête qualitative, et avant la mise en place de cette 1ère enquête flash. Aussi, pour répondre à ces attentes, des hypothèses seront proposées (cf. partie 4.1 du rapport) en vue d'une validation par le commanditaire. C'est pourquoi, la 1ère enquête flash a été déplacée en phase 2 de la mission.**
  - ✓ Une seconde en phase 2 destinée au grand public, et focalisée sur l'image et la notoriété de la Pieve de l'Ornano et du Taravo.
- Des enseignements stratégiques dans le cadre de l'analyse Forces/faiblesses ;
- Pour répondre aux attentes du cahier des charges, un travail sur l'identification des domaines d'activités stratégiques qui pourraient être privilégiés dans le cadre de la phase 2 de la mission (en matière d'accompagnement au maintien voire au développement).

b) Phase 2 : La construction de la stratégie (à venir)

c) Phase 3 : L'élaboration du plan d'actions (à venir)

1.2.2 Les sources d'information

Deux principales sources d'information ont guidé le travail des consultants dans le cadre de cette étude :

a) La base documentaire et statistique

Les documents et statistiques présentant un intérêt du point de vue de la mission ont fait l'objet d'une analyse. Les consultants ont collecté l'ensemble des données disponibles, ont procédé à leurs tri et traitement. Le traitement statistique de ces informations a été effectué en fonction de la qualité des données.

b) Etude qualitative

Comme indiqué précédemment, afin de pouvoir étudier de manière approfondie les besoins d'accompagnement des acteurs économiques, des entretiens ont été mis en place. La liste des entretiens a été constituée principalement par le commanditaire, et notamment deux élues. Elle a été complétée dans un second temps par la directrice de l'Office de Tourisme Intercommunal Ornano Taravo, pour le volet tourisme.
La technique des entretiens dits semi-directifs a été employée.
Les entretiens réalisés, d'une durée d'1 heure environ, ont été enrichissants.

Ce sont 28 acteurs qui ont été interrogés.

1.2.3 Les limites de la démarche d'investigation

Un certain nombre de difficultés a été rencontrée :

- 1ère difficulté : **Les carences en matière de données statistiques** au sein d'un appareil statistique insulaire plutôt pauvre. On regrettera par exemple le peu de données disponibles et perfectibles concernant le foncier et l'immobilier économiques. De même, il n'existe aucune base de données permettant de quantifier les demandes d'installation ou encore d'avoir accès aux données relatives au reprise-transmission ;

- 2ème difficulté : **La difficulté à peser le poids économique de certains secteurs d'activité,** eu égard à leur caractère transversal. On pense surtout au secteur de l'innovation ou encore du numérique. Il est souvent difficile de délimiter le périmètre précis ;

- 3ème difficulté : le délai restreint de réalisation de la mission et ce alors même que le nombre d'acteurs a interrogé sur le terrain était élevé ; **le Cahier des Clauses Administratives Particulières précisant que le délai de remise du rapport de phase 1 devait intervenir 4 mois après la notification du marché (le 7 août 2023)** ;

- 4ème difficulté : le manque de disponibilité des acteurs à interroger. Malgré nos nombreuses relances, et la disponibilité dont les consultants ont fait preuve, certains entretiens restent toujours à planifier lors de la remise de ce rapport.

2. L'état des lieux territorial

Dans cette partie, les conseils proposeront une première mesure de l'attractivité du territoire, en s'intéressant à son accessibilité physique et numérique. Puis, une analyse approfondie de sa vitalité économique sera proposée, et ce afin de pouvoir identifier notamment des potentialités de développement.

2.1 Une mesure de l'accessibilité

Seront donc ici successivement passées en revue l'accessibilité physique et numérique du territoire.

2.1.1 L'accessibilité physique

Les consultants se sont donc intéressés dans un premier temps à l'offre en matière d'infrastructures de transport, permettant de faciliter l'accès et les échanges avec le territoire. Notons que **le territoire n'est pas desservi par le réseau ferroviaire.**

a) Le réseau

- Le réseau routier

De prime abord, la microrégion qui représente un territoire vaste (656,7 km²), bénéficie d'une situation géographique privilégiée, **à proximité immédiate du principal pôle urbain de l'île,** à savoir le Pays Ajaccien. Elle est également limitrophe d'autres territoires plutôt ruraux de l'île : le Celavu Prunelli, le Sartenais Valinco Taravo, l'Alta Rocca en Corse du Sud et le Fium'Orbu Castellu en Haute Corse.

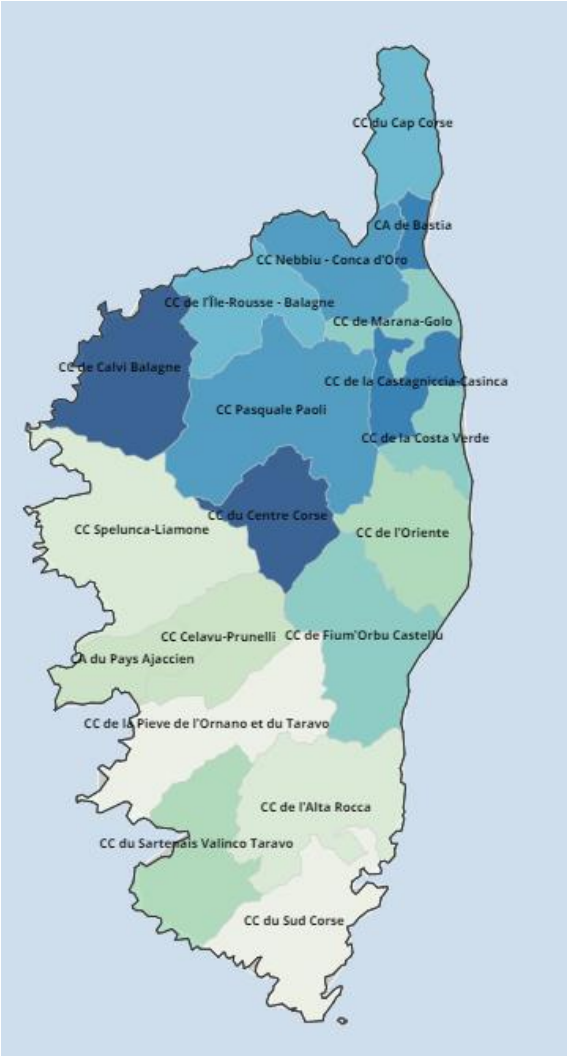


Figure 1. Carte des EPCI en Corse (Source INSEE)

Toutefois, il convient de reconnaître que **la proximité avec le principal centre urbain peut s'avérer disparate** au sein de la communauté de communes, suivant les communes. Prenons par exemple la distance entre Ajaccio et chacune des communes de l'intercommunalité :

Communes	Temps
Cauro	26 min
Grosseto-Prugna	37 min
Santa-Maria-Siché	40 min
Albitreccia	43 min
Pietrosella	43 min
Cardo-Torgia	45 min
Campo	46 min
Urbalacone	49 min
Guargualé	50 min
Cognocoli-Monticchi	51 min
Frasseto	51 min
Quasquara	51 min
Azilone-Ampaza	52 min
Zigliara	53 min
Pila-Canale	55 min
Forciolo	56 min
Coti-Chiavari	58 min
Zévaco	58 min
Corrano	1h05
Serra-di-Ferro	1h08
Olivese	1h09
Guitera-les-Bains	1h12
Zicavo	1h18
Sampolo	1h20
Tasso	1h21
Ciamannacce	1h24
Cozzano	1h24
Palneca	1h29

Tableau 1. Distance entre chaque commune et la ville d'Ajaccio en temps (Google maps)

Cette accessibilité variable est fortement liée à la **géographie du territoire, marquée par un relief tortueux,** et une diversité des milieux (de la zone littorale à la haute-montagne).

A cette 1ère difficulté, **s'ajoutent des conditions de circulation ralenties durant la période hivernale pour des raisons climatiques** (enneigement, brouillard…) pour la partie haute, et/ou **durant la période estivale, en raison de la fréquentation touristique** plutôt sur la partie littorale du territoire. Ces conditions de circulation doivent également être rapprochées également de l'état du réseau routier.

De prime abord, l'accessibilité physique de la Pieve de l'Ornano et du Taravo est favorisée par la présence de la RT40 qui relie Ajaccio à Propriano, assurant la connexion avec le Pays Ajaccien, le Celavu Prunelli et le Sartenais Valinco Taravo.
Ensuite, le territoire est traversé par un réseau de routes départementales, qui assure un certain maillage territorial avec notamment la route D55, qui dessert une partie du littoral ; un ensemble de routes départementales, notamment les routes D83 et D69, permettant de relier les communes de l'intérieur, depuis le col de Verde jusqu'à la RT40, et vers les communes du littoral. Globalement, il apparait que **l'accessibilité est facilitée pour les communes situées en zone littorale, contribuant de fait à créer des disparités en termes d'opportunités économiques** au sein d'une même microrégion. Rappelons que cet état des lieux doit servir un projet stratégique de développement économique, destiné à rendre le territoire attractif pour une demande endogène et exogène.

En ce qui concerne la mobilité interne, le réseau de transports en commun apparait très limité : **une unique ligne de bus interurbain hors transport scolaire (qui ne serait plus opérante d'après les propos recueillis sur le terrain) et une navette maritime reliant Porticcio à Ajaccio**. Plus précisément, il s'agit d'une navette mise en place à l'initiative de la CAPA, sous la forme d'un marché public, depuis 2015. Ainsi, dans le cadre du marché attribué à la compagnie privée Nave Va, titulaire du marché depuis de nombreuses années, 9 navettes sont proposées par jour (6 les dimanches et jours fériés). Les chiffres présentés ci-dessous, témoignent des flux pendulaires existant avec la Pieve de l'Ornano et du Taravo, mais aussi de l'importance des flux touristiques saisonniers :

	T1	T2	T3	T4	Total
2016	6 762	30 820	59 715	19 661	116 958
2017	13 829	37 873	53 267	21 632	126 601
2018	5 094	36 759	64 636	15 808	122 297
2019	8 503	38 192	62 523	10 675	119 893
2020	1 545	3 460	45 156	5 628	55 789
2021	4 267	21 348	64 924	15 357	105 896
2022	6 234	44 836	81 123	14 657	146 850
2023	9 289	46 253	36 414	5 436	97 392

Tableau 2. Evolution des flux de passagers totaux (AR) sur la ligne Porticcio / Ajaccio entre 2016 et 2023 par trimestre (Source : Nave Va)

D'après les informations contenues dans le CRTE, **ces services de transport public seraient « faiblement utilisés ».**

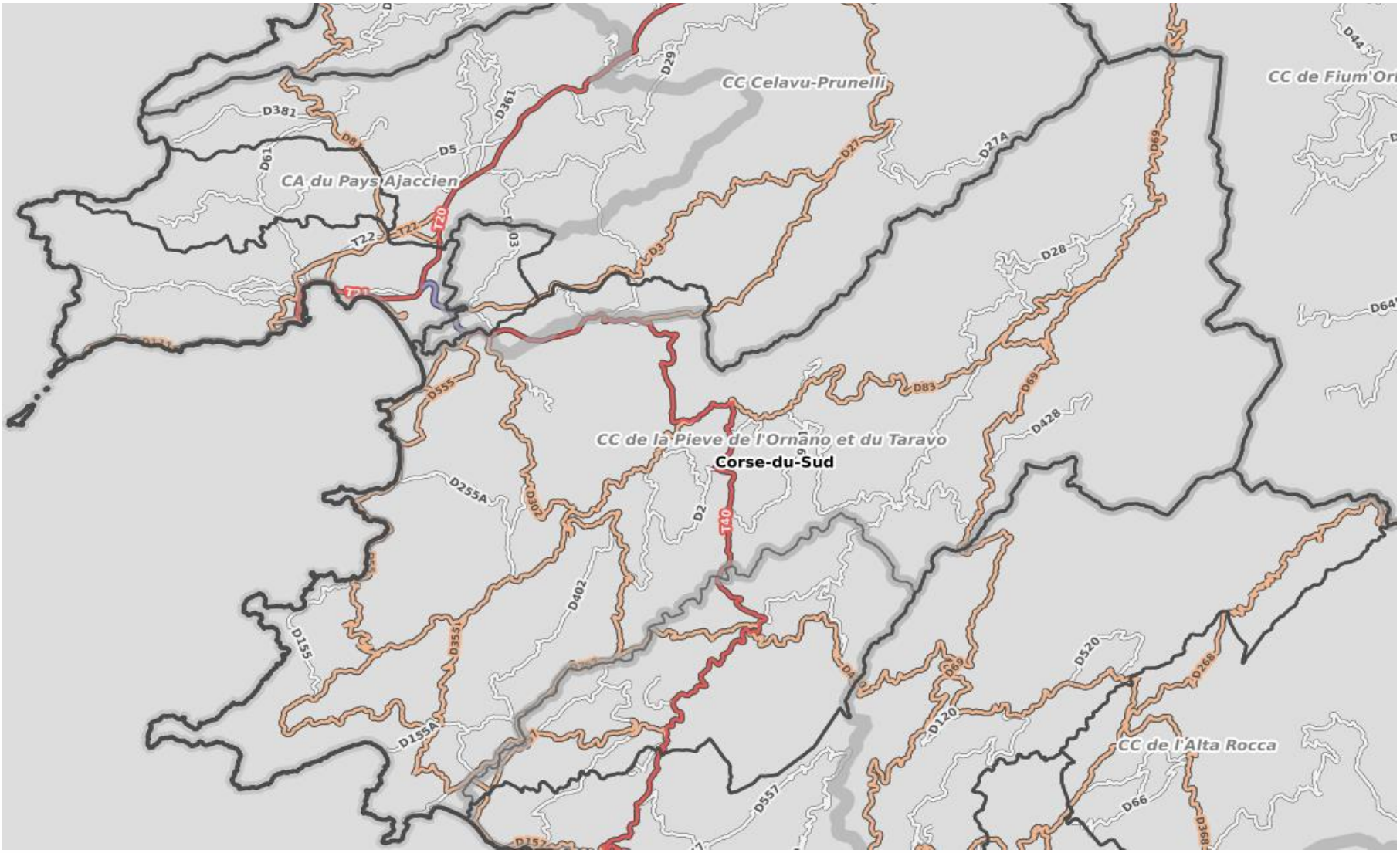


Figure 2. Carte du réseau routier de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Source : Géoportail)

- Les réseaux portuaires et aéroportuaires

En termes de connexion externe, la plupart des communes du territoire bénéficie d'une **accessibilité plutôt bonne (à moins d'une heure de route) vis-à-vis de l'aéroport d'Ajaccio**-Napoléon-Bonaparte : 1er aéroport de l'île en termes de flux de passagers accueillis (soit 1 665 000 passagers en 2022 au départ et à l'arrivée). Cette **proximité constitue un atout majeur pour le territoire, en termes de rayonnement économique.** Certaines communes, situées en haute-montagne, restent néanmoins éloignées de l'infrastructure aéroportuaire, avec un temps de trajet supérieur à 60 minutes.

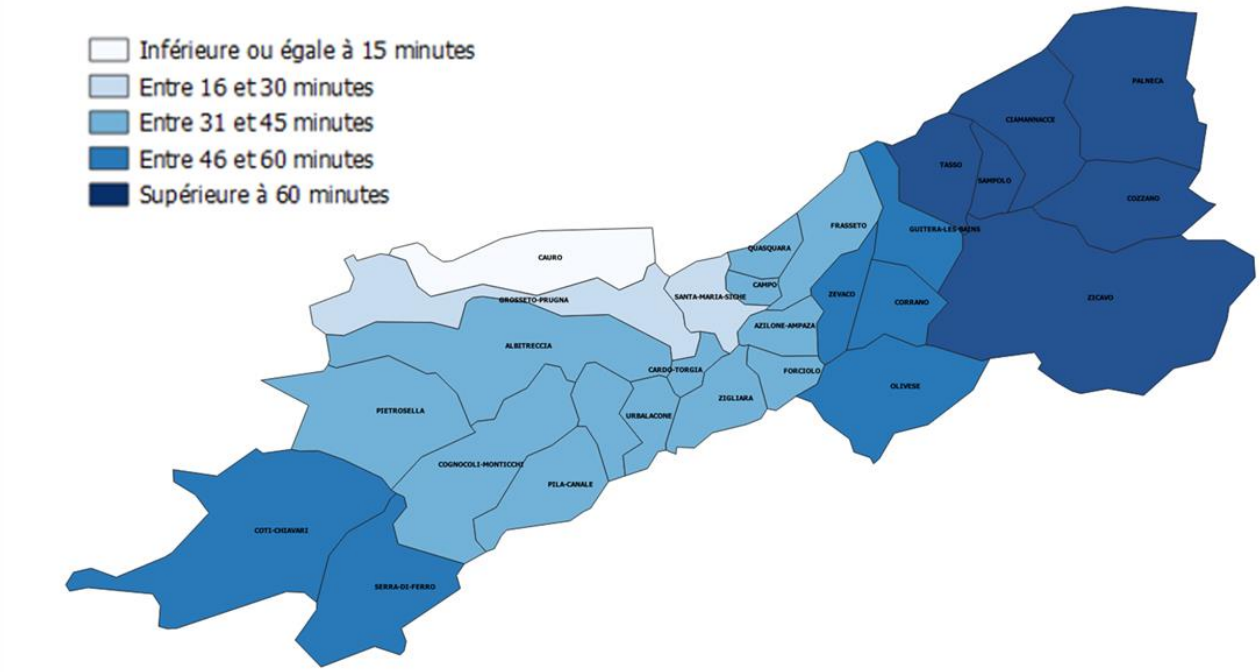


Figure 3. Distance (en minutes) entre chaque commune de la Pieve de l'Ornano et du Taravo et l'aéroport d'Ajaccio Napoléon Bonaparte

Concernant le port de commerce situé en centre-ville d'Ajaccio, les communes de Cauro et Grosseto-Prugna, les plus proches géographiquement, se situent à environ 25 à 30 minutes. Précisons qu'en 2022, près d'un quart du trafic passagers (24%) enregistré en Corse a transité par le port de commerce d'Ajaccio, soit 933 000 passagers.

Globalement, si l'accessibilité au territoire parait plutôt favorable, comparativement à d'autres microrégions en Corse, la principale difficulté à notre sens porte surtout sur le **relatif enclavement des communes situées à l'intérieur**. Il convient d'être vigilant de ne pas entretenir / créer un modèle d'attractivité économique à deux vitesses.

b) Focus sur les flux pendulaires

La carte des flux ci-dessous témoigne de la convergence marquée des déplacements en direction de l'agglomération d'Ajaccio, qui concentre la majeure partie des emplois (114 emplois pour 100 actifs occupés dans la CAPA contre 66 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo). **En 2020, environ 2 517 personnes effectuent ce trajet quotidiennement en direction du principal pôle urbain** (dont 711 personnes pour le trajet Grosseto-Prugna-Ajaccio) ; et 796 personnes dans le sens inverse, témoignant des relations, des échanges économiques pouvant exister entre les deux intercommunalités. La présence de la navette maritime a pu favoriser les déplacements vers la 1ère agglomération de l'île.

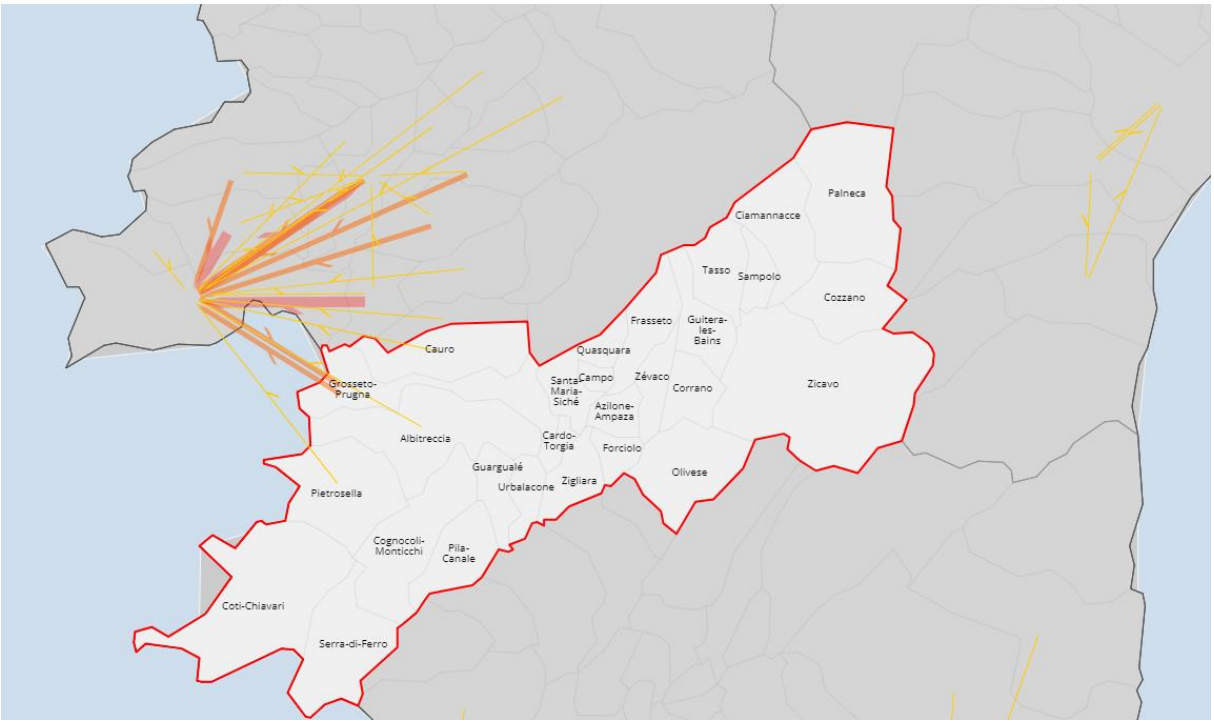


Figure 4. Carte des flux de déplacement principaux entre le domicile et le lieu de travail en 2020 (Source : INSEE)

On retiendra ici que **les principaux flux pendulaires observés ciblent en réalité des déplacements avec les territoires voisins, soulignant les rapports réciproques entre bassins de vie.** Depuis mars 2020, l'organisation de la mobilité relève de la communauté de communes, qui s'appuie sur le Plan de Mobilité Rurale 2020 élaboré par le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR). Enfin, une nouvelle étude sur la mobilité est en cours.

2.1.2 L'accessibilité numérique

La mesure de l'accessibilité au territoire comprend aussi l'accessibilité immatérielle rendue possible par le biais du numérique, et ce dans un contexte post-COVID19, qui a profondément bouleversé les pratiques dans ce domaine (notamment concernant les aspirations en termes de télétravail). Plus précisément, la carte ci-dessous illustre le niveau d'avancement dans l'installation de la fibre. **Elle fait état d'une forte disparité là aussi entre les différentes communes quant à l'éligibilité au réseau très haut débit. En 2023, présage d'une accessibilité numérique limitée, la majorité des communes reste à équiper totalement.**

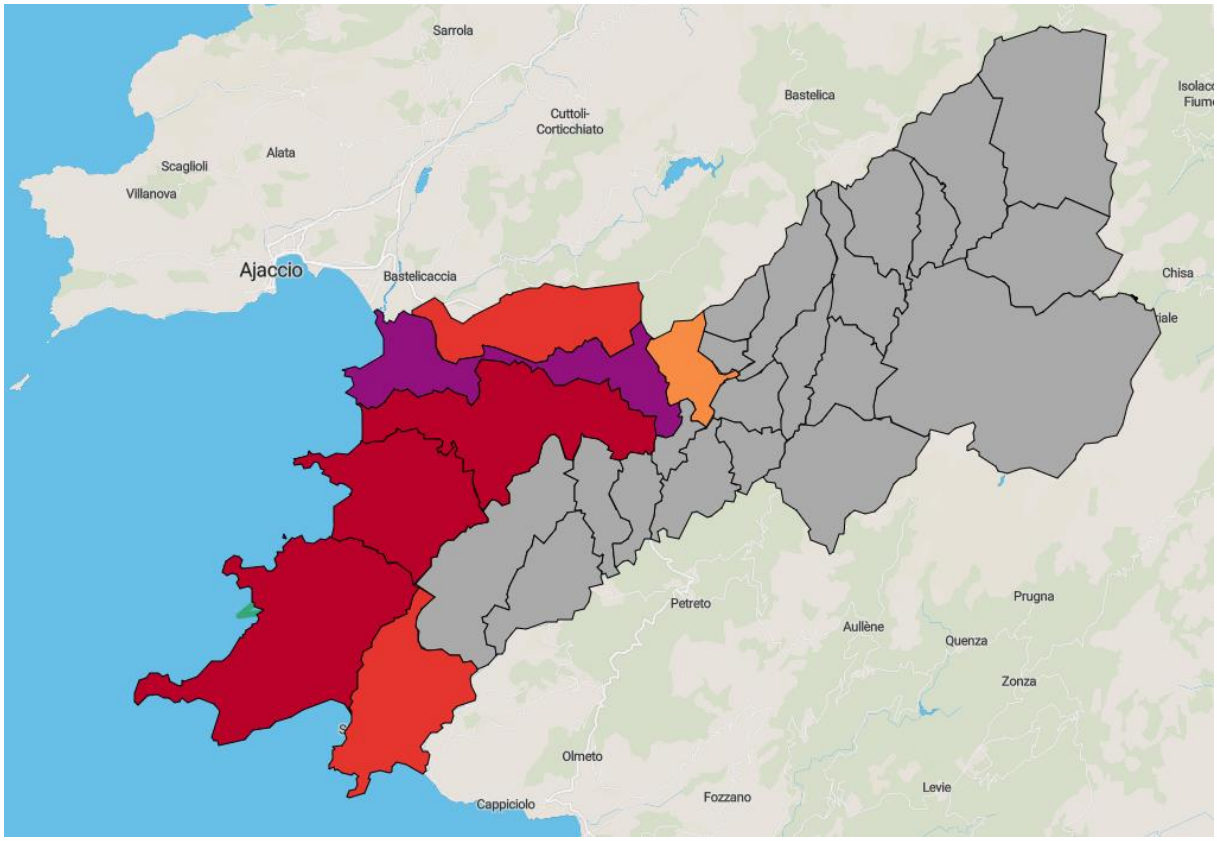
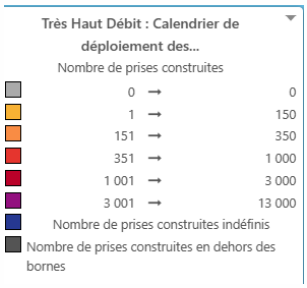


Figure 5. Carte du déploiement de la fibre par commune en 2023 en nombre de prises construites (Source : Collectivité de Corse)



Très Haut Débit : Calendrier de déploiement des...

Nombre de prises construites

0	→	0
1	→	150
151	→	350
351	→	1 000
1 001	→	3 000
3 001	→	13 000

Nombre de prises construites indéfinis

Nombre de prises construites en dehors des bornes

Légende

La carte offre un aperçu du déploiement de la fibre optique par commune :

- **Parmi les communes de l'intercommunalité, 21 d'entre elles situées dans l'intérieur, en moyenne et haute-montagne, accusent un retard en termes de déploiement de la fibre, n'ayant aucune prise construite à ce jour ;**
- Pour la commune de Sainte-Marie-Siché, le déploiement a été davantage engagé avec des prises construites mais pas encore commercialisables ;
- Enfin les communes à proximité du littoral bénéficient d'un niveau de déploiement plus avancé avec des prises commercialisables.

Cette accessibilité limitée handicape le développement de projets (y compris en matière d'innovation), et plus globalement l'attractivité économique du territoire.

Toutefois, l'accès au numérique a connu une nette amélioration, avec une couverture de 88% du territoire par au moins un opérateur offrant une connexion 4G en 2022, contre seulement 4% en 2015. De plus, on soulignera également que 50,7% des locaux sont désormais raccordables à la fibre optique, tandis que la Corse bénéficie d'une couverture plus large avec 63,6% de locaux raccordables (ARCEP, 2022).

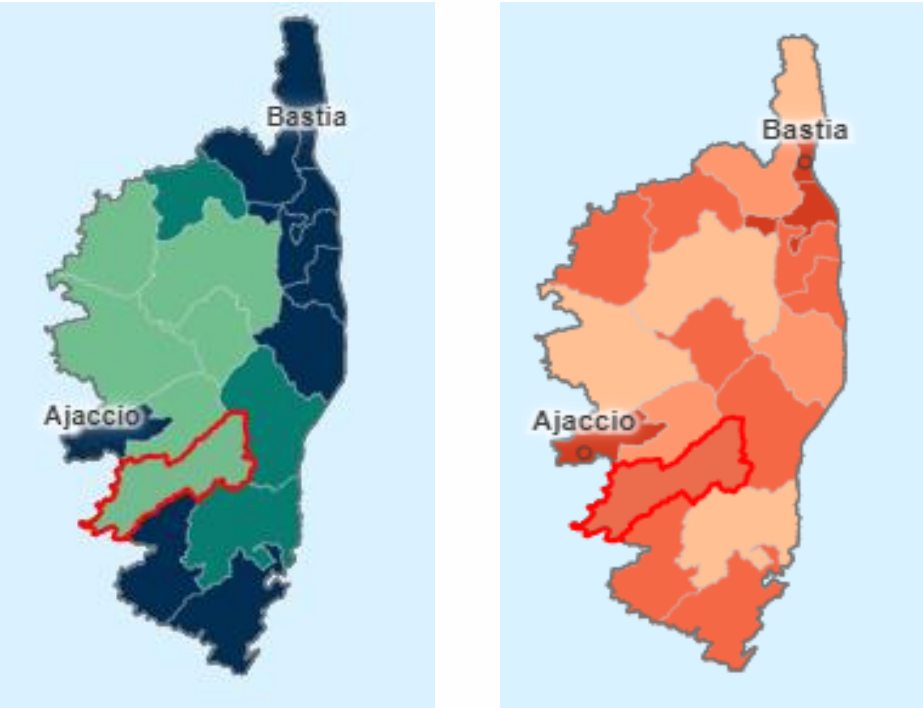


Figure 6. Cartes des territoires couverts en 4G par a minima un opérateur (à gauche) et des locaux raccordables FFTH, fibre optique (à droite) en 2022 (Source : ARCEP)

A retenir

- Une microrégion étendue (656,7 km²), bénéficiant d'une **situation géographique privilégiée, limitrophe notamment avec le principal pôle urbain de l'île**, le Pays Ajaccien ;
- Le territoire est principalement desservi par le réseau routier (absence de train, carences en matière de transport en commun : peu ou pas de ligne de bus interurbain, et au sein du territoire…) ;
- **Une géographie du territoire, qui constitue à la fois un atout et un handicap en présence d'un relief tortueux** (moyenne et haute-montagne), qui impactera l'accessibilité et les déplacements pour les communes non situées sur le littoral ;
- La présence d'une navette maritime reliant Porticcio à Ajaccio ;
- **La présence de l'aéroport d'Ajaccio-Napoléon-Bonaparte, 1er aéroport de l'île en termes de flux de passagers**, à proximité du territoire (même si son accessibilité sera disparate entre les communes du littoral et de l'intérieur) ;
- **Une convergence marquée des déplacements pendulaires en direction de l'agglomération d'Ajaccio**, qui concentre une densité des emplois (114 emplois pour 100 actifs occupés dans la CAPA contre 66 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo) ;
- **Une couverture numérique sur le territoire globalement faible, avec de nombreuses communes non équipées** (y compris la présence de zones blanches en matière de réseau de téléphonie mobile).

2.2 L'analyse du dynamisme entrepreneurial

Dans la continuité des enseignements précédents, cette partie offrira l'occasion d'étudier de manière approfondie le dynamisme économique de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, et d'identifier des opportunités de développement et/ou d'accompagnement dans le cadre de la définition de la stratégie de développement économique.

N.B : Les conseils analyseront quelques fois les dynamiques infra-territoriales en fonction de la qualité des données disponibles et de la pertinence des résultats obtenus. Ils ont donc retenu 3 zones géographiques conformément au découpage préconisé par le commanditaire :

Le littoral	La moyenne montagne	La haute-montagne
Albitreccia	Azilone-Ampaza	Ciamannacce
Coti-Chiavari	Campo	Corrano
Grosseto-Prugna	Cardo-Torgia	Cozzano
Pietrosella	Cauro	Guitera-les-Bains
Serra-di-Ferro	Cognocoli-Monticchi	Palneca
	Forciolo	Sampolo
	Frasseto	Tasso
	Guargualé	Zévaco
	Olivese	Zicavo
	Pila-Canale	
	Quasquara	
	Santa-Maria-Siché	
	Urbalacone	
	Zigliara	

Tableau 3. Les trois zones géographiques de la Pieve de l'Ornano et du Taravo

2.2.1 Les grandes tendances

Les conseils analyseront de manière cursive l'économie du territoire, pour pouvoir identifier des enjeux en matière d'accompagnement, au bénéfice des différents secteurs d'activité présents sur le territoire ; au préalable ils proposeront une lecture de la vitalité économique.

a) Les équilibres économiques

i. Le paysage économique

De prime abord, au 31 décembre 2020, on comptait **2 106 entreprises au sein du périmètre de la communauté de communes (4% du stock insulaire), d'après les données INSEE**. Le nombre d'entreprises progresse régulièrement depuis 2012 (+68% entre 2012 et 2020).

	2012	2017	2018	2019	2020	Evolution 2012-2020
Nombre d'entreprises	1 254	1 705	1 859	2 006	2 106	68%

Tableau 4. Evolution du stock d'entreprises au sein du périmètre entre 2017 et 2020 (adapté de l'INSEE)

NB : Ici, nous traitons des entreprises (unités légales) au sens de l'INSEE (issues du Répertoire des Entreprises et des Établissements), qui englobe le nombre d'activités dites marchandes (champ 0), auxquelles ont été ajoutées les activités agricoles (champ 1). Cependant, les chiffres peuvent différer de ceux présentés dans les fichiers ADEC, étant plus étendus (incluant par exemple les associations).

- La répartition sectorielle

En analysant la répartition des entreprises par secteur d'activité, on constate que les activités tertiaires y sont prédominantes (66%). Le secteur tertiaire représente en moyenne 68% des entreprises en Corse. **Cette moindre représentation des activités tertiaires se fera au bénéfice des entreprises issues du secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche (avec 13% des entreprises à l'échelle intercommunale)** et de la construction (16%).

Secteur et branche d'activité	Nombre	Part en %
Agriculture, sylviculture et pêche	282	13%
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	104	5%
Construction	329	16%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	536	25%
Information et communication	42	2%
Activités financières et d'assurance	63	3%
Activités immobilières	129	6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	300	14%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	199	9%
Autres activités de services	122	6%
Total	2 106	100%

Secteur tertiaire

Tableau 5. Répartition des entreprises par secteur d'activité au 31 décembre 2020 (Source : INSEE)

- La répartition territoriale

Concernant la répartition géographique des entreprises, suivant le découpage retenu par le commanditaire en 3 zones, force est de constater qu'il existe **une polarité forte en termes d'activités économiques sur la partie littorale du territoire qui accueille 68% des activités sur 5 communes** (et sur les 28 communes au total de l'intercommunalité) ; l'accessibilité plus aisée à cette partie du territoire jouera un rôle.

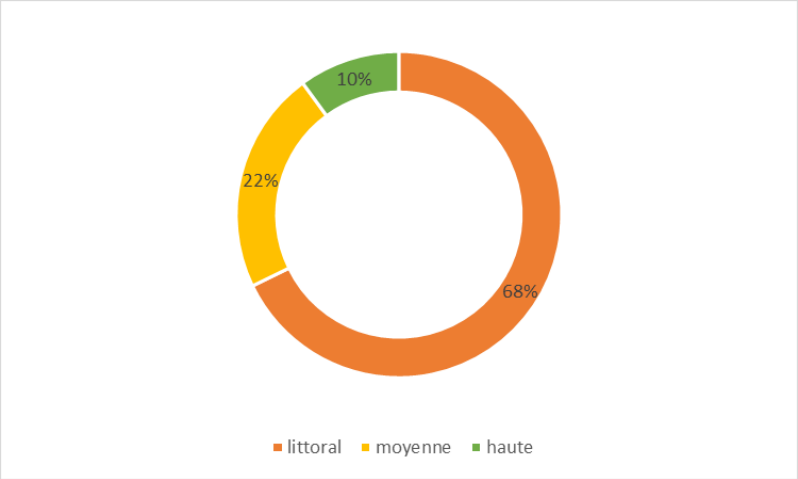


Figure 7. Répartition du stock d'entreprises en 2020 par zone

Outre ce déséquilibre géographique en termes de densité, le paysage économique diffèrera également entre les différentes zones :

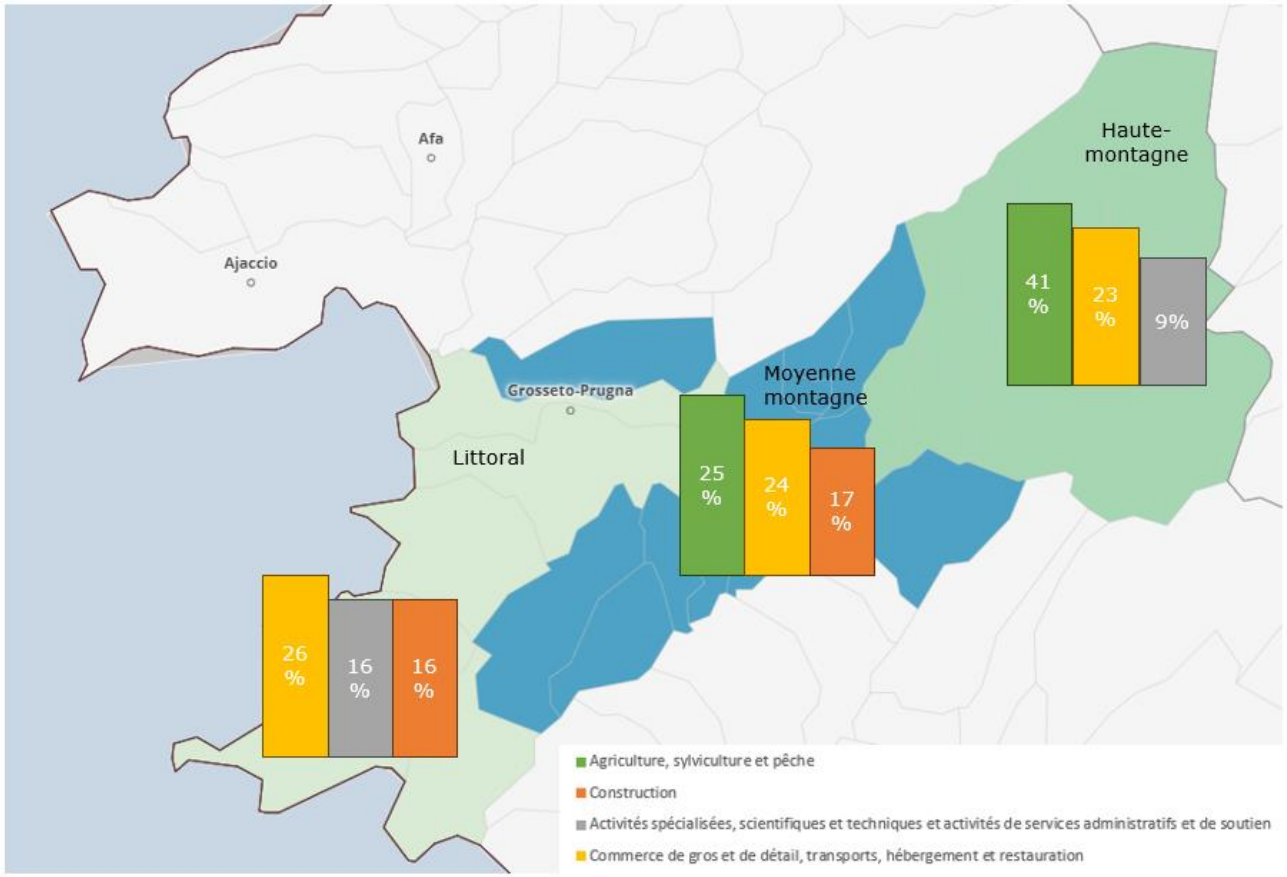


Figure 8. Répartition des entreprises en 2020 par grands secteurs d'activités et par zone géographique

L'on distingue à grands traits :

- ✓ **Sur le littoral, une belle représentation du commerce de gros et de détail, des activités de transport, hébergement et restauration (avec plus d'un quart des entreprises comptabilisées), suivie des entreprises de construction (16% des entreprises) … témoignant du rayonnement économique de la destination touristique** ;
- ✓ En revanche, **l'arrière-pays,** qu'il s'agisse de la moyenne ou de la haute montagne, témoigne de l'importance des **commerces de proximité et surtout d'une tradition agricole encore bien présente** (même si ces chiffres peuvent être quelque peu relativisés par la faible densité d'entreprises comparativement à la zone littorale) ;
- ✓ Plus globalement, l'industrie est faiblement représentée sur le territoire, à l'image des résultats insulaires, plutôt présente dans l'arrière-pays et en corrélation avec les activités agricoles.

De fait, si les écarts en termes de densité économique sont notables au sein du territoire, l'on retiendra la forte complémentarité des zones dans le paysage économique, et la nécessité de préserver les différents équilibres économiques. Très clairement, l'on peut s'attendre à ce que les enjeux en matière de développement ne soient pas les mêmes, tout comme les besoins en matière d'accompagnement qui seront exprimés de part et d'autre.

- La taille des entreprises

En ce qui concerne la taille des entreprises, **la grande majorité, soit 81% d'entre elles, ne compte aucun salarié sur le territoire contre 77% en moyenne en Corse, ce qui pourrait se faire l'écho aussi du poids des entreprises individuelles.** Cette prévalence marquée des micro-entreprises souligne ici une des spécificités du territoire, en lien peut être avec les difficultés rencontrées par l'entrepreneuriat, en matière de portage de projets (des difficultés qui pourraient être liées à la mobilité, au relatif éloignement des principaux marchés, à des initiatives collectives rares…), et/ou de la nécessité de créer son propre emploi. Aussi, 98% des entreprises sont des Très Petites Entreprises (TPE) de moins de 10 salariés. Enfin, il est à noter que **la majorité des entreprises comptant 10 salariés ou plus – les plus structurées a priori - se situe sur le littoral du territoire, en particulier à Grosseto-Prugna.**

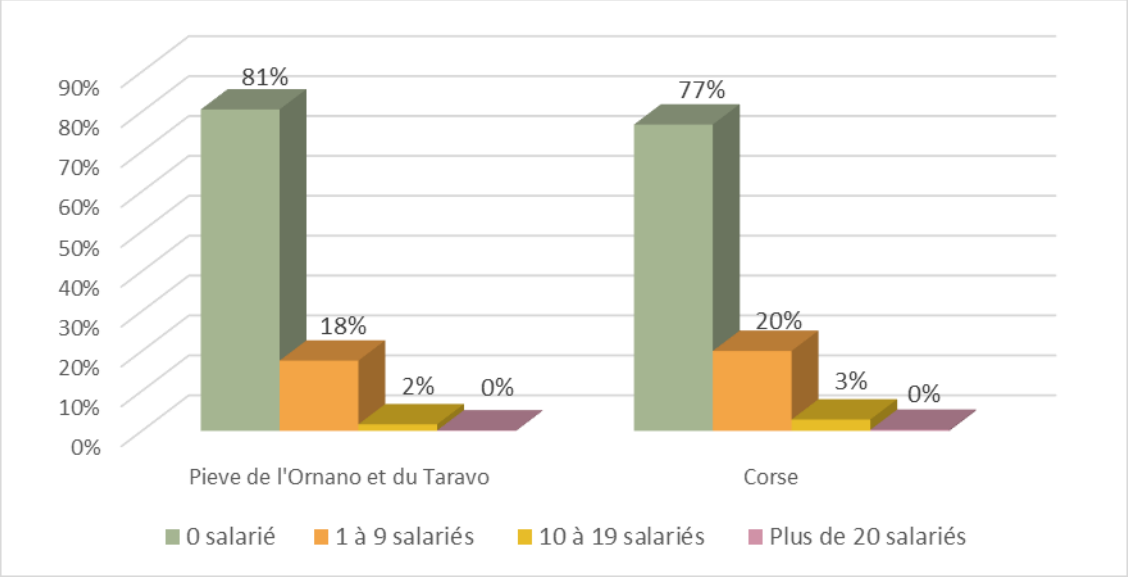


Figure 9. Répartition des entreprises selon leur taille au 31 décembre 2020 pour la Pieve de l'Ornano et du Taravo et la Corse

Dans le prolongement de ces enseignements, le graphique ci-dessous souligne **la tendance à la diminution de la taille des entreprises au fil du temps** : 76% des entreprises ne comptaient aucun salarié en 2017 contre 81% en 2020.

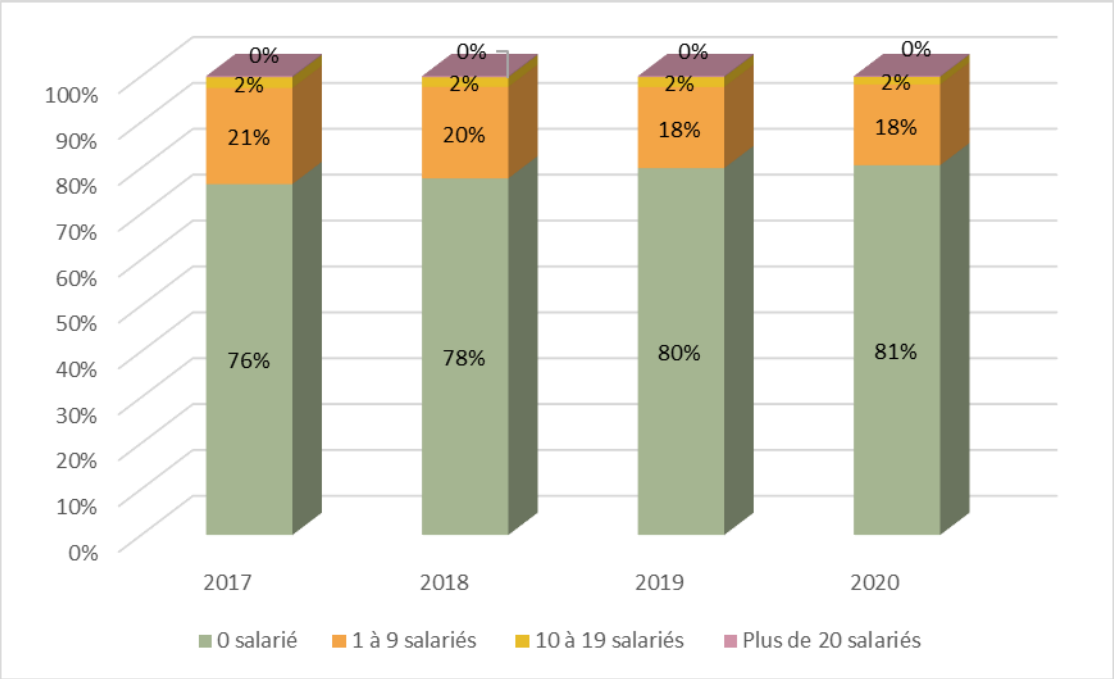


Figure 10. Evolution de la taille des entreprises entre 2017 et 2020 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo

	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus
Agriculture, sylviculture et pêche	91%	9%	0%	0%
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	68%	28%	4%	0%
Construction	76%	21%	3%	0%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	70%	26%	3%	0%
Information et communication	81%	19%	0%	0%
Activités financières et d'assurance	86%	14%	0%	0%
Activités immobilières	89%	10%	1%	0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	84%	15%	0%	0%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	92%	6%	1%	1%
Autres activités de services	84%	16%	0%	0%

Tableau 6. Taille des entreprises par secteur d'activités (adapté de l'INSEE)

Sans surprise, l'analyse de la taille des entreprises par secteur laisse dévoiler le rôle joué par le secteur secondaire, et par l'industrie, minoritaire mais structurant pour le territoire. On retiendra également le secteur du commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration, autre grand pourvoyeur d'emplois à l'échelle locale également.

ii. Focus sur l'emploi

L'indice de concentration de l'emploi permet de qualifier un territoire, de pôle d'emploi ou de pôle résidentiel, suivant le chiffre. Il mesure donc la proportion d'emplois offerts sur un territoire par rapport au nombre d'actifs occupés qui y vivent.

Dans la pieve de l'Ornano et du Taravo, l'indice de concentration de l'emploi reste faible (66,1 emplois pour 100 actifs occupés), un chiffre en deçà de la moyenne corse (99,3 emplois). Cela signifie que le territoire est plutôt résidentiel (se faisant l'écho des flux pendulaires observés vers le Pays Ajaccien, et/ou du vieillissement démographique de la population). Seule la commune de Grosseto-Prugna se démarque avec 104,1 emplois pour 100 actifs occupés.

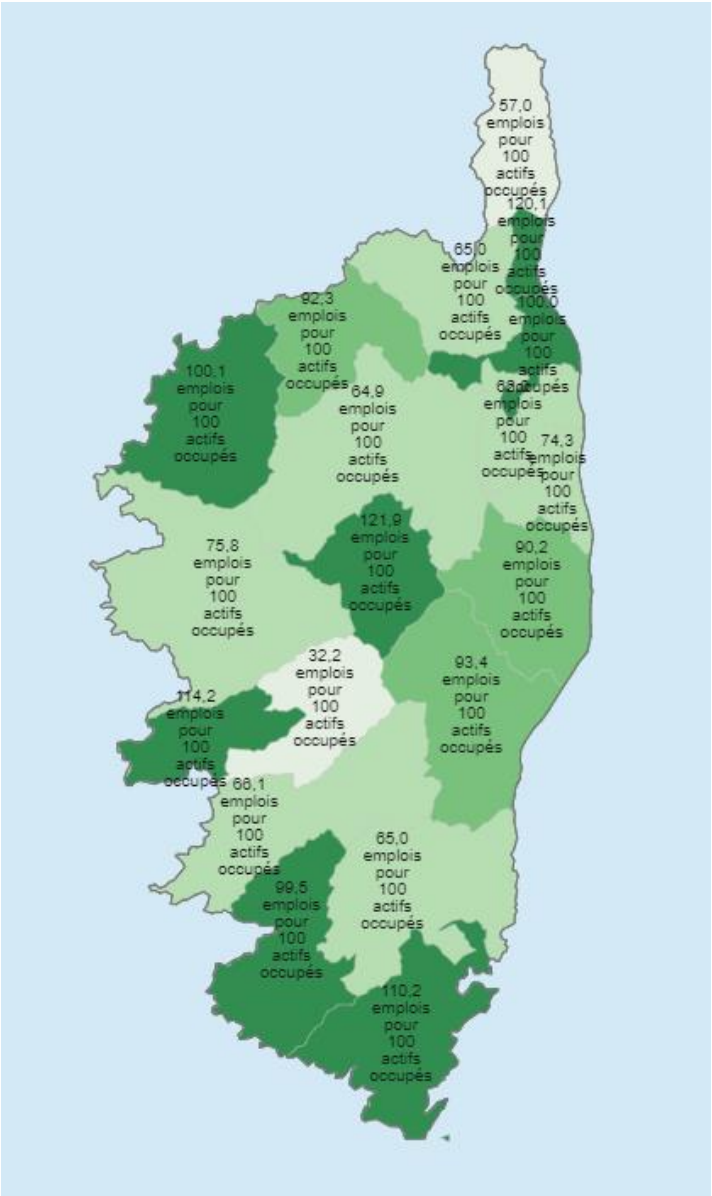


Figure 11. Indice de concentration de l'emploi par EPCI en 2020 en Corse (Source : Observatoire des territoires)

Par ailleurs, **une répartition des emplois dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo dévoile une proportion plus élevée d'emplois agricoles que la moyenne corse (+3 points de pourcentage), reflétant la capacité à produire sur le territoire, bien que ces volumes restent limités.** Par ricochet, le secteur tertiaire est légèrement moins prédominant en termes d'emplois (représentant 78% des emplois) par rapport à la moyenne en Corse (81% des emplois).

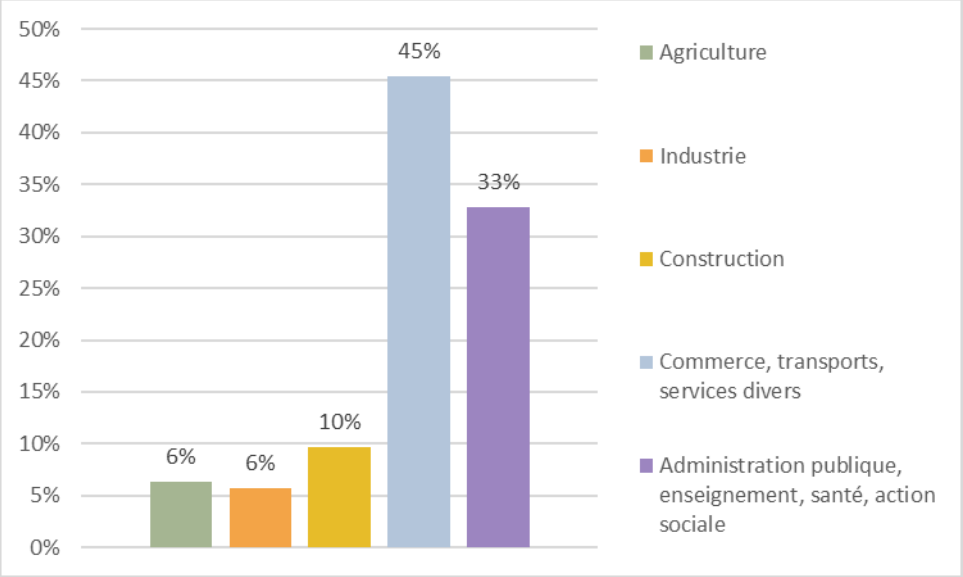


Figure 12. Répartition de l'emploi par secteur d'activités en 2020 au sein de la Pieve de l'Ornano et du Taravo

Dans la continuité, l'on soulignera également que la Pieve de l'Ornano et du Taravo compte 2 000 salariés dans le secteur privé fin 2022, d'après l'URSSAF. Parmi eux, **près d'un quart (24%) travaille dans le secteur de l'hôtellerie-restauration en lien avec les activités touristiques.** On retrouve ensuite les autres services marchands (20%) et la construction (18%), rappelant ici aussi le rôle des activités touristiques dans le modèle de développement local en lien avec l'offre de résidences secondaires.

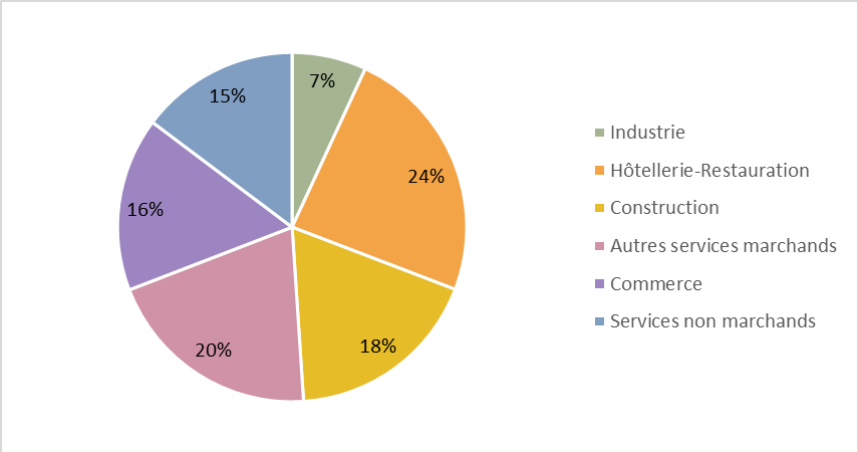


Figure 13. Répartition du nombre de salariés par secteur d'activités en 2022 au sein du territoire intercommunal

b) <u>Une lecture du dynamisme</u>

Les consultants proposeront ici une lecture du dynamisme économique du territoire, au travers de plusieurs indicateurs : évolution du nombre d'entreprises (stock), évolution du nombre de créations d'entreprise, pyramide des âges et niveau de structuration des filières. On soulignera ici le manque de disponibilité des données relatives au nombre de reprise-transmission malgré sollicitation auprès des consulaires.

Pour mémoire, et comme vu supra, le nombre d'entreprises a progressé régulièrement sur la période 2017-2020 (+24% contre +18% en Corse).

i. Les créations d'entreprise

En 2022, le territoire a bénéficié de la création de 269 nouvelles entreprises. Parmi ces nouvelles entités, une large majorité profitera au secteur tertiaire, qui a concentré plus des trois quarts des créations (80%). On constatera également le dynamisme du secteur de la construction (qui représente 13% des créations), et sa contribution à la dynamique économique locale. L'on soulignera également que la plupart des créations d'entreprise (74%) se produit sur le littoral avec une concentration significative sur la seule commune de Grosseto-Prugna (34% des créations d'entreprise).

Secteurs	Pieve de l'Ornano du Taravo	%
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	19	7%
Construction	36	13%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	59	22%
Information et communication	8	3%
Activités financières et d'assurance	7	3%
Activités immobilières	19	7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	59	22%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	23	9%
Autres activités de services	39	14%
Total	**269**	**100%**

Tableau 7. Répartition du nombre de créations d'entreprise par secteur d'activités au sein de la communauté de communes en 2022 (Source : INSEE)

Un certain dynamisme économique s'observe depuis 2013 avec une hausse de +50% des créations d'entreprises durant cette période, mais il reste en deçà de la moyenne insulaire (contre +56% en moyenne corse). Le graphique infra témoigne ainsi de la progression plutôt régulière du nombre de créations d'entreprise sur le territoire (en dehors de l'effet COVID-19 en 2020).

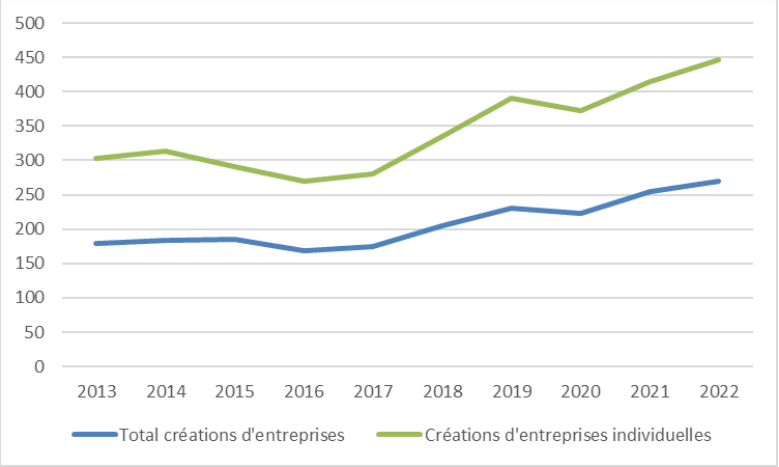


Figure 14. Evolution du nombre de créations d'entreprise total et du nombre de créations d'entreprise individuelle entre 2013 et 2022

Enfin, on retiendra que majoritairement ces créations concernent des entreprises individuelles : **en 2022, 66% des créations d'entreprise dans la pieve de l'Ornano et du Taravo sont des entreprises individuelles (corroborant les enseignements vus précédemment concernant la taille des entreprises).**

iii. La pyramide des âges

Autre indicateur intéressant, permettant de se projeter cette fois-ci sur le dynamisme à venir : la pyramide des âges des chefs d'entreprise. A ce sujet, deux sources d'information ont été mobilisées auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Corse. Une lecture séparée est proposée en raison du risque de double ressortissant.

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Corse (CMAR)

La pyramide des âges des artisans met en évidence un vieillissement de cette population, et donc des besoins potentiels à venir en matière de reprise - transmission d'entreprises, au risque de perdre des savoir-faire et de voir rétrécir encore la taille du tissu économique. En effet, 60% des chefs d'entreprises ont 45 ans et plus en 2023 ; et 21% des artisans sont âgés de 60 ans et plus, témoignant de départs imminents à venir.

Il apparait donc primordial sur ce sujet d'informer et/ou d'accompagner ce public sur les solutions qui peuvent leur être proposées, en matière de reprise-transmission, notamment par le biais des acteurs publics référents en la matière, au risque que cette cessation d'activité se traduise par une perte sèche.

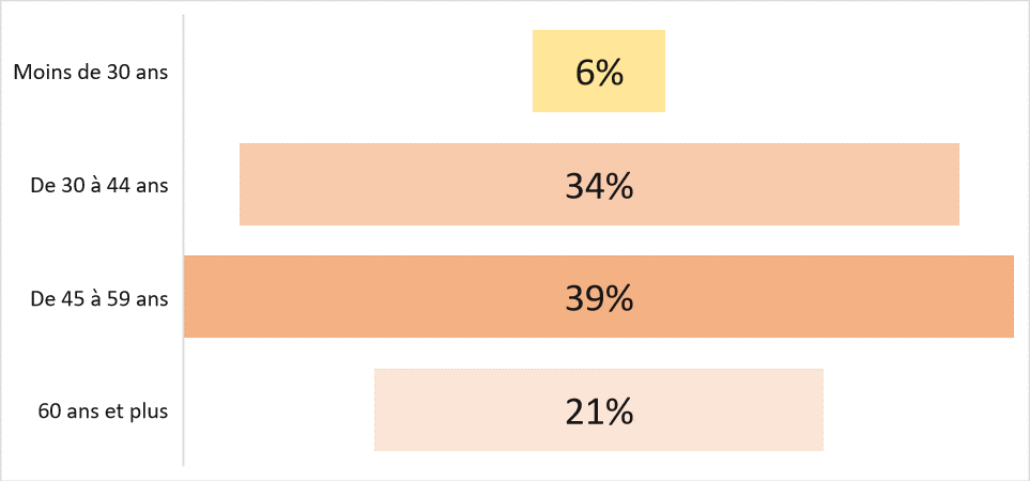


Figure 15. Pyramide des âges des chefs d'entreprise relevant de l'artisanat dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo

- La Chambre de Commerce et de l'Industrie de Corse (CCIC)

Les données transmises par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse corroborent les premiers résultats présentés ci-dessus. Ainsi, près d'un quart des dirigeants est âgé de 60 ans ou plus, soit à immédiate proximité d'un départ à la retraite :

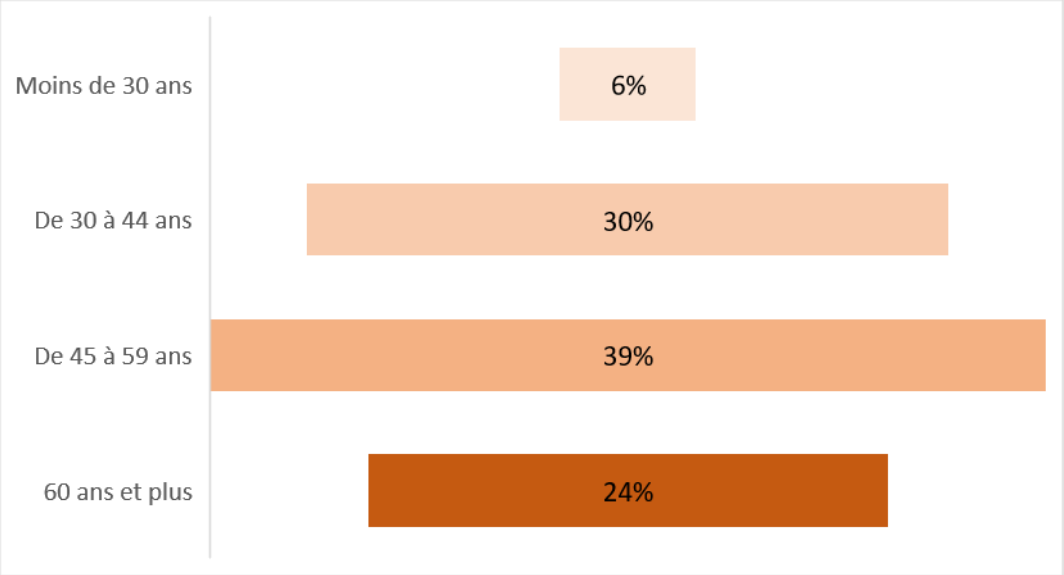


Figure 16. Pyramide des âges des ressortissants de la CCI pour la Pieve de l'Ornano et du Taravo

iv. Le niveau de structuration des filières

A notre connaissance, nous n'avons pas identifié de fédération, syndicat ou autre regroupement de professionnels sur le territoire (un constat partagé par les consulaires interrogés à ce sujet), à l'exception de la coopérative de Guitera.

Au total, même si un certain dynamisme économique est palpable, les quelques indicateurs présentés ci-dessus interpellent sur la nécessité pour les pouvoirs publics d'accompagner les acteurs du territoire dans leur projet, de jouer un rôle facilitateur, afin de préserver mais surtout renforcer le tissu économique local, étroit.

A retenir

- Au 31 décembre 2020, on dénombrait **2 106 entreprises** au sein du périmètre de la communauté de communes (soit 4% du stock insulaire), et **+68% entre 2012 et 2020) ;**

- Une moindre représentation des **activités tertiaires (66% des entreprises comptabilisées), au bénéfice des entreprises issues du secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche (13%)** et de la construction (16%) ;

- Une **forte polarité des activités économiques sur la partie littorale** du territoire qui regroupe 68% des activités sur 5 communes (et sur les 28 communes au total de l'intercommunalité) ;

- **Un paysage économique complémentaire avec : une orientation touristique marquée sur le littoral,** et donc une belle représentation du commerce de gros et de détail, des activités de transport, hébergement et restauration. En revanche, **l'arrière-pays se distingue** par l'importance des commerces de proximité, et surtout une **tradition agricole toujours bien présente** ;

- **La grande majorité des entreprises (81% d'entre elles), ne compte aucun salarié** sur le territoire contre 77% en moyenne en Corse, évoquant ici le poids des entreprises individuelles. Les entreprises de plus grande taille se concentrent plutôt sur les communes du littoral, et à Grosseto-Prugna en particulier ;

- Au total, **l'indice de concentration de l'emploi reste faible** (66,1 emplois pour 100 actifs occupés), un chiffre en deçà de la moyenne corse (99,3 emplois). Seule la commune de Grosseto-Prugna se démarque (104,1 emplois) ;

- On retiendra la proportion plus élevée d'emplois agricoles par rapport à la moyenne corse, même si près d'un quart (24%) des salariés travaille dans le secteur de l'hôtellerie-restauration sur le territoire en lien avec les activités touristiques ;

- **Le territoire se développe** avec 269 nouvelles entreprises en 2022 et +50% de créations d'entreprise depuis 2013 (contre +56% en moyenne corse) ;

- **La pyramide des âges des ressortissants des chambres consulaires, met en évidence un vieillissement de cette population,** et donc des besoins potentiels à venir en matière de reprise-transmission d'entreprises, au risque de perdre des savoir-faire et de voir rétrécir encore la taille du tissu économique ;

- Enfin, à notre connaissance, les démarches collectives semblent très limitées (en dehors de la coopérative de Guitera, absence a priori de regroupement ou de fédération de professionnels).

2.2.2 L'étude approfondie des secteurs d'activité

Après un 1er regard plutôt global sur l'économie du territoire, les consultants se proposent ici de présenter une analyse plus détaillée des différents secteurs d'activité, dans la perspective de préparer le travail d'identification des domaines d'activité stratégique à soutenir.

a) Les secteurs dit « classiques »

Cette première partie s'intéressera aux secteurs qui traditionnellement pèsent dans l'économie du territoire.

i. Le tourisme

En préambule, rappelons que plus des deux tiers (66%) des entreprises recensées à l'échelle locale relèvent du champ tertiaire. Toutefois, l'on pressent l'influence des activités touristiques en son sein. Ainsi, une étude de l'INSEE[1] révèle le poids précisément de ses activités pour l'économie locale : l'INSEE estime que **l'emploi touristique représente 27,1% des emplois totaux du bassin de vie de Grosseto-Prugna, en moyenne annuelle**. Ces emplois émanent principalement de l'hébergement (55% des emplois touristiques), puis de la restauration/café (30%).

D'après cette étude, le bassin de vie Grosseto-Prugna fait partie des bassins de vie « les plus touristiques », au même titre que celui de Porto-Vecchio. En 2018, on dénombrait **982 emplois touristiques dans ce bassin de vie.**

- L'offre touristique

D'après les données INSEE, le secteur composé du commerce, des transports, de la logistique, de l'hébergement et de la restauration représente 536 entreprises, soit 25% de l'ensemble du tissu local en 2020. **Parmi ces entreprises, la moitié relève des activités de restauration et hébergement.**

En termes de répartition géographique, **cette offre se concentre dans les communes proches du littoral (75%), telles que Grosseto-Prugna (au sein de laquelle on retrouve 34% des entreprises de restauration et de l'hébergement en 2020),** Pietrosella (11%), Serra-di-Ferro (11%). Cette prédominance se fait l'écho de la forte attractivité du littoral, et du poids du tourisme balnéaire de la destination, et ce malgré le potentiel environnemental de l'arrière-pays.

[1] INSEE, « Emplois liés à la présence de touristes en corse : 43% de croissance entre 2009 et 2018 », INSEE Analyses Corse n°40, mai 2022, 4 pages

Du point de vue de la capacité d'accueil en termes d'hébergements, d'après les données obtenues auprès de l'Office du Tourisme Intercommunal de l'Ornano et du Taravo, **on compte 1 140 hébergements sur le territoire en 2022 pour 15 464 lits.** Toutefois, cette offre demeure fortement concentrée dans la zone littorale de la microrégion, avec 93% de l'offre d'hébergement répertoriée ; et la commune de Grosseto-Prugna et la station de Porticcio, concentre à elle seule 33% de l'offre globale. Même constat en termes de lits.

La cartographie ci-dessous de l'offre d'hébergement touristique (incluant ici hôtels, campings et autres hébergements collectifs) à partir des données INSEE, illustre bien cette disparité territoriale :

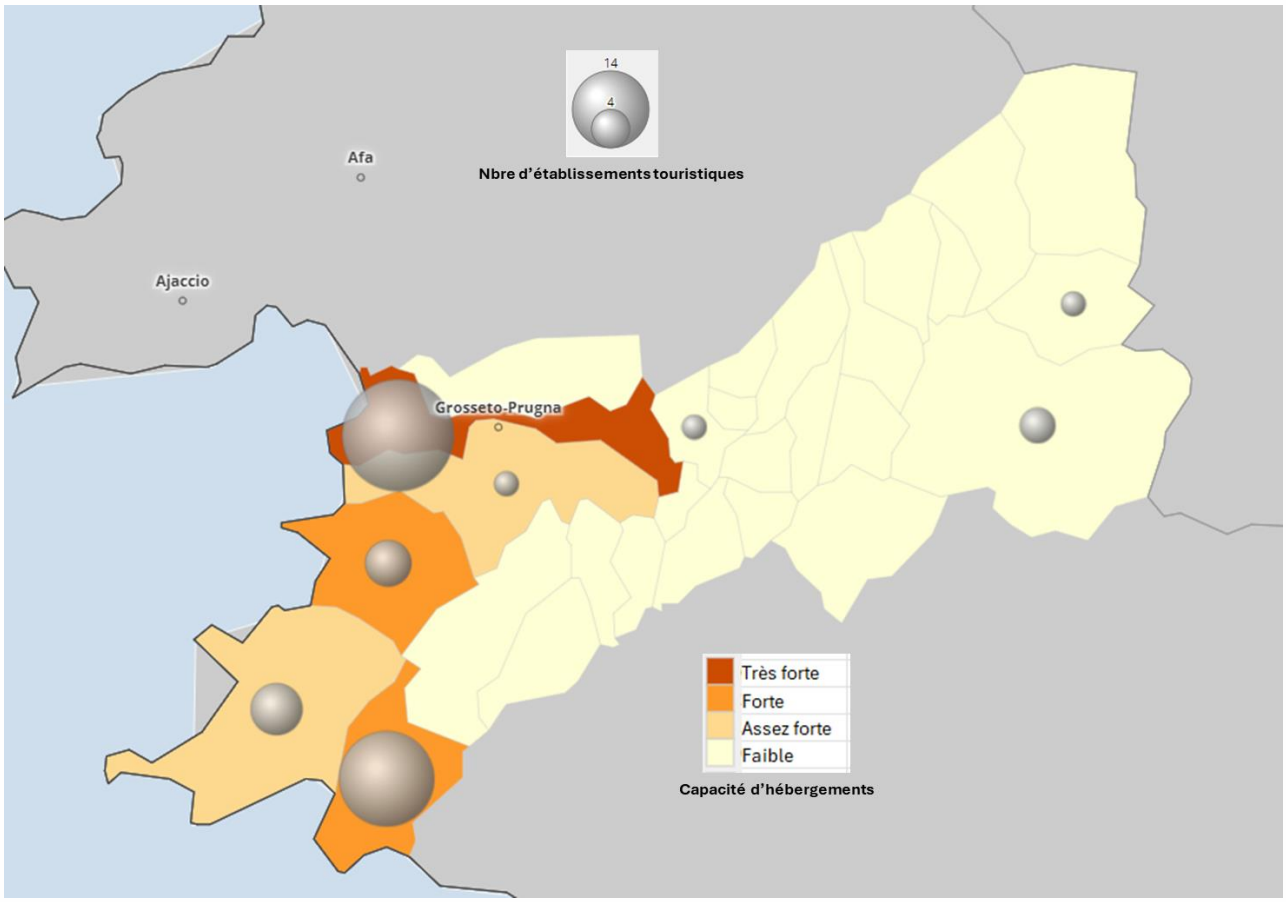


Figure 17. Répartition de l'offre d'hébergement touristique du territoire

En complément de cette offre d'hébergements professionnels, le territoire recense également une proportion notable de résidences secondaires, **8 149 résidences secondaires et logements occasionnels en 2020, soit 55% du parc de logements contre 37% en moyenne en Corse**, rappelant le positionnement touristique de la destination évoqué plus haut. En retenant l'hypothèse d'une moyenne de 5 lits par résidence secondaire – hypothèse retenue dans le cadre de la stratégie de développement

touristique[2] - la capacité d'accueil totale pourrait s'élever à plus de 40 700 lits (40 745 lits, soit 8,4% du potentiel de l'île). Le tableau ci-dessous dévoile la proportion de résidences secondaires et logements occasionnels dans le parc de logements total pour chacune des communes :

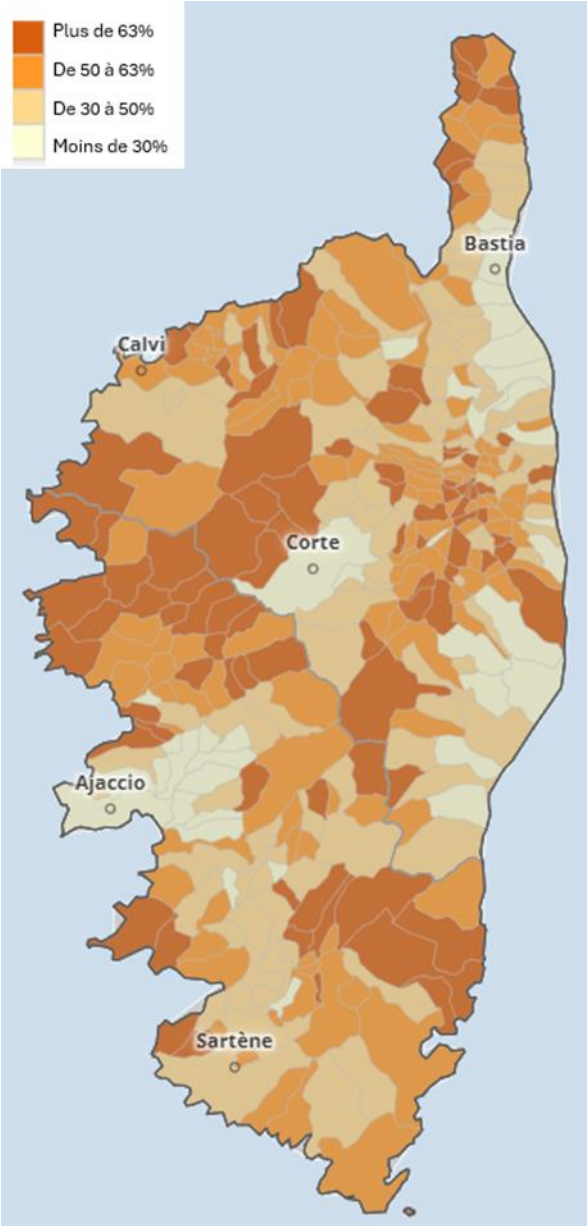


Figure 18. Proportion de résidences secondaires par commune en Corse en 2020 (Source : INSEE)

Communes	% résidences secondaires et logements occasionnels
Albitreccia	45,9
Azilone-Ampaza	45,5
Campo	42,1
Cardo-Torgia	31,4
Cauro	22,2
Ciamannacce	45,9
Cognocoli-Monticchi	48,9
Corrano	53,7
Coti-Chiavari	70,9
Cozzano	50,8
Forciolo	27,4
Frasseto	50
Grosseto-Prugna	61,5
Guargualé	19,4
Guitera-les-Bains	48,8
Olivese	44,7
Palneca	65,7
Pietrosella	59,2
Pila-Canale	50,9
Quasquara	43,7
Sampolo	54,4
Serra-di-Ferro	74,9
Santa-Maria-Siché	30,1
Tasso	70,5
Urbalacone	35,1
Zévaco	56,6
Zicavo	38
Zigliara	48,1

Tableau 8. Proportion de résidences secondaires par commune de l'EPCI en 2020 (Source : INSEE)

[2] Source : Centre d'études et de recherche sur le tourisme, stratégie de développement touristique de la CCPOT, Juin 2020, 94 pages

Par ailleurs, la stratégie de développement touristique commandée élaborée en 2020, a permis d'apporter des enseignements complémentaires notamment du côté de la clientèle touristique. Ainsi, d'après ces travaux, environ 11% des séjours touristiques en Corse profiteraient à la Pieve de l'Ornano et du Taravo[3] (et 8% des nuitées enregistrées sur l'île).

De plus, toujours suivant la même source, la durée moyenne des séjours sur le territoire s'élèverait à environ 9 jours, en deçà de la moyenne corse (12 jours), témoignant des marges de progression en la matière.

Enfin, selon les récentes données obtenues par le biais de l'Office du Tourisme Intercommunal, près de 27 000 personnes ont fréquenté les bureaux d'informations touristiques en 2022, contre 20 000 l'année précédente (mais 50 000 visiteurs en 2019).

- Focus sur le profil clientèle

Les enseignements issus de la stratégie de 2020 permettent également de proposer un profil de clientèle pour la microrégion :

- ✓ En avant-saison, la destination serait donc prisée par les retraités. En particulier, la clientèle se compose de couples sans enfant (67%), de vacanciers venus entre amis (23%). A noter également que plus d'un quart de ces visiteurs serait fidèle à la destination ;
- ✓ Durant la haute saison, les visiteurs se composent principalement de familles (62%), suivies par les groupes de vacanciers entre amis, impactant ainsi la moyenne d'âge ici plus jeune (45-55 ans et 35-45 ans).

Par ailleurs, le choix de la destination en avant saison serait fortement influencé par la découverte et la visite de producteurs locaux, les randonnées et les excursions en mer. En revanche, durant la haute saison, ce sont les plages, les activités nautiques et activités pour enfants qui apparaissent parmi les activités les plus plébiscitées.

[3] Source : Ibidem

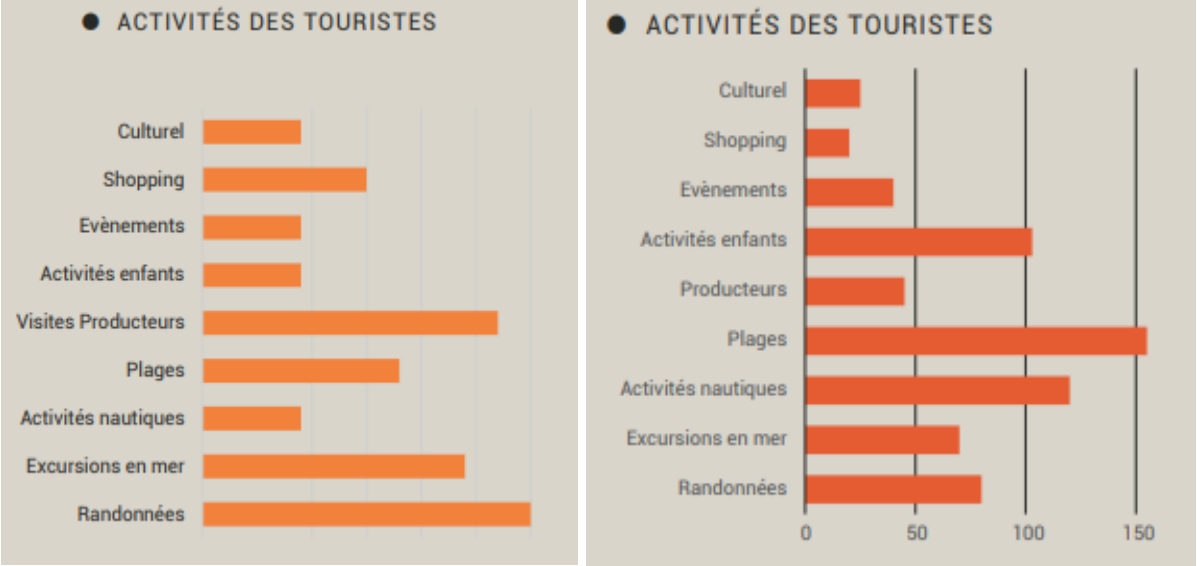


Figure 19. Les raisons du choix de la destination en avant saison (à gauche) et en pleine saison (à droite) en 2018 (Stratégie de développement touristique de la CCPOT)

Aujourd'hui encore, selon l'Office du Tourisme Intercommunal, les principales demandes portent sur : les randonnées, les activités nautiques, la découverte des producteurs (circuits villages), les plus "belles" plages, mais aussi l'agenda des évènements (concerts ...).

- La stratégie de développement touristique

Une stratégie de développement touristique a ainsi été réalisée en 2020 pour le compte de la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo. Elle avait identifié trois objectifs fondamentaux :

1. **Accroître la compétitivité** de la destination, en mettant en place des actions centrées sur l'innovation, la qualité et l'emploi ;
2. **Construire une solidarité territoriale**, avec des actions focalisées sur la gouvernance, la communication et l'identité ;
3. **Développer un espace de "bien-être"**, avec des actions relevant de la destination verte, du slow tourisme, ou encore associant les résidents.

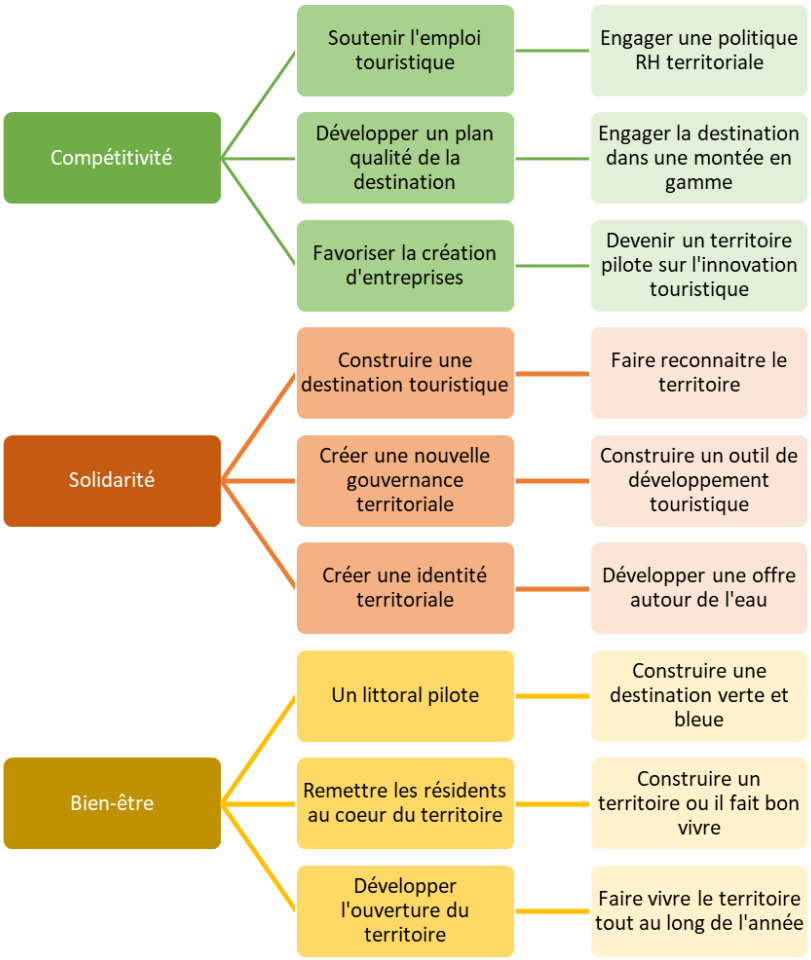


Figure 20. Arborescence du plan d'actions de la stratégie de développement touristique (Source : Stratégie de développement touristique[4])

Le tableau ci-dessous présente le détail des titres des fiches actions correspondant à chaque objectif de la stratégie de développement touristique.

[4] Stratégie de développement touristique de la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, centre d'études et de recherche sur le tourisme, Jean-Marie Furt et Serge Pieri, juin 2020, 94 pages

Objectifs	Fiches actions	Finalités
Objectif 1 : Compétitivité	1.1.1 : Améliorer la situation des saisonniers	Elaborer une charte des saisonniers et initier **la création d'une offre d'hébergements diffuse dans l'intérieur.** Initier une GPEC territoriale
	1.1.2 : Former les salariés	Faire du territoire un lieu de formation permanente (FC) hors les murs et animer une partie du hors saison par des stages et un événementiel autour de la gastronomie.
	1.2.1 : Créer un LAB Tourisme	Positionner le territoire comme un lieu de création et d'innovation en matière touristique (Slow tourisme) ; Passer d'une vision cueillette et rente à une dynamique de production ; Créer un salon autour de cette thématique en partenariat avec la CAPA
	1.2.2 : Aider à la création d'entreprise	**Assurer une dynamique de développement principalement en milieu rural Développer la pluriactivité touristique et enclencher un cercle vertueux de croissance**
Objectif 2 : Solidarité	2.1.1 : Faire de l'OT un outil de production	Transformer l'OT actuel en EPIC et obtenir le classement de l'OT Développer son autonomie financière (taxe de séjour, vente de produits)
	2.1.2 : Former les salariés	**Créer 3 bureaux d'information (BI)** et donner aux responsables une mission de développement et de commercialisation (non marchand)
	2.1.3 : Créer un organisme de gestion des destinations	Construire une destination touristique, un territoire de projet, un pôle touristique (Ajaccio /Rive Sud)
	2.2.1 : Imposer une signalétique territoriale	**Conception de totems de 4m aux différents points d'entrée du territoire**
	2.2.2 : Construire un site internet performant	Développer un outil de pilotage, de communication, et d'aide à la décision
	2.2.3 : Concevoir et vendre des produits touristiques	**Contribuer à l'élargissement de l'offre**
	2.3.1 : Imposer une signalétique territoriale	**Réouvrir la station de Guitera ; Développer une offre conjointe avec le littoral**
	2.3.2 : Construire un site internet performant	Réconcilier la destination avec une de ses ressources principales ; Accélérer la dépollution du **Taravo et en faire une base de loisirs actifs**

Objectifs	Fiches actions	Finalités
Objectif 3 : Bien-être	3.1.1. : Vers Ornano 21	Devenir une commune pilote en matière environnementale : tri des déchets et gestion de l'eau, récupération des eaux pluviales Lancer une consultation autour de la mise en place d'un agenda 21 Communiquer autour d'une destination nouvelle
	3.1.2 : Une destination Slow Tourisme	Construire une piste cyclable Ajaccio/rive sud Développer les circulations douces (vélos, transports en commun hybrides, navette bateau) sur toute la Communauté des Communes en commençant par le littoral Développer la location de vélib
	3.1.3 : Une destination verte	Programmer une « réarborisation » de l'ensemble des communes littorales Créer un jardin botanique (essence méditerranéenne + cactus) et un arboretum qui deviendront des lieux de promenade et de visite
	3.2.1 : Créer une marque de destination	Rassembler les opérateurs touristiques dans une dynamique HQE et bas Carbone ; Mobiliser les touristes dans cet effort
	3.2.2 : Elaborer une charte paysagère	Un élément de structuration du territoire ; Un premier pas vers l'élaboration d'un SCOT
	3.2.3 : Un territoire vivant	Animer le territoire pour en faire une destination, journée, WE, courts séjours sur les ailes de saison

Tableau 9. Fiches actions de la stratégie de développement touristique (Source : Stratégie de développement touristique)

ii. Le secteur de la construction

Le secteur de la construction constitue **le 2ème pilier de l'économie locale avec près d'un cinquième (16% soit 329 unités légales)** des structures comptabilisées au 31 décembre 2020. Cette représentativité rejoint les tendances observées à l'échelle insulaire (le secteur représente 18% des entreprises en Corse).

En particulier, **plus de la moitié des entreprises de ce secteur exerce des activités de second œuvre (51%) en 2020,** dans lesquelles on retrouve souvent des auto-entrepreneurs, des entreprises avec un effectif très limité comparativement aux entreprises exerçant dans le domaine des travaux publics.

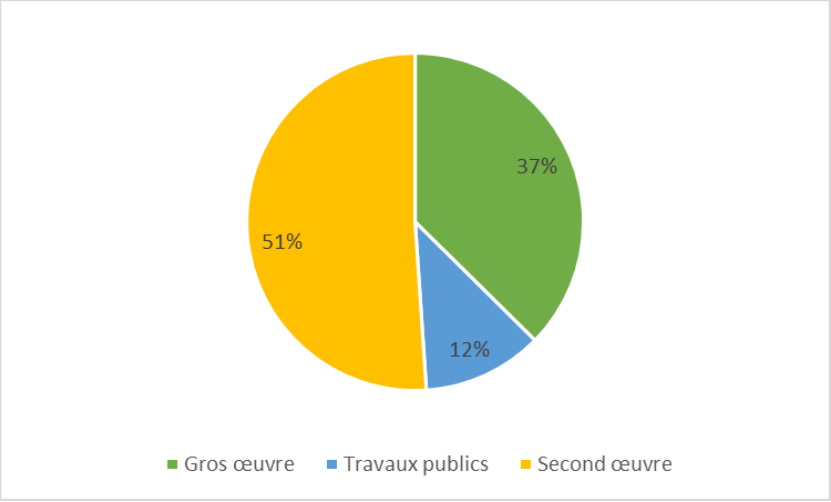


Figure 21. Répartition des entreprises de la construction par type au sein de la communauté de communes en 2020

En termes d'activités, les entreprises exerçant des travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre du bâtiment représentent 29% des entreprises locales du secteur de la construction en 2020 ; suivies des entreprises proposant des travaux d'installation électrique dans tous les locaux (15% des entreprises de la construction) et les travaux de menuiserie bois et PVC (8%).

Enfin, les entreprises de construction se situent principalement sur le littoral (71%) et en moyenne montagne (24%) dans une proportion non négligeable.

	Nombre d'entreprises
Albitreccia	43
Coti-chiavari	32
Grosseto-Prugna	113
Serra di ferro	14
Pietrosella	33
Sous total Littoral	**235**
Azilone-Ampaza	3
Campo	3
Cauro	34
Cognocoli-Monticchi	1
Frasseto	4
Guargalé	4
Olivese	6
Pila Canale	13
Santa maria siché	3
Urbalacone	2
Zigliara	5
Sous total Moyenne montagne	**78**
Ciamannacce	2
Corrano	2
Cozzano	6
Palneca	3
Sampolo	1
Tasso	1
Zicavo	1
Sous total Haute-montagne	**16**
Total	**329**

Tableau 10. Nombre d'entreprises relevant de la construction par commune au 31/12/2020 (Adapté de INSEE)

iii. Le secteur industriel

D'après une étude réalisée par la banque des territoires, la Corse figure parmi les territoires les moins industrialisés de France. Dans ce contexte, **la Pieve de l'Ornano et du Taravo compte 104 entreprises industrielles en 2020**, soit 5% du nombre total d'entreprises du territoire. On y retrouve principalement **des entreprises de l'industrie manufacturière (98%) et notamment de l'industrie alimentaire (de transformation et fabrication de biens)** en lien avec le potentiel agricole du territoire.

CODE APE	Nombre d'entreprises	Part en %
Industrie extractives	**1**	**1%**
08 - Autres industries extractives	1	1%
Industrie manufacturière	**98**	**94%**
10 - Industries alimentaires	40	38%
11 - Fabrication de boissons	2	2%
13 - Fabrication de textiles	7	7%
14 - Industrie de l'habillement	4	4%
15 - Industrie du cuir et de la chaussure	3	3%
16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	7	7%
17 - Industrie du papier et du carton	1	1%
18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements	8	8%
20 - Industrie chimique	2	2%
23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	4	4%
25 - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	1	1%
31 - Fabrication de meubles	3	3%
32 - Autres industries manufacturières	8	8%
33 - Réparation et installation de machines et d'équipements	8	8%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	**1**	**1%**
35 - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1	1%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	**4**	**4%**
37 - Collecte et traitement des eaux usées	1	1%
38 - Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	3	3%

Tableau 11. Répartition des entreprises industrielles par code APE au 31 décembre 2020 (adapté de l'INSEE)

La répartition des entreprises industrielles témoigne toujours de la prédominance d'entreprises sur le littoral (59%). **Il semble intéressant de souligner toutefois que 15% des entreprises industrielles sont situées en haute-montagne, en 2020, portées par les activités alimentaires (on pense notamment à la filière porcine).**

	Littoral	Moyenne-montagne	Haute-montagne
Industrie extractives	0	1	0
08 - Autres industries extractives	0	1	0
Industrie manufacturière	57	25	16
10 - Industries alimentaires	16	10	14
11 - Fabrication de boissons	2		
13 - Fabrication de textiles	6	1	
14 - Industrie de l'habillement	1	2	1
15 - Industrie du cuir et de la chaussure	3		
16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	3	4	
17 - Industrie du papier et du carton	1		
18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements	7	1	
20 - Industrie chimique	1		1
23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	2	2	
25 - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements		1	
31 - Fabrication de meubles	3		
32 - Autres industries manufacturières	6	2	
33 - Réparation et installation de machines et d'équipements	6	2	
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1	0	0
35 - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1	0	0
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	3	1	0
37 - Collecte et traitement des eaux usées		1	
38 - Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	3	0	0

Tableau 12. Répartition des entreprises industrielles par secteur d'activités et par zone géographique en 2020 au sein de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Adapté de INSEE)

iv. Le secteur agricole

- Le dynamisme agricole

A partir des données de l'INSEE, la Pieve de l'Ornano et du Taravo compte 282 entreprises issues du secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche en 2020, soit 13% du stock global d'entreprises du territoire, témoignant de la vitalité de ce secteur. Dans ce panel, les activités agricoles prédominent (88% des entreprises recensées dans le secteur primaire en 2020 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo). On soulignera le caractère relativement disséminé de ces activités au sein du territoire, attestant de son identité historique agricole, qui contraste avec le poids économique des activités de services en lien avec le tourisme ; même si l'on peut penser qu'un des débouchés naturels des activités agricoles sera également la clientèle touristique.

	Agriculture	Sylviculture	Pêche
Albitreccia	9	5	1
Azilone-Ampaza	7	1	0
Campo	0	0	0
Cardo-Togia	1	0	0
Cauro	23	4	2
Ciamannacce	4	0	0
Cognocoli-Monticchi	14	0	0
Corrano	6	1	0
Coti-chiavari	12	0	3
Cozzano	12	1	0
Forciolo	4	1	0
Frasseto	5	0	0
Grosseto-Prugna	21	1	1
Guargalé	5	0	0
Guitera les bains	9	0	0
Olivese	13	2	0
Palneca	6	2	0
Pietrosella	6	0	0
Pila Canale	15	0	0
Quasquara	1	0	0
Sampolo	3	1	0
Serra di ferro	18	1	2
Santa Maria Siché	9	2	0
Tasso	11	0	0
Urbalacone	1	0	0
Zécavo	10	1	0
Zicavo	18	2	0
Zigliara	4	1	0

Tableau 13. Répartition des entreprises du secteur primaire en 2020 par type et par commune (Adapté de INSEE)

Dans le détail, le tissu agricole est porté principalement par les activités d'élevage de :

- ✓ Porcins (26% des entités agricoles identifiées par l'INSEE) ;
- ✓ D'ovins et de caprins (17%) ;
- ✓ Vaches laitières et autres bovins et buffles (16%).

	Nombre d'entreprises
Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses	2
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	13
Autres cultures non permanentes	1
Culture de la vigne	9
Culture d'agrumes	1
Culture de fruits à pépins et à noyau	9
Culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque	8
Culture de fruits oléagineux	17
Culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques	5
Reproduction de plantes	1
Élevage de vaches laitières	1
Élevage d'autres bovins et de buffles	40
Élevage de chevaux et d'autres équidés	5
Élevage d'ovins et de caprins	41
Élevage de porcins	64
Élevage de volailles	1
Élevage d'autres animaux	20
Culture et élevage associés	5
Activités de soutien aux cultures	4
Total	**247**

Tableau 14. Répartition des entreprises agricoles recensées par l'INSEE dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo par activité en 2020

Pour obtenir une vision plus complète des potentialités agricoles du territoire, les consultants ont analysé les données issues du recensement agricole de l'Agreste. Ainsi, l'on a pu constater que la Pieve de l'Ornano et du Taravo a enregistré **une hausse du nombre d'exploitations agricoles entre 2010 et 2020 (+6%).** On recense 172 exploitations agricoles en 2020. **Cette hausse est supérieure à celle observée à l'échelle insulaire (+4,5%)** traduisant le relatif dynamisme agricole du territoire, et probablement encore ses potentialités de développement. En 2020, la Pieve de l'Ornano et du Taravo recense 6% des exploitations comptabilisées dans l'île, une représentativité en correspondance avec la taille de son bassin de vie.

Les résultats issus du dernier recensement agricole offrent un regain d'optimisme après l'érosion historique du tissu agricole. En effet, à l'instar de la Corse, sur la Pieve de l'Ornano et du Taravo, le nombre d'exploitations a été divisé presque par 4 en 40 ans (-73% entre 1970 et 2010 contre -68% en Corse). Toutefois, l'on a pu observer **une certaine professionnalisation des exploitations agricoles, illustrée par la croissance de la surface agricole utile (SAU) moyenne** :

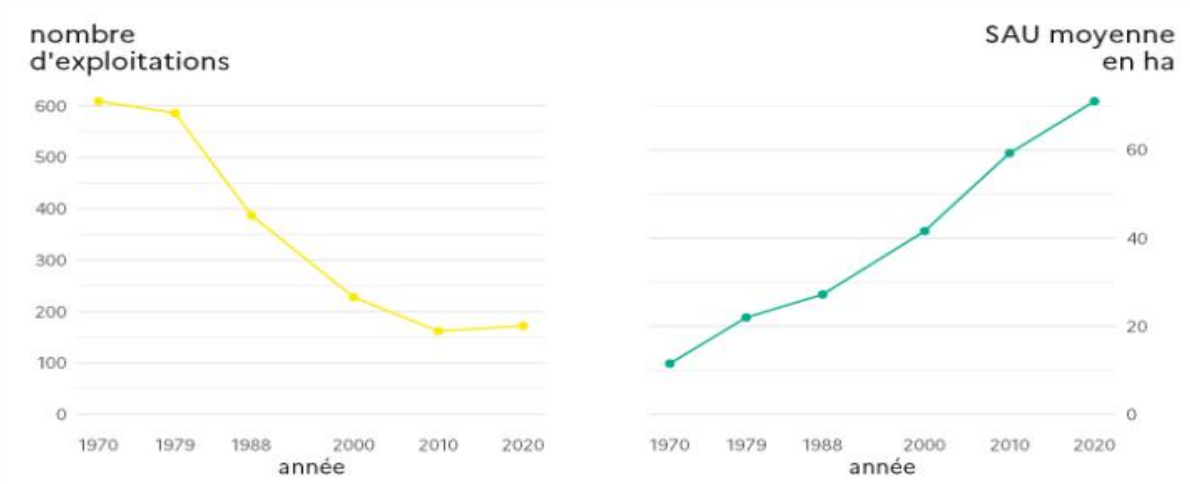


Figure 22. Evolution du nombre d'exploitations (à gauche) et de la SAU moyenne en hectares (à droite) dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Source : Agreste 2020) entre 1970 et 2020

Ainsi, si le nombre d'exploitations agricoles a diminué au plan historique, parallèlement, la surface agricole utile moyenne a augmenté. **En 2020, la surface agricole utile moyenne s'élève à 71 hectares dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo contre 57 hectares en Corse**. Au total, la surface agricole utile est estimée à 12 225 hectares en 2020.

En outre, l'on soulignera également une baisse de la proportion des micro-exploitations entre les deux recensements au bénéfice d'exploitations de plus grande taille : des petites, moyennes et grandes exploitations (un indicateur là aussi d'un développement des activités agricoles).

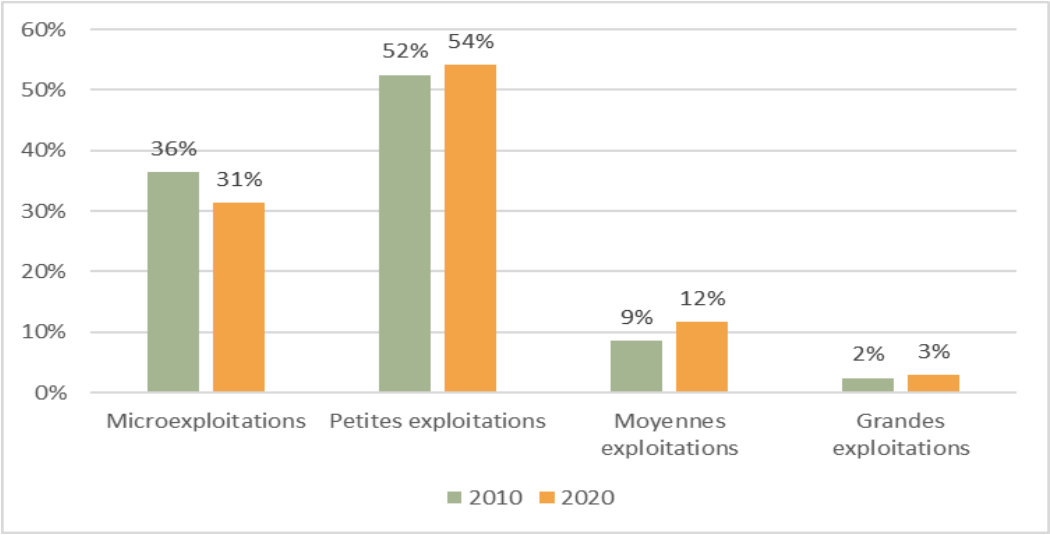


Figure 23. Evolution de la répartition du nombre d'exploitations par taille entre 2010 et 2020

Malgré cette évolution, dans l'ensemble, la taille des exploitations reste modeste avec des petites exploitations qui prédominent (54% des exploitations en 2020).

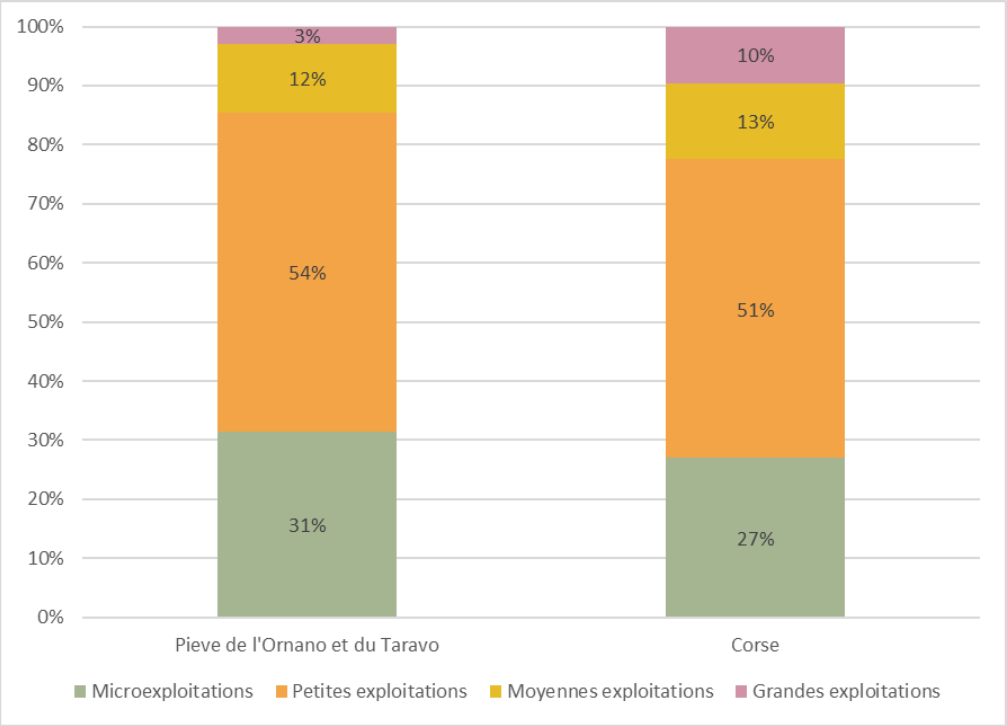


Figure 24. Répartition du nombre d'exploitations par taille en 2020 pour la communauté de communes et la Corse

Enfin, si l'on s'intéresse à la pérennité de ces exploitations agricoles, force est de constater que **l'âge moyen des chefs d'exploitation lors du recensement agricole de 2020 était de 50 ans.** Concernant les 40 exploitations en devenir, pour 30% d'entre elles l'avenir est incertain, avec les craintes ici de voir disparaitre certaines activités économiques :

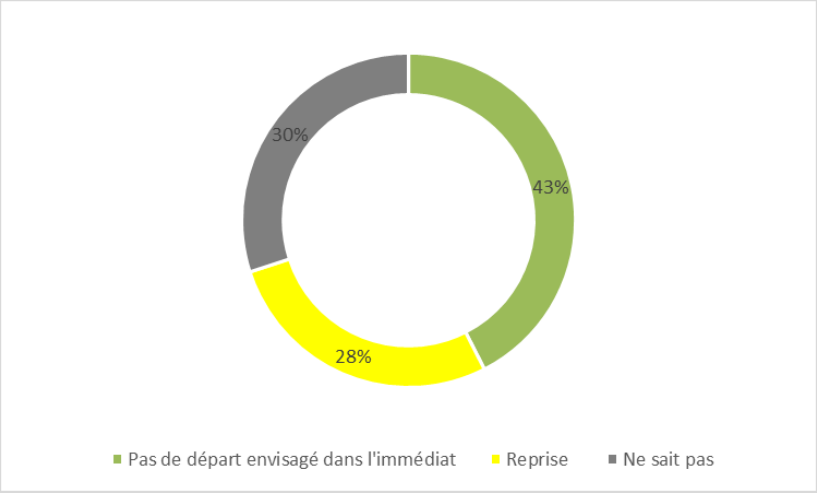


Figure 25. Répartition des exploitations en devenir par type en 2020 au sein de la communauté de communes

- Focus sur les activités agricoles

La carte ci-dessous met en évidence la répartition géographique des exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire. Cinq communes se distinguent de par leur nombre d'exploitations :

- ✓ Serra-di-Ferro ;
- ✓ Zicavo ;
- ✓ Cauro ;
- ✓ Cognocoli-Monticchi ;
- ✓ Et Guitera-les-Bains.

Toutefois, comme précisé auparavant, on ne peut pas dire qu'il y ait une polarité importante des activités agricoles sur le territoire.

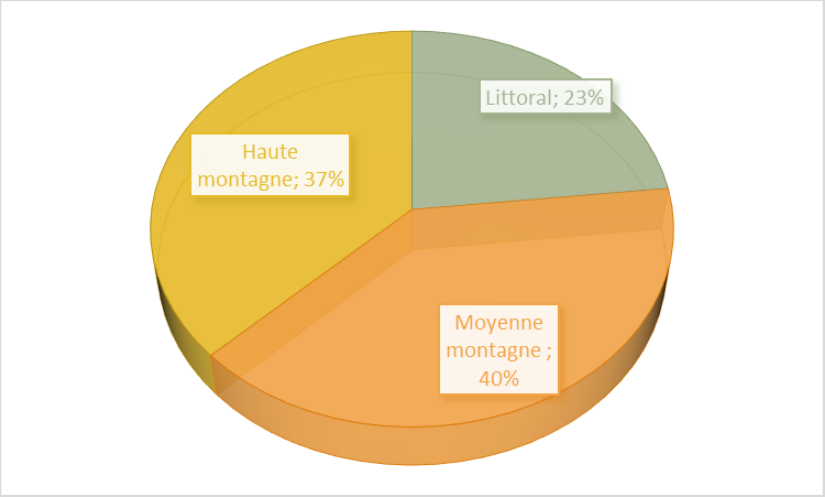


Figure 26. Répartition des exploitations agricoles par zone en 2020

Dans l'ensemble, et corroborant les premières données de l'INSEE présentées en amont, le territoire se caractérise par une densité significative d'exploitations de production animale avec :

- ✓ **Une prédominance notable de l'élevage porcin (56 exploitations en 2020 contre 31 exploitations en 2010) ;**
- ✓ Ainsi que l'élevage d'ovins ou de caprins (27 exploitations) ;
- ✓ Et d'animaux destinés à la production de viande bovine (24 exploitations).

Toutefois, les communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo présentent une orientation technico-économique plutôt diversifiée. On retrouve des activités d'élevage, de la polyculture et/ou poly-élevage mais aussi des activités de culture notamment de la viticulture, et la production de fruits et autres cultures permanentes (Figure 28).

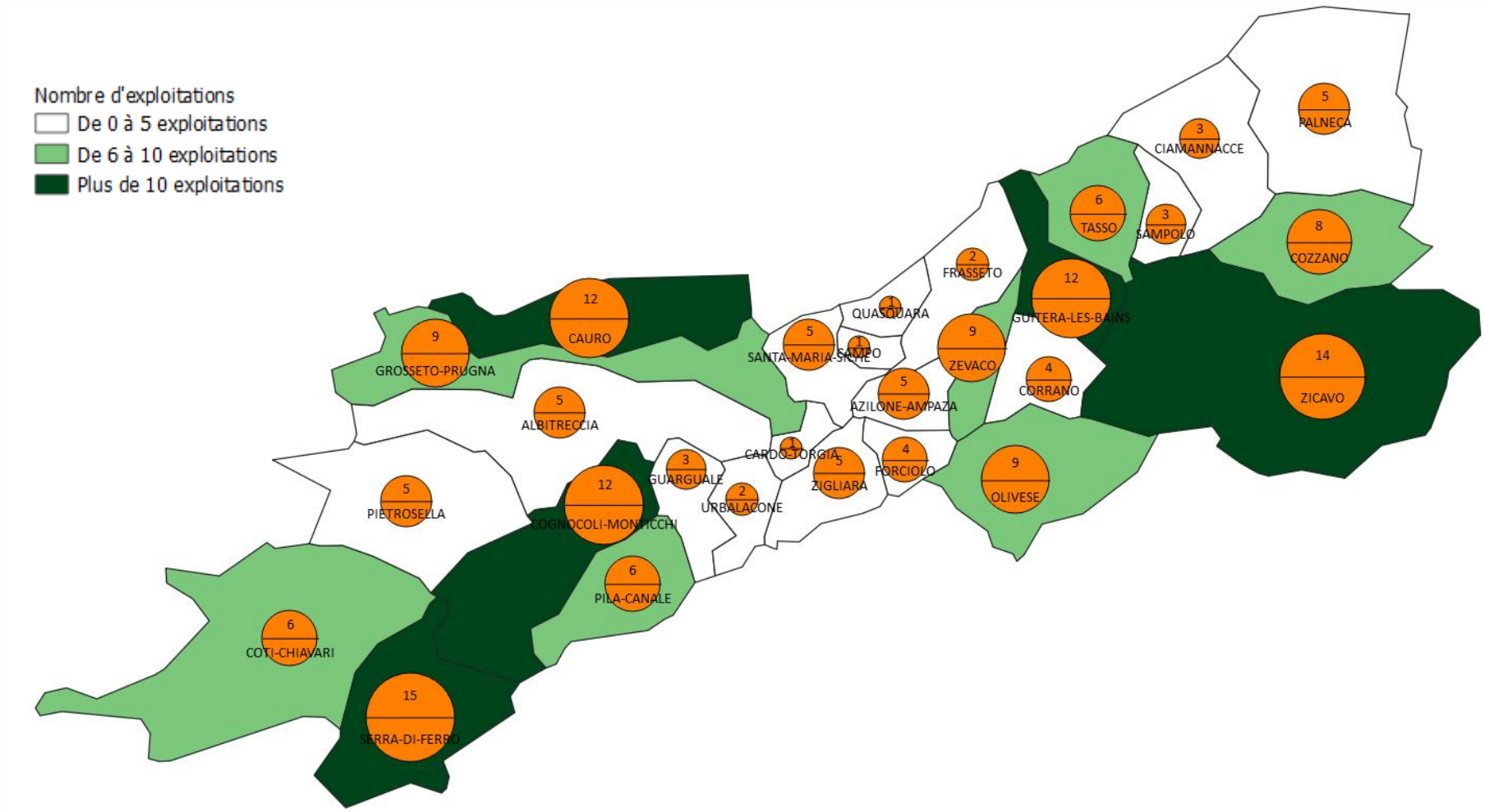


Figure 27. Répartition du nombre d'exploitations par commune en 2020

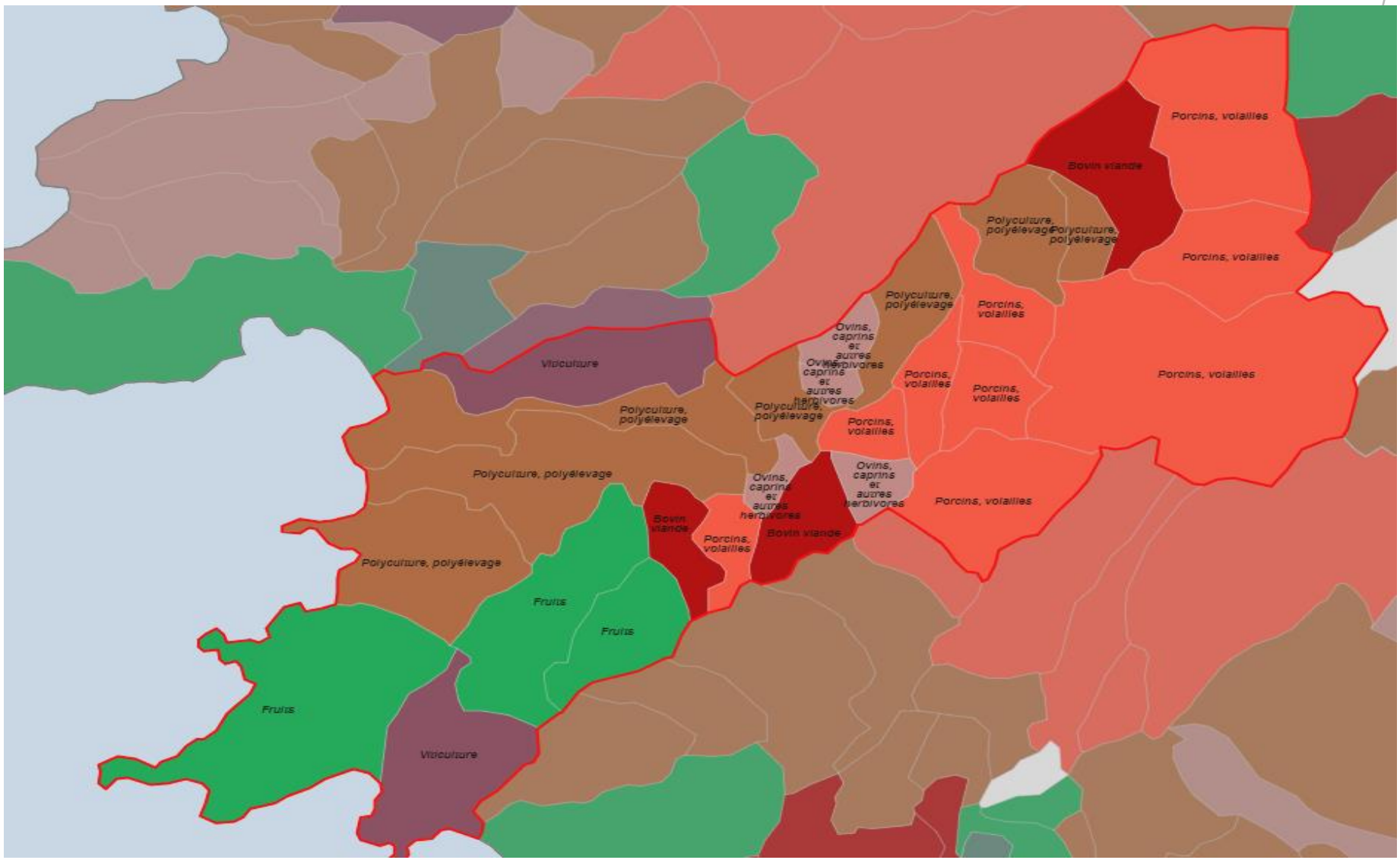


Figure 28. Spécialisation de la production agricole par commune en 2020 (12 postes) Source Agreste 2020

A retenir

Le secteur tertiaire et les services

- D'après une étude de l'INSEE, **le bassin de vie Grosseto-Prugna fait partie des bassins de vie « les plus touristiques »,** en Corse au même titre que celui de Porto-Vecchio (982 emplois touristiques en 2018) ;
- Le territoire compte **1 140 hébergements touristiques en 2022** pour une capacité d'accueil de **15 464 lits disponibles** ;
- Une offre touristique très fortement **concentrée sur le littoral** : 93% de l'offre d'hébergements ;
- 55% du parc de logements se compose de résidences secondaires et logements occasionnels en 2020 ;
- 26 941 personnes ont fréquenté les bureaux de l'Office du Tourisme en 2022 ;
- Environ 11% des séjours touristiques comptabilisés en Corse ont eu lieu dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo (étude de 2020) ;
- Les visiteurs sont à la recherche d'activités telles que la **randonnée, les activités nautiques, mais aussi à la découverte des producteurs, particulièrement en avant saison.**

Le secteur de la construction

- Le secteur de la construction constitue **le 2ème pilier de l'économie locale** avec près d'un cinquième des unités légales (16% soit 329 unités légales) ;
- Plus de la moitié des entreprises de ce secteur exerce des activités de second œuvre (51%) en 2020 ;
- Enfin, les entreprises de construction se situent principalement sur le littoral (71%) et en moyenne montagne (24%) dans une proportion non négligeable.

Le secteur industriel

- La Pieve de l'Ornano et du Taravo compte 104 entreprises industrielles en 2020 ;
- La dynamique industrielle du territoire s'affirme autour de l'industrie manufacturière (98% des entreprises) et notamment l'industrie alimentaire en lien avec le potentiel agricole de la microrégion : **15% des entreprises industrielles sont situées en haute-montagne en 2020, portées par les activités alimentaires** (on pense notamment à la filière porcine).

Le secteur agricole et sylvicole

- On recense 282 entreprises issues du secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche en 2020 ;
- Le territoire se caractérise par la **hausse du nombre d'exploitations agricoles depuis 2010 (+ 6% contre +4,5% en Corse) ;**
- La Pieve de l'Ornano et du Taravo compte désormais 172 exploitations agricoles ;
- Au fil du temps, l'on a pu observer une certaine **professionnalisation des exploitations agricoles**, illustrée par la croissance de la surface agricole utile moyenne : en 2020, la surface agricole utile moyenne s'élève à 71 hectares dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo contre 57 hectares en Corse ;
- On soulignera également **l'âge moyen avancé des chefs d'exploitation (50 ans)** ;
- Enfin, concernant les 40 exploitations en devenir, **pour 30% d'entre elles l'avenir est incertain, avec les craintes ici de voir disparaitre certaines activités économiques**.

b) Les autres secteurs d'activité

i. Le nautisme

Par sa géographie, la Corse offre un cadre idéal pour le développement d'activités nautiques. La Pieve de l'Ornano, en raison de son emprise littorale, présente également des atouts favorables au développement de ces activités. Afin de mettre en lumière l'importance économique de cette filière, quelques chiffres issus de la dernière étude de l'ADEC méritent d'être rappelés. En 2022, la filière nautique en Corse regroupe 723 établissements et emploie 1 223 salariés en équivalent temps plein (ETP). Dans ce contexte, **la Pieve de l'Ornano et du Taravo compte 41 établissements (6% de l'offre insulaire) et 139 emplois relevant du nautisme.**

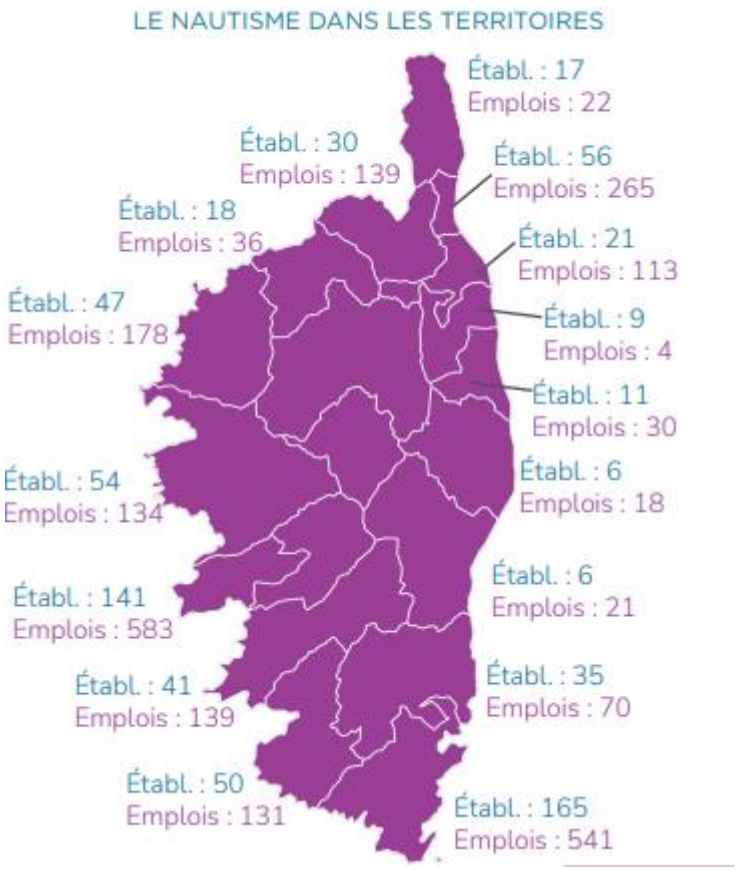


Figure 29. Répartition des établissements et emplois du nautisme par EPCI en 2022 (Source ADEC)

ii. L'innovation au travers des TIC

Il a été demandé aux conseils de s'intéresser aux démarches innovantes mises en place dans le territoire. Il est toujours très difficile d'appréhender l'innovation, et particulièrement en matière de données statistiques disponibles, eu égard à son caractère transversal.

A partir des données de l'INSEE, il est possible d'approcher l'innovation au travers des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Cette approche bien que limitée offre une première mesure. **Ainsi, en 2020, la Pieve de l'Ornano et du Taravo comptabilise 36 entreprises opérant dans le domaine des TIC.** Parmi celles-ci, un tiers (33%) relève de la programmation informatique, tandis que le conseil en systèmes et logiciels informatiques représente 31% des entreprises.

Code APE	Entreprises	Part
2620Z Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	0	0%
3312Z Réparation de machines et équipements mécaniques	2	5,56%
3320D Installation d'équipements électriques de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels	0	0%
4651Z Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	1	2,78%
5821Z Edition de jeux électroniques	0	0%
5829A Edition de logiciels système et de réseau	0	0%
5829B Edition de logiciels outils de développement et de langages	0	0%
5829C Edition de logiciels applicatifs	1	2,78%
6010Z Edition et diffusion de programmes radio	0	0%
6020A Edition de chaînes généralistes	0	0%
6020B Edition de chaînes thématiques	0	0%
6110Z Télécommunications filaires	1	2,78%
6120Z Télécommunications sans fil	0	0%
6130Z Télécommunications par satellite	0	0%
6190Z Autres activités de télécommunication	0	0%
6201Z Programmation informatique	12	33,33%
6202A Conseil en systèmes et logiciels informatiques	11	30,56%
6202B Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	0	0%
6203Z Gestion d'installations informatiques	0	0%
6209Z Autres activités informatiques	2	5,56%
6311Z Traitement de données hébergement et activités connexes	2	5,56%
6312Z Portails internet	2	5,56%
9511Z Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	2	5,56%
TOTAL	**36**	**100%**

Tableau 15. Nombre d'entreprises relevant des TIC sur le territoire en 2020 (Adapté de INSEE)

A noter que les consultants ont pris contact avec BPI (sans succès) et INIZIA dans le but de disposer d'une vision plus globale de l'innovation sur le territoire. Des informations recueillies auprès de l'incubateur territorial, concernant les éventuels projets d'innovation à l'échelle territoriale durant les trois dernières années, et parmi les projets actuellement en incubation, un seul est associé à la pieve d'Ornano et du Taravo : **GP DROIDE**[5] sur la commune d'Albitreccia. Toutefois, il semble important de préciser ici qu'il ne s'agit pas d'un état des lieux exhaustif, il est probable que d'autres initiatives aient été lancées ; l'incubateur ne pouvant avoir connaissance que des projets qui entrent en incubation.

Précisons pour conclure cette section que l'innovation est un phénomène protéiforme qui peut intervenir dans une entreprise proposant un nouveau produit ou une nouvelle organisation de la production sans que l'entreprise n'appartienne pour autant à un secteur réputé innovant comme celui des TIC. Cela signifie que même s'il nous est impossible en l'état de mesurer directement l'innovation du territoire, on peut affirmer que la dynamique entrepreneuriale est positivement corrélée à l'innovation. Or, comme souligné plus tôt, la dynamique entrepreneuriale récente est plutôt bonne, ce qui est plutôt encourageant en la matière.

iii. L'économie de proximité

En 2020, la pieve de l'Ornano et du Taravo recense 548 commerces de proximité (secteur reconstitué à partir d'hypothèses de travail formulées sur la base des données INSEE). Parmi eux, environ **un tiers relève du commerce de détail et 30% de la restauration.**

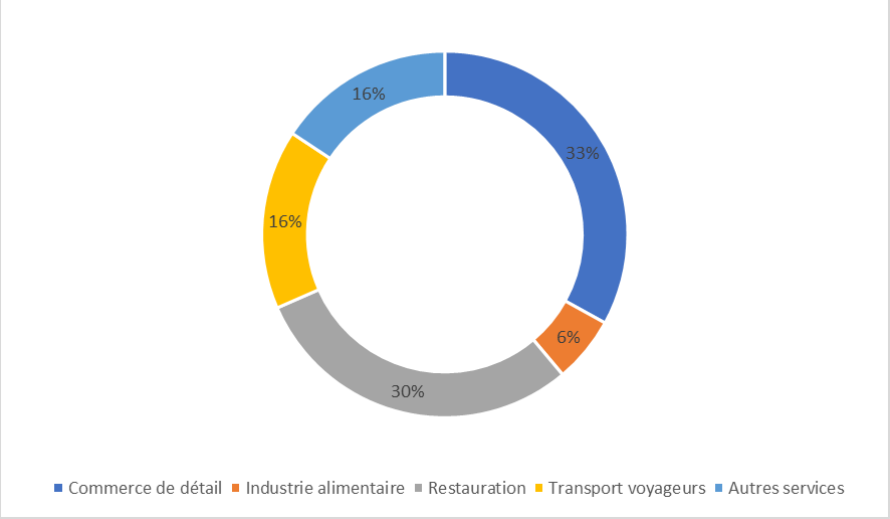


Figure 30. Composition de l'économie de proximité par type en 2020

[5] GP Droïde innove en développant un outil de menuiserie conçu pour l'ajustement et le serrage des lames de bois.

Dans le détail, l'industrie alimentaire se compose dans le cadre de l'économie de proximité de commerces de type boulangerie et boulangerie-pâtisserie, boucherie…
Le commerce de détail regroupe sans surprise les commerces d'alimentation générale, les commerces d'habillement, … tandis que le secteur de la restauration regroupe à la fois la restauration traditionnelle et rapide, les cafétérias, les traiteurs et débits de boisson. Dans les autres services, on retrouve les commerces de réparation mais aussi et surtout les coiffeurs, instituts de beauté…
Enfin, l'on a souhaité également ajouter le secteur du transport de voyageurs (taxis, bus) même si l'on sait qu'une partie significative de cette activité dépend de la clientèle touristique.

Dans ce panorama, **la restauration prédomine puisqu'elle représente près d'un quart des commerces en 2020.**

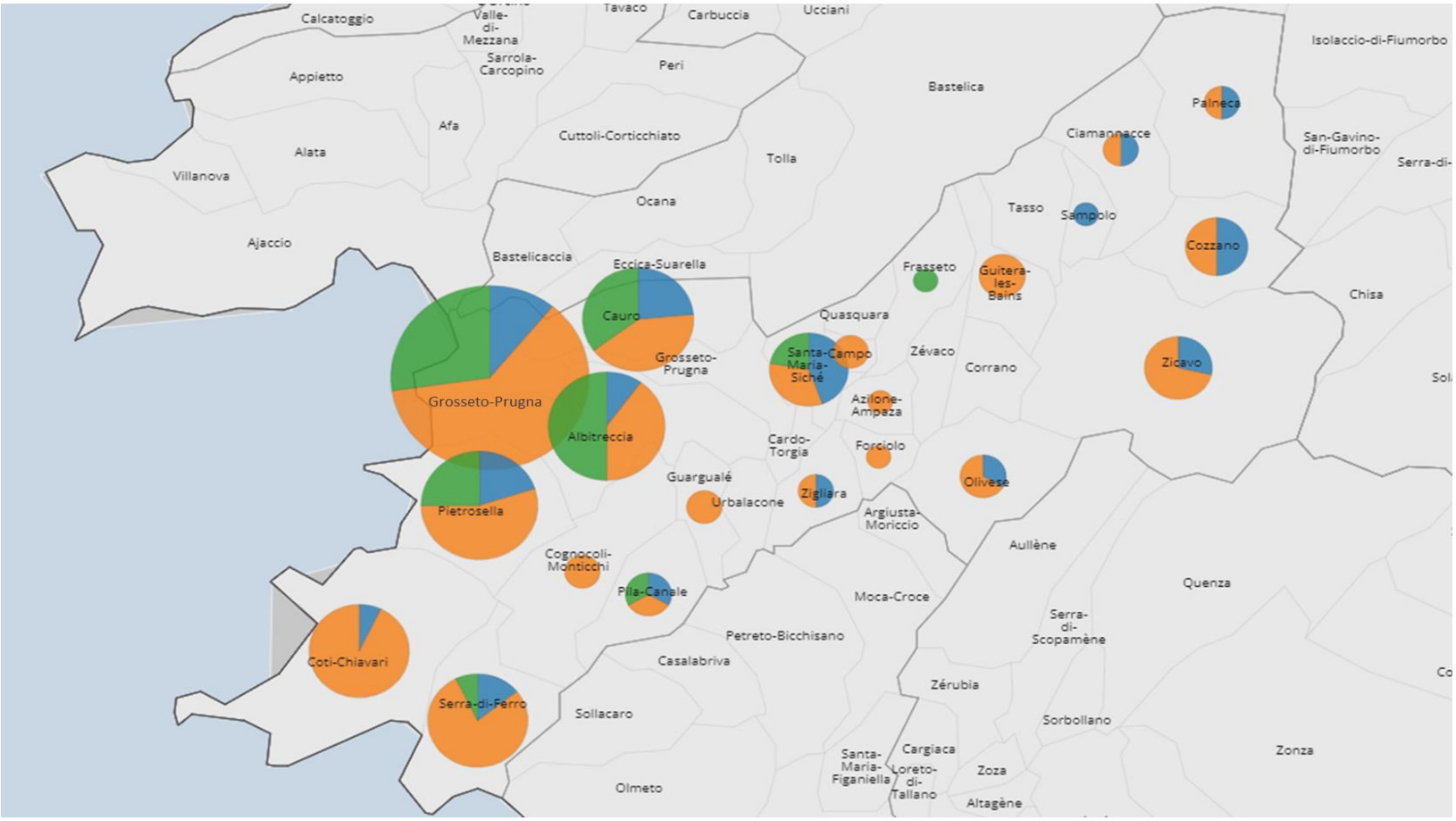
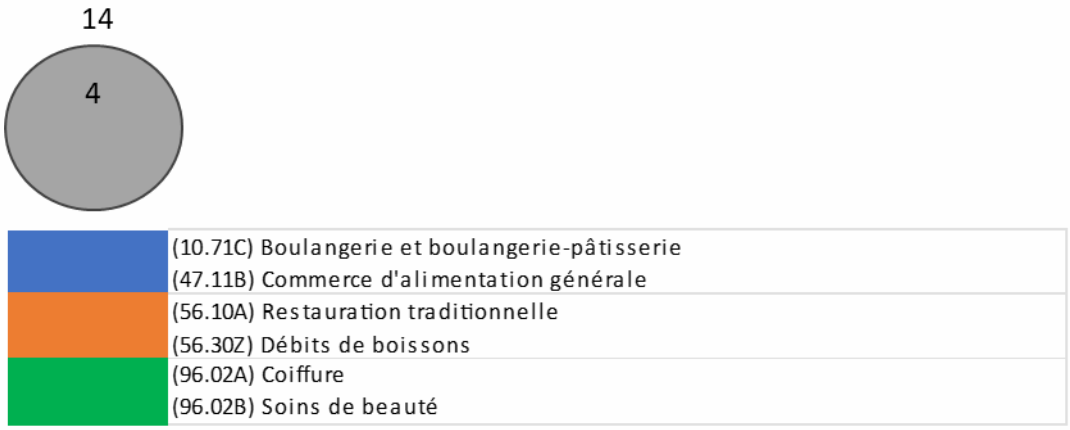


Figure 31. Répartition des commerces de proximité par commune en 2020

Légende :



c) L'artisanat

En 2023, la Pieve de l'Ornano et du Taravo recense **735 entreprises artisanales, d'après le listing fourni par la chambre de métiers et de l'artisanat de la région Corse.** Une analyse de la répartition sectorielle de ces entreprises révèle une prédominance significative des activités liées au secteur de la construction, avec 44% des artisans comptabilisés dans la microrégion. Les activités industrielles occupent également une part substantielle (18% des artisans).

Secteur d'activité	Nombre	Part en %
Agriculture, sylviculture et pêche	4	1%
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	131	18%
Construction	324	44%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	104	14%
Information et communication	2	0%
Activités financières et d'assurance	0	0%
Activités immobilières	3	0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	87	12%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2	0%
Autres activités de services	78	11%
Total	**735**	**100%**

Tableau 16. Répartition des entreprises artisanales par secteur d'activité en 2023 (adapté de la CMAR de Corse)

Notons également que près de 70% de ces entreprises artisanales sont localisées le long du littoral de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (notamment à Grosseto-Prugna). Cette répartition géographique met en lumière le dynamisme économique particulier du littoral, vraisemblablement renforcé par sa proximité (géographique, desserte, accessibilité numérique) avec les marchés économiques et les opportunités commerciales du bassin de vie de la CAPA.

En revanche, seules 7% des artisans sont installés dans la partie haute de la Pieve de l'Ornano et du Taravo.

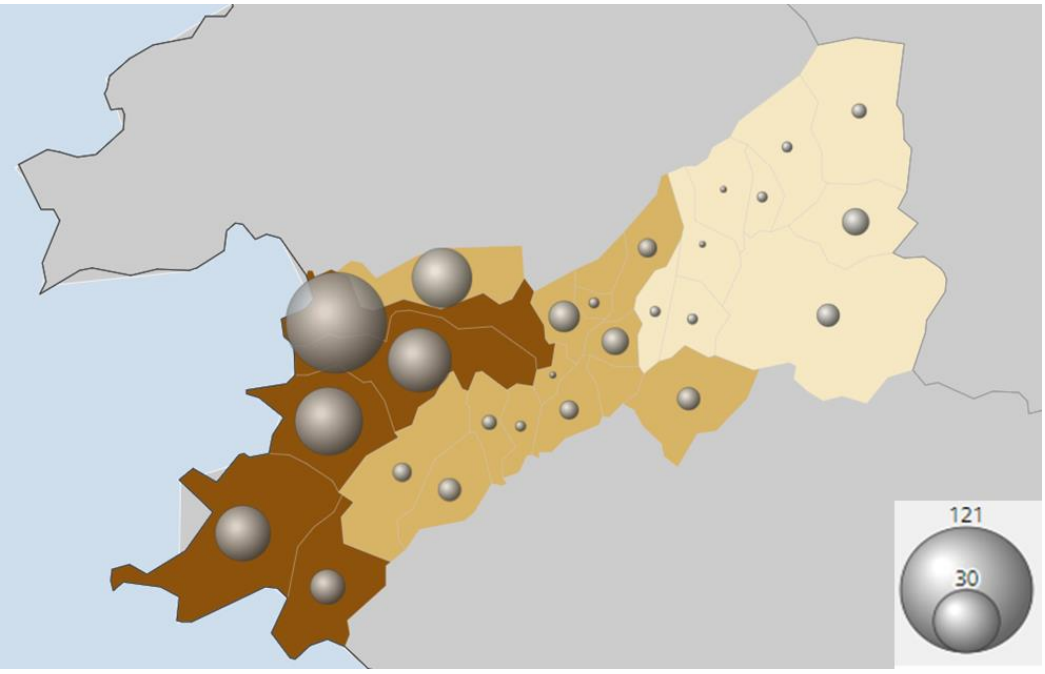


Figure 32. Répartition géographique des entreprises artisanales de la Pieve de l'Ornano et du Taravo en 2023

d) Focus sur le tourisme du bien être : thermalisme et thermoludisme

A titre préliminaire, l'on peut préciser que le segment du thermalisme est associé à la filière du tourisme de bienêtre. Sur ce segment, la France reste une destination incontournable à l'échelle de l'Europe se positionnant au 3ème rang[6] eu égard à son offre thermale et la densité de ses flux. Au total :

- Ce sont **près de 600 000 curistes qui ont été accueillis en 2019 et 11 millions de nuitées** réalisées dans les hébergements marchands, pour les curistes et leurs accompagnants[7] ; les chiffres récents témoignent de la reprise post-COVID (qui avait durement impacté le secteur), avec 437 000 curistes comptabilisés en 2022[8]. Les professionnels espèrent pouvoir retrouver les flux de fréquentation en 2024, de 2019 ;
- On estime les dépenses des curistes (hébergement, restauration, loisirs) à 1,2 milliards d'euros soit 47 €/jour pour les curistes et 51 € pour les accompagnants.

[6] Source : https://www.entreprises.gouv.fr/fr/tourisme/developpement-et-competitivite-du-secteur/tourisme-de-bien-etre#:~:text=La%20fill%C3%A8re%20thermale%20se%20compose,de%20nuit%C3%A9es%20en%20h%C3%A9bergement%20marchand.
[7] Source : https://www.medecinethermale.fr/curistes/la-medecine-thermale-aujourdhui/le-thermalisme-en-chiffres.html
[8] Source : https://www.officiel-thermalisme.com/2023/01/20/cures-thermales-frequentation-2022/

A noter que ce secteur d'activité est souvent riche de retombées à l'échelle locale pour des territoires très souvent ruraux ou de montagne (en effet près des trois quarts des équipements sont implantés dans des communes de moins de 5 000 habitants). Outre l'impact économique, il faut y voir aussi l'impact social avec un taux d'équipement en matière de santé (professionnels de la médecine, pharmacies…) bien meilleur comparativement à d'autres communes.

Côté offre, on compte en France, **en 2022, 113 établissements ventilés au sein des 90 stations thermales[9].** Si **la quasi-majorité (95%) des établissements propose des activités bien être ou thermoludiques**, l'essentiel du chiffre d'affaires est réalisé par le biais des cures et des activités médicales : elles représentent les trois quarts du chiffre d'affaires du secteur ; l'aqualudisme et le bien être participant à hauteur d'environ 11%. Le thermoludisme apparu dans les années 1980, est devenu il est vrai une source de diversification, contribuant à renouveler l'offre et l'image des stations notamment.
En 2021, le chiffre d'affaires total est estimé à 277.8 M d'euros[10].

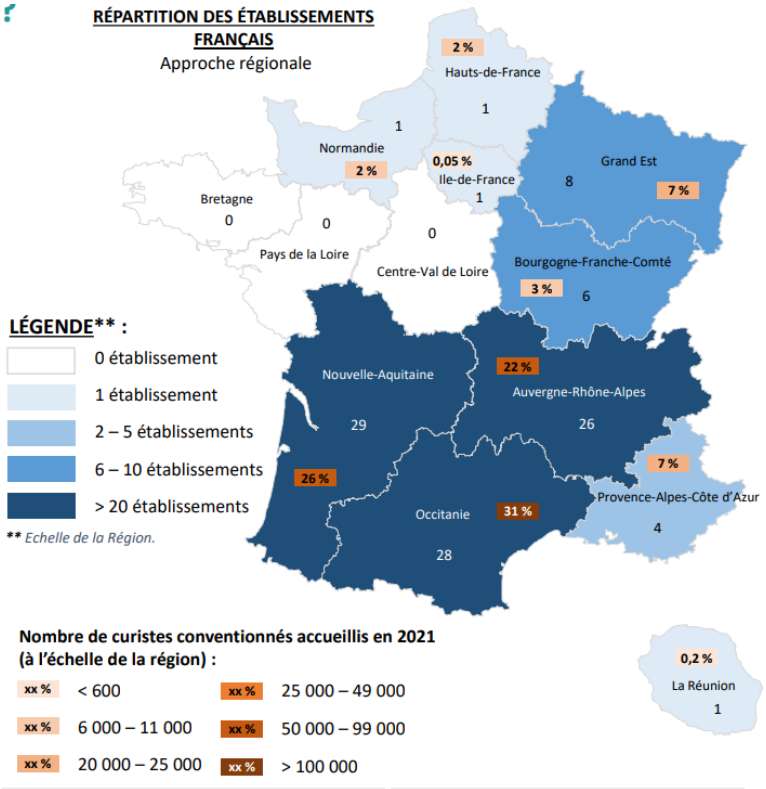


Figure 33. Répartition des établissements thermaux en France en 2021 (Source : Ibidem)

[9] Source : https://www.spa-de-beaute.fr/les-chiffres-cles-du-thermalisme/
[10] Source : Observatoire national de l'économie des stations thermales, 2ème édition, novembre 2022

On retiendra également **le niveau de concentration élevé de l'offre sur ce marché (81%),** principalement en Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine.

En termes de potentialités sur l'île, un article du corse Matin précisera : « Nous apprécions, dans l'ensemble de ces stations, à 2 500 par an le nombre de cures que la Corse pourrait offrir à court terme et sans investissements extraordinaires ou extravagants[11] » (propos recueillis déjà en 1973 par le Docteur Alain Guermonprez, lors d'une conférence).

La Corse pourrait représenter une destination d'intérêt pour accueillir un projet d'activités thermales voire thermoludiques. D'abord, parce qu'elle constitue une destination touristique remarquable à l'échelle de la France, avec ses **9,3 millions de nuitées** enregistrées en 2023. Les flux de fréquentation ont certes significativement diminué (-8% par rapport à 2022), dans un contexte fortement inflationniste, mais ils restent toujours une manne considérable pour l'économie locale.
Dans ce contexte, et comme vu précédemment, le bassin de vie Grosseto-Prugna fait partie des bassins de vie « les plus touristiques », en Corse au même titre que celui de Porto-Vecchio, se faisant l'écho des potentiels flux touristiques qui pourraient être drainés vers l'intérieur, vers une station thermale ou thermoludique, telle que celle qui pourrait être envisagée à Guitera-les-Bains. Pour mémoire, **environ 11% des séjours touristiques en Corse auraient profité à la Pieve de l'Ornano et du Taravo[12] (et 8% des nuitées enregistrées sur l'île) au cours de la saison 2018.**

Il est à noter également que cette catégorie de visiteurs pourrait être complétée par une demande locale, insulaire. En effet, si la Corse se caractérise par sa faible densité démographique, elle se caractérise également par son vieillissement démographique accentué : d'après les estimations de l'INSEE[13], en 2070, 36% de la population en Corse serait âgée de 65 ans ou plus, soit près de 135 000 individus, positionnant la Corse comme le territoire le plus âgé en France. Cette population pourrait être sensible à une offre de services thermale voire thermoludique, dans le cadre de la prévention du vieillissement et/ou dans le cadre de soins médicinaux.

En Corse, l'histoire des pratiques thermales remonterait au 9ème siècle avant Jésus-Christ. L'ensemble de l'île est en effet émaillé de sources ou micro-sources, dont la plupart a

[11] Source : https://www.corsematin.com/articles/le-thermalisme-une-richesse-presque-a-labandon-121088
[12] Source : Centre d'études et de recherche sur le tourisme, stratégie de développement touristique de la CCPOT, Juin 2020, 94 pages
[13] Source : INSEE Analyses Corse, projections de population : 2070, un horizon vieillissant pour la Corse, n°43, novembre 2022, 4 pages

aujourd'hui disparu. **Il y a bien sûr la station des bains de Guitera, construite au XIXe siècle, et inexploitée depuis 1991[14].** Mais un projet de réhabilitation a été lancé ces quelques dernières années, avec des premiers résultats en juin 2022, et depuis des études techniques complémentaires toujours en cours. L'encadré ci-dessous présente les principaux enseignements tirés de l'étude de faisabilité[15] :

Projet de valorisation des bains de Guitera

Initialement porté par les propriétaires du terrain, ce projet est désormais soutenu par la commune de Guitera, propriétaire des sources thermales, ainsi que par la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (projet inscrit dans son schéma de développement touristique).

1. La définition du concept et des composantes du projet

Le projet de valorisation des Bains de Guitera est positionné sur le marché du tourisme de bien-être, et en particulier sur le **segment du thermoludisme**. Sa valorisation reposerait sur le concept de « resort » pour proposer une offre globale (hébergement, restauration, animations), intégré dans son environnement. A noter que le resort ciblera également une clientèle d'excursionnistes.

Le complexe prévoit des bains extérieurs en accès libre, mais aussi un spa thermal, un solarium, un parcours sensoriel dans la forêt. En particulier, le spa thermal s'adresserait à une clientèle en séjour, « plus select ». Il est envisagé également un espace plutôt dédié aux enfants.

Dans ce projet, on estime que la fréquentation instantanée maximale attendue, serait entre 100 et 150 personnes (soit jusqu'à 300 personnes par jour).

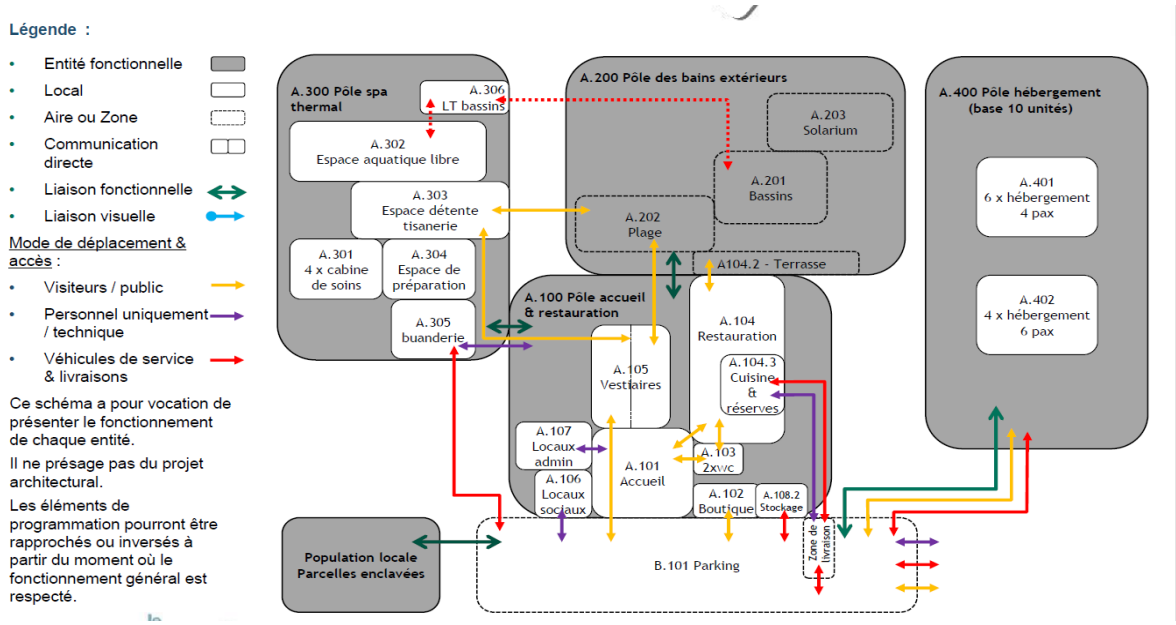


Figure 34. Schéma fonctionnel envisagé des Bains de Guitera

[14] Source : Ibidem
[15] Source : Voltere by egis, Etude de faisabilité du projet de valorisation des bains de guitera, 125 pages, juin 2022

Le budget global pour la mise en place du projet est estimé entre 5,58 millions et 6,56 millions d'euros hors taxes, selon les options.

Par ailleurs, des points de vigilance ont été soulevés :

- **La mise en compatibilité avec le PADDUC** : pour l'heure, le projet étant classé en espace stratégique agricole donc non constructible ;
- **La concurrence à immédiate proximité des bains de Baracci et de Caldane** ;
- La réalisation d'une étude d'évaluation environnementale et les éventuelles incidences suivant les résultats obtenus.

2. La faisabilité économique du projet

Tout d'abord, le projet envisage une période d'ouverture de 7 mois, d'avril à fin octobre voire mi-novembre, avec des horaires étendus et des nocturnes durant la période estivale. Par ailleurs, il est envisagé pour la gestion de l'équipement, **la mise en place d'un contrat de concession de service à un exploitant privé.**
En ce qui concerne la fréquentation, il a été retenu comme hypothèse un **volume de fréquentation estimé entre 20 000 et 30 000 visiteurs par an**, émanant principalement de flux touristes et notamment en provenance du pays Ajaccien :

Estimation de la fréquentation des bains

	Nombre de personnes	Taux de captation	Nombre de visiteurs
Résidents de proximité et affinitaires	5 200	40 à 50%	1 000 à 1 200
Touristes en hébergement marchand à dans le Haut Taravo	14 600	60 à 80%	10 000 à 12 000
Résidents à 1 h (hors propriétaires de résidence secondaire)	87 400	2 à 3%	1 700 à 2 600
Touristes en séjour sur la côte à 1 heure	800 000	1 à 1,5%	8 000 à 12 000
Total	**907 200**		**20 000 à 29 000**

En termes de viabilité économique du projet, dans l'hypothèse d'une mise en service simultanée de l'ensemble des activités dès la 1ère année, le résultat brut d'exploitation serait positif dès la 2ème année d'exploitation.
Dans le scénario plus pessimiste, celui qui verrait une mise en service échelonnée des activités du resort, le résultat serait alors excédentaire au bout de la 7ème année (considérant que le spa thermal ne serait opérationnel qu'au cours de la 3ème année et l'offre d'hébergements pour partie disponible lors de la 5ème année, le reliquat en 7ème année).

3. Le montage juridique

Le projet des Bains de Guitera réclamera l'intégration de la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, compte tenu des ressources limitées de la commune mais aussi des compétences dévolues à l'EPCI depuis la loi Notre. Deux solutions sont envisagées pour formaliser ce partenariat commune-EPCI : la constitution d'un groupement de commandes ou la création d'un syndicat mixte dédié à la réalisation et à l'exploitation de l'opération.
Par ailleurs, 4 scénarios de montage juridique sont proposés :

L'investissement en maîtrise d'ouvrage publique + concession de services	La concession de travaux et de services	La maîtrise d'ouvrage publique et concession de services pour les bains, bail à construction ou cession de terrain pour l'hébergement	La Société d'Économie Mixte à Opération Unique (SEMOP)

En termes de phasage, la mise en place du projet s'échelonnerait sur 4.5 ans.

Enfin, il est rappelé **le caractère structurant de cet équipement** pour le haut-Taravo, mais aussi et surtout pour la destination touristique de la Pieve de l'Ornano et du Taravo.

A proximité, **il existe également le projet de réhabilitation du parc et des thermes de Baracci, prévu à l'horizon 2024,** et qui affiche « comme objectif final celui d'offrir un centre régional de thermoludisme »[16].

On peut également citer le domaine de Caldane entièrement rénové, et relativement complet (hébergement, restauration, salle de sport, espace bien être…) dans l'Alta Rocca.

De l'autre côté, l'établissement thermal des bains de Pietrapola, situé dans le Fiumorbu, et fermé depuis 2019, pourrait être rendu opérationnel assez rapidement (comparativement aux projets présentés supra), puisque faisant actuellement l'objet de travaux[17] de remise à niveau des équipements, et ce dans un contexte d'échéance très proche : la fin de l'agrément médical détenu par la station de Pietrapola (la seule d'ailleurs en Corse) est prévue pour 2024.

Plus récemment encore, un collectif d'élus locaux[18] a fait connaitre son projet de réouverture des thermes de Guagno dans le Spelunca Liamone, inexploitées depuis les années 1960. Actuellement, le site est exploité par l'association HD2A (Handicap Dépendance de Corse du Sud) dans le cadre du Foyer d'Accueil Médicalisé de Guagno-les-Bains[19]. L'établissement qui s'étend sur environ 4 000 m² propose un accueil et un accompagnement individualisé, auprès de personnes (majeures) en situation de handicap, depuis 2014 (arrêté ARS-CD/2012/535 du 28 novembre 2012). Toutefois, le foyer devrait déménager à l'horizon 2027, laissant la place pour un projet d'exploitation thermale voire thermoludique également.

---

[16] https://www.corsematin.com/articles/point-detape-sur-le-chantier-denvergure-du-site-de-baracci-a-olmeto-144007
[17] https://www.corsematin.com/articles/isolaccio-di-fiumorbo-la-collectivite-de-corse-au-chevet-des-bains-de-pietrapola-130679
[18] Source : Corse Matin du 2 janvier 2024
[19] Source : https://www.hd2a.fr/fr/fam-guagno-les-bains/

A retenir

Le nautisme

- La Pieve de l'Ornano et du Taravo en raison de son emprise littorale présente des atouts favorables au développement des activités nautiques ;
- Elle compte **41 établissements (6% de l'offre insulaire) et 139 emplois** relevant du nautisme en 2022.

L'innovation au travers des TIC

- La Pieve de l'Ornano et du Taravo comptabilise 36 entreprises opérant dans le domaine des TIC ;
- Parmi celles-ci, un tiers (33%) relève de la programmation informatique, tandis que le conseil en systèmes et logiciels informatiques représente 31% des entreprises ;
- Un seul projet en incubation (Incubateur Inizia) est associé à la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Commune d'Albitreccia).

L'économie de proximité

- En 2020, **la pieve de l'Ornano et du Taravo recense 548 commerces de proximité** (secteur reconstitué à partir d'hypothèses de travail formulées sur la base des données INSEE) ;
- Parmi eux, environ **un tiers relève du commerce de détail et 30% de la restauration**.

L'artisanat

- En 2023, la Pieve de l'Ornano et du Taravo **compte 735 entreprises artisanales** selon la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Corse ;
- Une analyse de la répartition sectorielle de ces entreprises révèle une prédominance significative des activités liées au secteur de la construction, avec 44% des artisans comptabilisés dans la microrégion.

Le tourisme du bien être

- La France constitue une destination incontournable à l'échelle de l'Europe, se positionnant au 3ème rang eu égard à son offre et ses flux de fréquentation : 437 000 curistes comptabilisés en 2022 ;
- Des dépenses des curistes (hébergement, restauration, loisirs) estimées à 1,2 milliards d'euros soit 47 €/jour pour les curistes et 51 € pour les accompagnants ;
- En 2022, on recense 113 établissements ventilés au sein des 90 stations thermales, principalement concentrés dans 3 régions (81% de l'offre) en France : Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine ;
- 95% des établissements proposent des activités bien être ou thermoludiques ;
- En Corse, la ressource thermale existe mais aucune n'est exploitée à l'heure actuelle (à l'exception peut-être prochainement de la réouverture des thermes de Pietrapola) ;
- On retiendra les quelques projets de réhabilitation d'infrastructures thermales, et associés à des activités thermoludiques, en cours dans lesquels on retrouve le projet de Guitera-les-Bains (mais aussi Baracci, Guagno).

3. Une analyse des besoins d'accompagnement

Les conseils proposeront ici un 1er regard objectif sur les conditions d'accueil proposées aux professionnels et aux porteurs de projet, tant en matière de foncier, d'immobilier économique ou encore de services, à partir des données disponibles. Cette 1ère lecture sera ensuite complétée par les enseignements de terrain. Enfin, la dernière partie sera consacrée notamment à la formalisation des besoins, des attentes, avant de tenter d'estimer les besoins futurs en foncier/immobilier économiques.

3.1 Les outils dédiés à l'entrepreneuriat

a) En matière d'accueil

i. Les zones d'activités

Depuis le 1er janvier 2017, la loi (NOTRe) portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république prévoit le transfert de la compétence liée aux zones d'activité économique aux communautés des communes. Ainsi, **la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo est donc compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité.**

Cette compétence témoigne du **rôle de premier ordre assuré par les intercommunalités en matière de développement économique**.

Par ailleurs, parmi les conditions propices au développement économique d'un territoire, voire à son attractivité économique, la création et l'aménagement d'espaces dédiés aux entrepreneurs et aux porteurs de projet, constituent un atout indéniable. Ils favorisent l'avènement de projets, leur réussite dans la mise en place. Ils contribueront à l'organisation d'un écosystème, et ce quel que soit le secteur d'activités, propice aux synergies et à la dynamique collective.

Sur le territoire de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, l'on identifie une Zone d'Activités Économiques (ZAE)[20] inaugurée en 2023 à Pietrosella, d'une superficie totale de 14 270 m², a priori principalement dédiée aux professionnels de l'économie bleue. Le prix moyen

[20] http://www.pieveornano.fr/pages/administration-communautaire/les-actions-communautaires/economie/les-zones-d-activites-communautaires-zac.html

serait de 82€/m². Mais actuellement, la Zone d'Activités Économiques n'a pas été encore livrée dans l'attente d'études complémentaires.

Par ailleurs, à partir des informations recueillies sur le terrain, il y aurait deux autres projets de création de Zones d'Activités Économiques sur le territoire :

- Un projet sur la commune de Serra di Ferro, la compétence ayant été d'ailleurs déléguée à la commune pour ce projet ;
- Un projet sur la commune de Grosseto-Prugna, mais dont la maitrise resterait intercommunale.

Il sera intéressant à ce sujet de confronter ces enseignements avec les besoins d'accueil exprimés sur le terrain par les acteurs locaux.

ii. L'immobilier d'entreprises

En termes d'immobilier d'entreprises, à notre connaissance, la communauté de communes compte **trois équipements :**

- **La présence d'un espace de coworking** au sein du centre d'innovation / immersion par la technologie ubiquitaire (C.I.N.T.U) situé sur la commune de Cozzano, dans le haut-Taravo ;
- La présence de deux tiers-lieux membres du réseau des tiers-lieux de Corse « Dà Locu », voir infra.

Les tableaux ci-dessous proposent une présentation des différents outils à partir des informations disponibles :

Coworking	**C.I.N.T.U**
Localisation	Cozzano
Services	• Accès à un espace de travail fonctionnel équipé de mobilier ; • Un espace de détente et de restauration, équipé d'un réfrigérateur, d'un micro-ondes et d'une cafetière ; • L'espace de coworking est doté de la fibre optique ; Sur demande : accès au matériel de visio-conférence et/ou aux imprimantes-copieurs.
Tarifs	• Gratuit pour les étudiants et demandeurs d'emploi • 5 € la demi-journée • 9 € la journée • 40 € la semaine • 150 € le mois • Forfait réunion : 20 € la journée • Impression : 0,2 € NB - 0,3 € Couleur
Horaires d'ouverture	Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

Tiers-Lieux	Petit Prince de Méditerranée	Mairie de Pietrosella
Structure	A Scola di Dumane	Mairie de Pietrosella
Portage	Association	Collectivité
Localisation	Grosseto-Prugna	Pietrosella

A noter que le tiers-lieu situé à Pietrosella devrait être labellisé tiers-lieu d'ici l'été 2024, et sera doté d'un poste d'animateur. Ce tiers-lieu propose une salle de réunion, une salle de visioconférence, une salle informatique, un bureau à disposition gratuitement du tissu associatif ou autres.

Des propos recueillis sur le terrain, **les interlocuteurs identifient pour la très grande majorité d'entre eux uniquement le C.I.N.T.U.**

A noter que dans le cadre de la convention territoriale signée entre l'Agence de Développement Economique de la Corse et la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, il est prévu le recensement du foncier économique sur le territoire.

Un focus sur les Zones de Revitalisation Rurale

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) sont conçues pour promouvoir le développement des régions rurales en mettant en place des incitations fiscales et sociales spécifiques. Ces mesures visent à encourager le développement économique, en se concentrant principalement sur les entreprises qui créent des emplois dans les régions rurales, les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique.

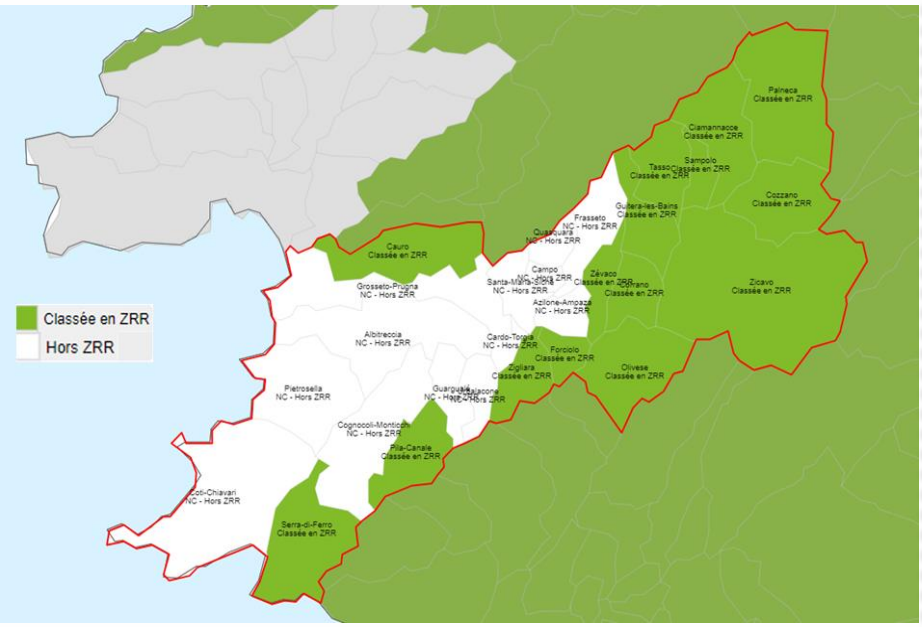


Figure 35. Carte des communes classées en ZRR (Source : Observatoire des territoires)

Au sein du territoire de la Pieve de l'Ornano, **15 communes sont classées en Zone de Revitalisation Rurale**, ce qui leur permet de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux. La majorité de ces communes se trouve en haute-montagne.

b) En matière d'animation

En matière d'animation, il convient de souligner **l'absence de permanences assurées par les organismes consulaires, tels que la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie.**

A noter qu'un conventionnement territorial est prévu dans les prochains mois, entre la communauté de communes et l'ADEC, conformément aux prescriptions du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Corse.

3.2 Les enseignements qualitatifs

3.2.1 Les conditions de réalisation de l'enquête qualitative

L'enquête qualitative conduite par les consultants a consisté à mener une série d'entretiens auprès d'acteurs variés : 27 entretiens semi-directifs ont été effectués dans le cadre de la mission, sur la période allant du 28 novembre 2023 au lundi 29 avril 2024.

Le tableau des interlocuteurs présenté infra, renseigne sur la diversité des entretiens conduits. Pour mémoire, cette liste a été élaborée à partir des contributions de deux élues du territoire et de la directrice de l'Office du Tourisme Intercommunal.

On notera enfin que la relation des entretiens est volontairement anonyme afin de préserver la liberté de parole des interviewés. **Il semble important de rappeler que cette partie qualitative a vocation à retranscrire les propos des interlocuteurs rencontrés, et ne constituent aucunement des dires d'expert ou les conclusions, du bureau d'études.**

Nom	*Prénom*	*Structure*	*Localisation*	*Date d'entretien*
BARTOLI	ANTHONY	Epicerie Zicavo / Ebike Mountain	Haute-montagne	28/11/2023
BURONI	ELODIE	Association U Mondu di u Porcu	Haute-montagne	28/11/2023
CESARI	DOMINIQUE	Eleveur Porcin	Haute-montagne	28/11/2023
CICCOLINI MARTINEZ	SYLVAIN	Safranier, restaurateur, marque BOCCA	Haute-montagne	28/11/2023
PAQUET	PATRICK	Corsica Essences	Haute-montagne	28/11/2023
QUILICI	JOSEPH	Mairie de Campo	Moyenne montagne	29/11/2023
CASAMARTA	JEAN-MARIE	Maison d'hôtes Zella	Haute-montagne	04/12/2023
NIEBERGALL	SANDRINE	Association Farandola Ziteddina	Haute-montagne	04/12/2023
CAPPACINI	FREDERIC & LISA	Domaine CAPPA	Littoral	05/12/2023
ANTONA	PAUL	Mairie de Frasseto	Moyenne montagne	05/12/2023
CASANOVA	JEAN	Association GUARGUALE Arts et manifestations	Moyenne montagne	05/12/2023
TROMBETTA	GERARD	Mairie de Zigliara	Moyenne montagne	05/12/2023
GAKRELIDZ	DAVID	ADMR A Sperenza	Haute-montagne	06/12/2023
BERTONCINI	PASCAL	Entreprise du bâtiment	Haute-montagne	06/12/2023
PERALDI	TONY	Mairie de Corrano	Haute-montagne	08/12/2023
CHAUDRON	BENOIT	Hotel Club Marina Viva	Littoral	11/12/2023
PETROLI	LUCE	OIT de la Pieve de l'Ornano et du Taravo	Littoral	11/12/2023
CASALTA	DOMINIQUE	Camping Benista	Littoral	11/12/2023
ORAZZI		Nave va	Littoral	11/12/2023
MONDOLONI	ANTHONY	Hotel Motel de Porticcio	Littoral	11/12/2023
LAMETA	KEVIN	Production de films institutionnels et publicitaires	Moyenne montagne	14/12/2023
CIPRIANI	PASCAL	Mairie de Coti Chiavari	Littoral	14/12/2023
PIANELLI	PATRICK	Chambre des métiers et de l'Artisanat de Corse	-	19/12/2023
ACQUAVIVA	PIERRE	Chambre de Commerce de d'Industrie de Corse	-	19/12/2023
LUST-SERPAGGI DE ZERBI	VALERIE PAUL-FRANCOIS	Agence de Développement Economique de la Corse	-	16/01/2024
BIANCHETTI	HELOISE	Clos Capitoro	Littoral	08/01/2024
LUCCIONI	Jean-Baptiste	Mairie de Pietrosella	Littoral	14/03/2024
GIORGI	Dea Maria	Habitant		29/04/24

3.2.2 Un regard sur le cadre de développement

L'on s'intéressera ici au regard apporté par les personnes interrogées sur le cadre de développement du territoire de la Pieve de l'Ornano et du Taravo.

a) L'image / identité du territoire

Le plus souvent, le territoire évoque auprès des acteurs locaux, **un territoire à la nature préservée** « un poumon vert », **authentique,** offrant la possibilité de créer des liens sociaux (par opposition aux villes). Un des interlocuteurs soulignera d'ailleurs les besoins humains fondamentaux en matière de liens sociaux ; des liens sociaux et économiques apportés par les habitants et les acteurs économiques, qui partageraient des « valeurs communes ».

On décrit le territoire aussi comme un **territoire-ressources** (en eau, forêt, montagne), apportées par la diversité de sa géographie.

Très souvent, l'on vous dira que **l'identité du territoire prend sa source dans le fleuve du Taravo.** Pour quelques acteurs, « **c'est même le lien fédérateur entre la mer et la montagne** ». Pour autant, l'on a eu la perception parfois que certains acteurs s'identifiaient davantage aux communautés de communes voisines qu'à celle de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (ce point sera développé infra).

En outre, **le fleuve bénéficierait d'une notoriété**, comparativement à certaines communes du Taravo, qui seraient mal ou peu connues du grand public. Pour un des acteurs interrogés, le territoire serait perçu comme un territoire « assez reculé ».

Concernant le Taravo, quelques acteurs ont évoqué le projet de territoire au service de la valorisation du fleuve, impulsé par la Collectivité de Corse, en lien avec les communes et les communautés de communes, intitulé « Taravu una vaddi in làscita, une vallée en héritage », qui s'est traduit d'ailleurs déjà par des réalisations concrètes et largement saluées sur le terrain : la restauration du fleuve, son classement en « Rivières Sauvages », la création d'un parcours d'accrobranche, la forêt enchantée (qui a accueilli environ 6 000 visiteurs sur un an)… et à venir un projet de mini-golf à Zicavo…
Du point de vue d'un des interlocuteurs interrogés, **le classement du Taravo en « Rivières sauvages » constitue un facteur de différenciation.**

Dans l'intérieur, souvent les acteurs citent comme exemple les projets menés à Cozzano (smart paese notamment) qui contribueraient de leur point de vue à valoriser le haut-Taravo, ou encore la forêt enchantée.
Mais souvent les acteurs interpelleront sur le caractère « **hétérogène** » de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, et en réalité une « multitude de territoires » en raison des disparités à plusieurs titres notables entre la partie littorale et montagneuse (voir infra), et notamment :

- Le poids démographique ;
- La taille et la composition du tissu économique ;
- Une culture différente aussi.

L'on identifie bien dans l'analyse des propos, trois territoires distincts : « Porticcio », l'Ornano et le Taravo. Plus globalement, les acteurs témoignent d'un réel contraste entre la partie littorale, qualifiée même de périurbaine (en relation avec la ville d'Ajaccio), et l'intérieur, plus authentique, plus traditionnel, avec l'activité agricole qui joue un rôle essentiel dans la lutte contre la désertification et le maintien d'activités économique et sociale.

Enfin, un des interlocuteurs interrogés a évoqué l'histoire de ce territoire marquée par l'influence de Sampiero Corso.

b) Des caractéristiques singulières

Pour qualifier le cadre de développement territorial, plusieurs caractéristiques ont été mises en exergue par les interlocuteurs, parfois comme des atouts, mais souvent comme des contraintes (points faibles) au développement.

i. La géographie du territoire

De l'avis de tous, la géographie du territoire lui apporte donc un environnement remarquable, en atteste le classement en Rivières Sauvages du fleuve notamment.
L'environnement local permet le développement d'activités agricole, artisanale et commerciale, touristique.

Toutefois, la beauté de l'intérieur et de la haute-montagne s'accompagne aussi de **contraintes fortes en termes d'accessibilité avec un relief (et un réseau routier tortueux), qui rend chronographe les déplacements, des contraintes renforcées par le climat** (avec des hivers plus rigoureux, de la neige et du verglas) ; certains interlocuteurs implantés dans le haut-Taravo ayant fait part de leur sentiment d'être très isolés du reste du territoire, du fait de leur position géographique. Toutefois, ils interpellent

en même temps sur des conditions de vie qui pourraient être nettement améliorées si **l'entretien des routes était assuré tout au long de l'année dans le but de limiter l'enclavement du territoire** : à plusieurs reprises, il a été rapporté l'exemple d'un professionnel dans l'obligation de déneiger l'accès pour pouvoir assurer son activité.

L'enclavement est ici subi aussi en l'absence de transport en commun au sein de la microrégion.

La géographie du territoire influera donc sur les conditions de développement, qui de l'avis de quelques interlocuteurs, ne peuvent pas être les mêmes, entre la partie haute et la partie basse de l'intercommunalité.
De ce fait, les communes du littoral sont considérées comme bénéficiant d'une meilleure situation, notamment à l'égard de la 1ère ville de Corse.

ii. Le découpage administratif

De l'avis d'un grand nombre de personnes interrogées, le développement du territoire pâtit du manque de cohésion territoriale lié à la création récente de l'intercommunalité.

Plusieurs interlocuteurs sont alors revenus sur la composition hétérogène du territoire, notamment liée à sa géographie. Ainsi, l'**une des préoccupations majeures des communes du Taravo – haut Taravo notamment - reste celle de préserver l'habitabilité** de cette partie du territoire avec un enjeu : maintenir voire augmenter la population locale ; même si quelques acteurs ont souligné **une tendance au retour au village**, y compris de la part des jeunes générations, après l'exode rural, mais aussi des individus issus de la diaspora. Cette tendance serait issue de plusieurs facteurs :

- Le coût de l'immobilier en zone urbaine et sur le littoral y compris de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (que ce soit à la location ou à l'achat) ;
- Les nouveaux comportements/attentes créés suite à la COVID-19 en matière de télétravail ;
- Une certaine qualité de vie (offre de services disponible, possibilité de posséder une maison, proximité d'Ajaccio, cadre environnemental).

Mais ce retour au village est facilité très souvent lorsqu'il existe une offre de services à la population dans la commune (école, garderie, supérette, restaurant, animations sociales, sportives…) et lorsque l'on y est originaire.

La partie littorale, quant à elle, semble moins concernée par la désertification, eu égard à la densité démographique et du tissu économique, d'après les propos recueillis (enseignements de terrain corroborés par les chiffres présentés dans la partie 2.2 de ce rapport) ; **le littoral serait alors davantage préoccupé par des problématiques de développement,** voire de spéculation foncière, des propos recueillis sur le terrain.

Ainsi, les problématiques de développement et les besoins ne seront pas les mêmes entre le littoral et la montagne.

Par ailleurs, témoignage de ce manque de cohésion, un des acteurs interrogés soulignera la différence entre le territoire tel qu'il est défini (intercommunal) et le territoire « vécu » : conduisant ainsi certains élus et acteurs privés à travailler avec les acteurs du Taravo dans leur ensemble, dépassant les frontières intercommunales (c'est à dire des acteurs de la communauté de communes du Sartenais-Valinco-Taravo). Ainsi est né le projet de reconquête du Taravo (vu supra), décrit comme un véritable projet de territoire, au bénéfice duquel environ 25 entreprises ont déjà adhéré (notamment à la charte).

Au-delà de cette initiative, l'on a pu se rendre compte de quelques exemples de solidarité et d'initiatives collectives qui existent entre élus, entre acteurs privés, au sein du Taravo y compris de manière informelle. A contrario, il y aurait que **peu d'échanges entre le littoral et l'arrière-pays (moyenne et haute-montagne)** ; et souvent on nous rappellera que 4 communes détiennent la majorité absolue au sein de la communauté de communes, avec le sentiment qu'il sera difficile de faire valoir les projets de développement pour l'intérieur.

Ainsi, à quelques occasions, les acteurs ont qualifié la vallée du haut-Taravo de **« délaissée »,** et ce en prenant comme référence d'autres vallées montagneuses (souvent on citera l'exemple de l'Alta-Rocca, du Prunelli ou du Taravo côté Sartenais-Valinco-Taravo), car « le relatif enclavement lié à la géographie n'explique pas tout ». A titre anecdotique, on citera l'exemple de la vallée du Taravo, une des deux dernières vallées à intégrer la "Strada di i Sensi".

De l'avis de quelques acteurs interrogés, ce qui ferait défaut ici c'est **l'absence d'une réflexion globale de l'intercommunalité pour le développement de son territoire** (jusqu'alors préoccupée par la problématique de l'assainissement et des déchets de leur point de vue). Il est donc important de **travailler sur l'unité entre la partie littorale et montagneuse de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, et ce même si les problématiques sont différentes en termes de développement.**

iii. L'accessibilité

Considérant les enseignements précédents, l'accessibilité est donc perçue de manière très disparate, et ce lorsque l'on considère les diverses approches que l'on peut en avoir, liées à l'implantation géographique, ou encore à la période de l'année :

- Plus précisément, en termes de localisation, très souvent, on évoquera la position privilégiée du littoral par rapport à l'arrière-pays, mais là aussi **on fera la différence entre les communes situées dans l'arrière-pays, parfois au sein même de l'Ornano ou du haut-Taravo ;** la différence étant liée à la distance et/ou à la qualité du réseau routier ;
- Dans le même temps, l'on vous précisera que l'accessibilité sera également **impactée y compris dans la partie littorale eu égard à la densité des flux durant la période estivale** ; ou encore dans le haut Taravo durant la période hivernale (en raison de l'enneigement entre autres).

En termes d'accessibilité physique, quelques acteurs ont évoqué le mauvais entretien des routes, y compris durant la période hivernale (et le déneigement attendu à certains accès). Or, pour un des acteurs interrogés, **l'effort d'entretien et de rénovation du réseau routier est la condition sine qua non pour un développement.**

Par ailleurs, **des carences ont été également identifiées en matière de transport en commun : ainsi, à l'exception des lignes de transport scolaire, il n'existerait aucune ligne de transport public vers Ajaccio, à l'exception de la navette maritime depuis Porticcio.**

On regrettera ici l'absence d'une offre de services favorisant la mobilité et les liaisons entre le haut et le bas de la vallée (absence d'une navette, d'une ligne d'autocar), et ce alors même que les liens font défaut entre ces deux entités. A noter également que le service de mobilité assuré par la navette maritime est souvent interrompu (soit 4 à 5 jours par mois en moyenne) en cas de mauvais temps (dès un mètre de houle), en raison de l'état du ponton.

Un des acteurs soulignera également l'absence d'un bus de plage, de pistes cyclables, trottoirs pour Porticcio…

Par ailleurs, la mobilité a un coût lorsque l'on se déplace avec son véhicule personnel face à la cherté du coût du pétrole.

Une navette aurait été mise en place par la communauté de communes, disponible à la demande (pour se rendre chez le médecin, aller faire les courses…), mais il apparait des

propos recueillis que le niveau d'information est faible, et les retours mitigés (peut être en raison du manque d'informations d'ailleurs). Or, l'accès à la mobilité devient une nécessité pour une population vieillissante.

En termes d'accessibilité numérique, il est à noter encore **la présence de zones blanches concernant le réseau téléphonique et l'internet particulièrement dans l'intérieur, même si des améliorations sont constatées** : à titre illustratif, un des professionnels interrogés a évoqué être parfois dans l'obligation de se déplacer jusqu'à Ajaccio pour télécharger des documents lourds (on parle de l'équivalent d'un mois par an de panne de réseau). Or, l'accessibilité à internet est perçue sur le territoire comme un moyen de contrebalancer le relatif éloignement du territoire.
Il existe néanmoins quelques points d'accès à internet sur le territoire.

iv. L'accès au foncier

Souvent, l'on a pu constater que lors de projet d'installation, **les porteurs de projet disposaient déjà d'un terrain ou d'un local** (familial ou identifié par le biais du relationnel). De plus, **ces porteurs étaient souvent originaires** de la commune d'implantation ou de la vallée, pour ce qui est de la partie haut-Taravo.

Toutefois, les possibilités d'installation dans le domaine agricole resteraient conditionnées à la disponibilité foncière dans sa globalité. Pour un des interlocuteurs, la problématique de l'accès au foncier ne se poserait pas pour l'installation d'activités agricoles. Or, de l'avis d'autres interlocuteurs, l'installation pour un agriculteur, et pour un professionnel, reste complexe en raison de la pénurie de foncier disponible. Dès lors, il devient très coûteux. Pour bon nombre d'acteurs, **l'accès au foncier reste un obstacle majeur pour l'installation d'activités, mais aussi pour le développement de projets, pour ceux déjà implantés.**

A ce sujet, quelques acteurs ont rappelé le contexte de l'indivision, ou encore les difficiles mutations de biens sans maitre.

v. La qualité de vie

La notion de qualité de vie est ici diversement perçue car si quelques acteurs estiment que la région est « agréable à vivre » (un atout d'ailleurs), bien souvent, on évoquera les caractéristiques suivantes :

- **Une densité démographique globalement faible, voire une désertification de certaines communes plutôt dans l'intérieur**, **mais pas que : la commune de Cozzano est souvent citée comme l'exception** et ce alors même qu'il s'agit

d'un des communes les plus éloignées au sens géographique. D'autres communes du haut-Taravo et de l'Ornano, sont qualifiées a contrario de « ville dortoir » en référence aux mouvements pendulaires (voir partie 2.1.1 du rapport) et/ou à cette partie de population originaire des villages mais qui réside à Ajaccio, d'après les propos recueillis, pour avoir accès aux services. Or, **la démographie constitue un facteur de dynamisme** pour un des acteurs interrogés car : plus le nombre d'habitants sera élevé, plus les dotations seront élevées, et les possibilités de projet et les opportunités de développement grandes pour les élus locaux ;

- Un vieillissement de la population ;
- Une offre de services / activités concentrée sur le littoral, et sur un nombre très limité de communes dans l'intérieur (parmi lesquelles : Cozzano, Santa-Maria-Siché qui reviennent quasi-systématiquement). Or, **l'offre de services à la population contribue à créer des conditions de vie propices à l'installation de population, des habitants susceptibles de créer des activités**. On soulignera tout de même la présence de commerces ambulants assurant le lien (boulangerie, boucherie …). Au total, quelques habitants eux-mêmes consomment peu sur place, organisant leurs achats et leurs loisirs sur Ajaccio particulièrement pour les actifs dans le cadre de leurs déplacements quotidiens ;
- Dans le prolongement de cette idée, un des acteurs interrogés soulignera également la dualité dans l'offre de services / activités entre les périodes hivernale et estivale, et le sentiment d'être délaissés durant l'hiver ;
- **Un accès au logement difficile, qui toucherait la partie littorale et de plus en plus l'arrière-pays et la montagne.**

Dès lors, l'accès au logement constitue une priorité pour les élus locaux, particulièrement lorsqu'il s'agit de préserver le vivier de population dans les zones rurales, voire l'augmenter. Il s'agit là d'une préoccupation majeure : c'est pourquoi, lorsque le foncier est disponible, il est dédié souvent à la construction de lotissements. Cette réflexion s'inscrit d'ailleurs dans le cadre du repeuplement de certains villages, les plus proches d'Ajaccio, face à l'exode urbain créé par le coût du foncier devenu prohibitif.
Il est à noter que **l'accès au logement a été évoqué comme l'une des principales difficultés** identifiées à la fois par les élus et les habitants que nous avons interrogés ; les principales causes sont bien connues avec pour conséquence, des cas de spéculation rapportés y compris dans les zones de montagne plus éloignées.

En outre, cette problématique se pose quel que soit le type de logement recherché (saisonnier, à l'année). Par ailleurs, dans le haut-Taravo, on soulignera une difficulté supplémentaire, celle d'avoir accès à un logement doté d'un bon système de chauffage

face aux hivers rigoureux (un équipement qui pourrait manquer dans des logements initialement prévus pour la saison estivale).

Il est à noter que les élus que nous avons interrogés œuvrent à l'embellissement, à l'amélioration du cadre de vie (eau, assainissement, déchets, aménagement, accessibilité), et au développement de leur commune, chacun avec leurs moyens.

Au total, l'ensemble de ces critères – accessibilité notamment liée à la géographie du territoire, mobilité, cadre de vie, dynamique collective, accès au foncier - va venir impacter les conditions de développement des projets sur le territoire, et faire que le territoire sera considéré comme attractif ou non ; ainsi, la microrégion sera plus ou moins attractive suivant le lieu d'implantation, mais aussi en fonction de la nature du projet porté (autrement dit du secteur d'activité concerné).

Fort de ces enseignements, la partie suivante offre une lecture justement du dynamisme économique perçu dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo, et des difficultés rencontrées.

3.2.3 Du dynamisme entrepreneurial aux besoins en immobilier

a) Un bilan globalement mitigé

Si les acteurs interrogés ont plutôt **une bonne vision du découpage territorial** de la microrégion et de ses grandes caractéristiques, quelques acteurs interrogés ont dû mal à partager leur vision globale du développement de la microrégion. Autrement dit, on vous parlera du développement ou du dynamisme à l'échelle de la commune, ou du canton. Ceci peut être la conséquence de la création récente de cette intercommunalité. Ainsi, les échanges et les liens entre acteurs, entre littoral et montagne, sont très limités.

i. Un portrait de l'économie du territoire

De prime abord, le caractère hétérogène du territoire s'observe également du point de vue des activités socio-économiques :

- ✓ **Très disparate en termes de volumes, de densité, entre le littoral et la montagne** (moyenne et haute) : le littoral étant relativement bien pourvu en activités a contrario de l'intérieur. Certes, l'on choisit l'intérieur pour « vivre » au village, pour avoir accès à une certaine « qualité de vie » mais du point de vue de vue de quelques interlocuteurs, il est aussi plus difficile de créer une activité dans le rural, surtout s'il s'agit d'une activité de services (ce point sera développé plus tard) ;
- ✓ Mais aussi du point de vue de **la typologie des activités économiques,** différenciée avec des activités agricoles plus prégnantes dans l'intérieur, et sur le littoral, les activités touristiques qui prédominent (il s'agit là de la vision qu'en ont les acteurs). En particulier, on précisera que le rural se prêterait davantage à une activité de production (agricole). Au contraire, une activité de services (coiffeur, épicerie…) nécessitera de se rapprocher de la clientèle pour rester pérenne, ou de s'implanter dans des communes plus densément peuplées telles que la commune de Cozzano ou de Santa-Maria-Siché et/ou plus faciles d'accès (qualité du réseau routier, distance…).

Dans ce panorama décrit par les acteurs, à l'unanimité ils identifient deux principales filières économiques à l'échelle du territoire : **la filière du tourisme qui devance largement la filière agricole (elle-même bénéficiant également de l'avis de quelques acteurs des flux touristiques).** En lien avec le développement touristique, les acteurs mettent en lumière la présence d'un certain nombre d'activités économiques, mais surtout des hébergements touristiques et de la restauration.

Un nombre très limité d'interlocuteurs interrogés a évoqué le secteur de la construction ; et un seul a évoqué la filière forestière.

Une partie plus importante sera consacrée à la perception des acteurs à l'égard du développement de la filière tourisme infra.

ii. Dynamisme et potentialités

La perception à l'égard du dynamisme reste mitigée au regard des conditions de développement, perçues comme étant disparates voire duales entre le littoral et l'intérieur. Aussi, on soulignera un certain dynamisme sur la partie littorale « Rive Sud », comme beaucoup aiment à la qualifier, avec un tissu socio-économique qui se développe. Pour ce qui est de l'intérieur, le bilan reste mitigé : pour les plus optimistes, l'activité économique se maintient ; **les autres interpellent sur la notion même de développement**, face au sentiment de désertification de certains villages (ont été évoqués Palneca, Zicavo, Sampolo…).

A titre d'illustration, un des acteurs interrogés précisera : « **en haut il faut survivre, quand en bas, il faut gérer** » ; ou encore un autre : « nos préoccupations ici (dans le haut-Taravo) seraient d'avoir un chasse-neige pour garantir la circulation, tandis que sur le littoral, c'est plutôt la fluidité de la circulation ».

Pur autant, l'on identifie l'installation de quelques activités y compris dans l'intérieur (surtout dans le domaine agricole). **L'initiative entrepreneuriale y est d'ailleurs marquante compte tenu des contraintes liées au cadre de développement.**

Ainsi, malgré les difficultés, l'on a pu déceler une volonté de proposer des activités, de créer dans le haut-Taravo, y compris des idées de projet pouvant s'inscrire dans le développement d'un tourisme 4 saisons. Bien souvent, **ces volontés émanent d'initiatives individuelles qui parfois se transforment en initiatives collectives, réunissant des acteurs fédérés autour d'objectifs communs.** A titre d'exemples :

- La mise en place d'un jeu-concours dans le haut-Taravo (à gagner : 1 nuitée + 1 repas + 1 visite guidée + 1 activité) sur Instagram, ayant obtenu 10 000 vues ;
- Autre exemple : la création d'un produit touristique sur la commune de Cozzano comprenant 3 visites pour des touristes individuels venus en avant saison :
    - ✓ La visite du centre d'interprétation U Mondu di u Porcu ;
    - ✓ La visite d'une exploitation porcine pour le côté expérientiel ;
    - ✓ Un repas dans le restaurant Bocca qui propose également la découverte d'autres savoir-faire locaux (production de safran, miel, bières).

D'autres offres touristiques pourraient être créées notamment en s'appuyant sur des offres comme la forêt enchantée située sur la commune de Corrano, ou encore sur le patrimoine local (moulins à huile et à eau, églises…). Mais d'après quelques interlocuteurs, le

développement des offres touristiques serait contraint par le cadre de développement, la mobilité en particulier (durée de trajet, existence d'une offre de services…).

De même, l'on a pu identifier des initiatives communes, à l'échelle publique, comme le trail « I tre Paese » reliant les communes de Campo, Quasquara et Frasseto, et attirant entre 180 et 300 personnes. A ce sujet, les acteurs privés ont également souligné une implication et un engagement pour le développement local, disparates entre les élus.

Si quelques initiatives ont été construites de manière collective, pour bon nombre d'interlocuteurs, elles restent encore rares, soulignant des mentalités encore très individuelles particulièrement dans le haut-Taravo.

Au total, **le sentiment qui se dégage est celui du faible dynamisme général, public ou privé, sur l'ensemble du territoire.**

Néanmoins, la grande majorité s'accorde sur le potentiel inexploité du territoire et surtout sur sa partie intérieure :

- Sur le volet touristique, avec d'autres activités qui pourraient être créées comme le rafting, mais également la création d'infrastructures permettant de proposer une offre touristique en intérieur (à proposer par mauvais temps) ; le territoire étant peu doté d'équipements de ce type ;
- Sur le volet agricole (avec le développement du maraichage par exemple) ;
- En termes de projet porteur, **le projet de réhabilitation des bains de Guitera a été cité à de nombreuses reprises comme la réelle opportunité de créer un pôle d'attractivité dans le haut-Taravo.**

La partie dédiée aux recommandations (voir infra) apportera de manière détaillée une lecture des pistes à exploiter en termes d'opportunités de développement des filières.

Enfin, deux remarquables non négligeables :

- Pour un des interlocuteurs interviewés, la moyenne montagne deviendra de plus en plus prisée à l'avenir, face à la périurbanisation Ajaccienne et à la hausse anticipée des prix de l'immobilier ;
- La signature prochaine des conventions SRDE2I avec l'ADEC, et les consulaires, sera l'occasion d'inscrire les besoins de développement du territoire, une convention qui devra prendre en compte les spécificités du territoire, aussi bien sur le littoral que dans la moyenne/haute montagne.

iii. La nécessaire poly-activité

Dans la continuité des enseignements précédents, le faible dynamisme économique couplé à la saisonnalité d'une large partie des activités, contribuent à offrir peu d'emplois à l'échelle territoriale : aussi, quelques interlocuteurs ont témoigné des flux pendulaires observés dans les villages.

Par ailleurs, dans un contexte de faible volume de clientèle, **la poly-activité** (qui bien que souhaitée aussi) **reste une nécessité économique car vivre et créer dans le rural a un coût**, des coûts directs et indirects liés à l'éloignement du marché (coût du poste carburant, flux de clientèle plus limité, difficultés de livraison…) ; ce point sera explicité plus tard.

De plus, au-delà de ce coût, la poly-activité s'accompagne d'autres difficultés :

- Un investissement plus important de la part du chef d'entreprise, qui bien souvent, endosse toutes les casquettes, car seul employé finalement ;
- L'absence d'une reconnaissance administrative de ce statut en France (multipliant les démarches administratives auprès des différentes institutions).

Parfois, la poly-activité s'inscrit aussi dans un projet global de développement, dans l'agritourisme en proposant des activités diverses, complémentaires, qui participent à une offre de découverte quasi-complète (restauration incluse).
Mais, **la poly activité est souvent perçue comme une nécessité** si l'on vivre économiquement dans le rural, **face à des volumes de clientèle limités, mais aussi face aux aléas climatiques** qui conditionnent la capacité de production du monde agricole, bien présent dans le haut-Taravo.

iv. Un territoire innovant ?

En termes de démarches innovantes, un nombre limité d'acteurs identifie quelques démarches non pas qu'elles soient innovantes au sens technologique, mais audacieuses eu égard aux conditions de développement, ou « atypiques » : on mentionnera par exemple la savonnerie à Zigliara, ou encore le circuit touristique développé à Cozzano à l'initiative de quelques acteurs privés.

En termes d'actions réellement innovantes, les acteurs ont souvent évoqué l'initiative menée par la mairie de Cozzano qui a inscrit sa commune dans une dynamique de « village intelligent », connecté, avec le concept de **smart paese**, déclinaison du concept « smart city » en plein cœur du monde rural. Cette initiative est conduite en partenariat avec

l'Université de Corse, dans le cadre d'une démarche de développement durable (en vue de devenir un territoire à énergie positive).

Ce type d'initiative est salué pour de nombreuses raisons :

- D'abord, parce que dans son contenu elle apporte un cadre de développement pour la création d'activités ;
- Elle participe à améliorer les conditions de vie sur le territoire grâce à son tiers lieu (télétravail, convivialité de l'espace…) ;
- Elle peut contribuer à l'émulation de projets, en « donnant envie », de reproduire ou de créer d'autres projets autour ; **l'innovation publique pourrait induire des dynamiques innovantes également dans le secteur privé**.

v. La question de la reprise/transmission

Concernant les éventuels projets de reprise, **très souvent, les propos se rejoignent sur le fait qu'une cessation d'activités se traduit par une perte sèche** en l'absence de projet de reprise ou de transmission, pour des activités situées dans l'intérieur. Parmi les exemples rapportés :

- ✓ La boucherie à Cozzano (même s'il y aurait un projet de réouverture) ;
- ✓ La pharmacie à Cozzano ;
- ✓ La maison de repos à Zicavo ;
- ✓ La disparition du service de navette qui était assuré depuis Palneca. Cette navette desservait quotidiennement depuis le haut-Taravo jusqu'à Ajaccio.

Souvent, ces fermetures sont le fruit de départ à la retraite, mais parfois aussi par manque de volume suffisant de clientèle (et/ou des activités jugées peu viables). L'absence de reprise découlerait alors du manque d'attractivité du territoire pour des jeunes face aux contraintes évoquées supra. Quelques ouvertures de commerces sont constatées néanmoins, et même la reprise d'un salon de coiffure dans l'intérieur.

L'absence de reprise/transmission dans le monde agricole est également mise en lumière, y compris pour certaines activités traditionnelles, se traduisant par une perte de savoir-faire, y compris dans des communes à proximité du littoral.

Ce portrait global (subjectif) terminé, le point suivant s'intéresse plus spécifiquement au dynamisme de la 1ère filière économique identifiée sur le territoire : le tourisme.

b) Focus sur le dynamisme touristique

Tout d'abord, il sera proposé une lecture du dynamisme touristique, puis un temps sera consacré au potentiel de développement.

i. Le bilan perçu

Des propos recueillis sur le terrain, l'on peut dire que **la destination de la Pieve de l'Ornano et du Taravo est un territoire touristique très contrasté (à l'image du dynamisme économique d'ensemble) :**

- ✓ On précisera avant toute chose, que **le territoire intercommunal, au plan touristique, est « nouveau »** puisque né de la loi NOTRE. **Pour autant, il bénéficie de la renommée et de la notoriété du littoral, avec la station « balnéaire » de Porticcio,** qui serait dotée d'une visibilité aussi forte que la destination Ajaccienne, d'après un des interlocuteurs. Cette notoriété serait liée à la présence d'établissements de luxe, contribuant à positionner la destination sur un segment haut de gamme. Il est vrai, le dynamisme touristique de Porticcio n'est pas récent : la destination a attiré les projets hôteliers dès les années 1970, de par la beauté de ses paysages et de ses plages, la disponibilité et le coût de son foncier. Il faut dire qu'à l'époque la disponibilité foncière ne constituait pas un obstacle. Si Porticcio bénéficie d'une très forte notoriété, c'est pourtant toute la « Rive sud » qui serait attractive (des propos recueillis). Aujourd'hui, **Porticcio est décrit comme la porte d'entrée de la destination touristique, vers l'Ornano et vers le Taravo**.

- ✓ Par ailleurs, si Porticcio est qualifiée de station balnéaire, elle aurait réussi sa transformation comparativement aux stations balnéaires en Corse (sont citées Porto-Vecchio et Calvi). Du point de vue d'un des interlocuteurs, l'exemple de Porticcio est réussi car une vie à l'année a été rendue possible grâce à l'offre de commerces et de services disponible sur place (école, collège, restaurants, commerces de proximité, médecins, animation…), mais aussi grâce à sa proximité avec Ajaccio. On retrouve ici des propos contradictoires car pour quelques acteurs interrogés, la baie de Porticcio se serait développée au bénéfice du tourisme et non du résident (invitant à regarder le type de commerces que l'on peut y trouver) ;

- ✓ Au-delà de Porticcio, c'est tout le littoral de la Pieve de l'Ornano et du Taravo qui est vecteur d'attractivité, confirmant les opportunités autour de l'économie bleue. Ainsi, le territoire possède deux mouillages organisés (Porticcio et Pietrosella) et un port à Serra di Ferro, représentant une capacité totale jusqu'à 732 bateaux (443 places pour Pietrosella ; 156 pour Porticcio et 133 pour Serra di Ferro).

- ✓ Plus globalement, l'offre touristique y est donc très contrastée avec à la fois une densité des offres sur le littoral (en termes d'hébergement, de restauration, d'activités), et une offre bien plus réduite dans l'intérieur (voire insuffisante en termes d'hébergements). Pour la partie littorale, **il s'agit là d'un facteur de différenciation de la destination touristique, au regard de la densité de l'offre d'hébergements touristiques, à la fois en nombre et en termes de capacité d'accueil, avec la présence d'hébergeurs dotés de grands équipements ;** l'hôtellerie de plein air y serait quant à elle plus faiblement représentée. Pour la partie littorale toujours, l'offre d'hébergements est à la fois saluée au plan quantitatif et qualitatif.

Par ailleurs, d'après les propos recueillis sur le terrain, le nombre de meublés de tourisme et plus globalement l'offre non marchande, auraient fortement augmenté ces dernières années. Toutefois, il est précisé que certains propriétaires de résidences secondaires résident une grande partie de l'année sur le territoire, permettant ainsi de contribuer de manière plus significative à l'économie locale.

Enfin, de l'avis de quelques acteurs, la saison touristique apparait très concentrée, essentiellement juillet et août.

ii. Le potentiel de développement

Toute d'abord, quelques interlocuteurs ont témoigné de **l'évolution des comportements des touristes ces dernières années, à la recherche également d'authenticité** : ainsi, 80% des demandes adressées à l'Office de Tourisme Intercommunal cibleraient la découverte de l'intérieur y compris en pleine saison. A titre d'exemple :

- Un des professionnels a souligné que sa clientèle touristique, hébergée sur le littoral, a regretté le manque d'activités dans le rural ;
- Des propos recueillis, les randonnées et les gîtes seraient des éléments particulièrement appréciés.

Toutefois, **l'appréciation à l'égard de la promotion de l'arrière-pays (Ornano et haut-Taravo) comme destination touristique reste globalement mitigée (voire très critiquée).** Dans l'intérieur, des propos recueillis sur le terrain, l'apport des flux de touristes apparait limité tant depuis la zone littorale que depuis le GR20 (un seul interlocuteur identifiera des flux de randonneurs amenés par le GR20).

Si l'on a pu identifier quelques initiatives visant à valoriser et développer le tourisme dans l'intérieur, y compris de la part de gros faiseurs, **souvent l'on vous précisera que ce développement sera limité à la capacité d'accueil du Taravo en termes d'hébergements, mais aussi d'activités**, et ce dans la perspective de créer du séjour touristique, et en particulier pour des groupes. Ainsi, des produits touristiques sont organisés pour des petits groupes, étant donné la capacité d'accueil plus limitée. De plus, **l'offre serait extrêmement limitée en dehors de la pleine saison**.

Outre le manque d'infrastructures, **des carences ont été identifiées en termes d'information et de promotion de l'intérieur,** et ce dès l'Ornano : on soulignera l'absence d'un point d'accueil physique de l'Office dans le haut-Taravo, l'absence d'une cartographie des activités de loisirs dans le Taravo. Enfin, à titre d'exemple, il a été précisé que si Porticcio attire un million de visiteurs par an, seulement 2 000 à 3 000 personnes se dirigeaient vers la montagne et le Haut Taravo.

En particulier, plusieurs acteurs ont **interpellé sur la définition et la mise en place d'une politique de développement touristique**, sur le manque de formation y compris des agents de l'Office du Tourisme Intercommunal, voire de connaissance du potentiel touristique du haut-Taravo. Quelques acteurs ont le sentiment que le développement touristique du littoral aurait été priorisé par rapport à l'intérieur. Dès lors, le haut-Taravo est considéré comme pas attractif malgré son potentiel et son authenticité.

Pour autant, **quelques acteurs ont évoqué des avancées avec la nouvelle direction de l'Office du Tourisme Intercommunal** depuis quelques années, marquées par un investissement notable dans la valorisation de l'intérieur. Il est rappelé aussi que l'Office du Tourisme Intercommunal œuvre à la diffusion de l'information, à la promotion de l'offre et à la coordination de l'ensemble des acteurs du tourisme, y compris dans l'intérieur, en s'adaptant à l'offre locale.

Plus globalement, les acteurs soulignent **les opportunités de développement dans un contexte mondial de valorisation d'un tourisme vert, authentique, un segment dans lequel la destination du Taravo aurait toute sa place.** Par ailleurs, souvent, les perspectives de développement sont identifiées en avant et arrière-saison, car c'est durant ces périodes que l'on retrouve une catégorie de clientèles plus sensible à ce type de tourisme. Or, il est rappelé que l'on manque d'activités, de type découverte de la nature, hors saison. A contrario, la clientèle de haute saison, juillet-août, reste une clientèle majoritairement familiale, plébiscitant des activités balnéaires (promenades en mer, ski nautique, plongée, kayak, …).

Souvent, les acteurs ont souligné le savoir-faire traditionnel agricole du haut-Taravo (avec une majorité d'exploitations à taille humaine), doté d'une bonne réputation dans l'élevage porcin (des circuits d'agrotourisme sont d'ailleurs déjà proposés). Il bénéficie également de sa proximité avec le GR20, et le mare à mare.

Enfin, un des acteurs conclura qu'au plan touristique, les deux zones (littoral et montagne) sont très complémentaires, même si les démarches collectives, voire partenariales, entre acteurs situés sur la partie littorale et ceux implantés dans le haut-Taravo, restent rares.
A noter d'ailleurs que certains flux de visiteurs pourraient être dirigés vers le Prunelli et la Gravona, par facilité (la mobilité y serait plus aisée depuis le littoral), mais aussi par manque de connaissance quant à l'offre de loisirs disponible dans le haut-Taravo. On estime d'ailleurs que les activités présentes dans le haut-Taravo bénéficient de peu de notoriété, y compris comparativement à l'offre du haut-Taravo, côté Sartenais.

Le point suivant détaille les principales difficultés rapportées par les professionnels (quel que soit le secteur d'activité).

c) Les difficultés rencontrées

D'abord, revenons sur le choix de l'implantation. Souvent, pour les acteurs de l'intérieur, et dans le haut-Taravo en particulier, il existe **un attachement fort au territoire**, à leurs origines familiales, qui a motivé le projet d'installation ou de création. En effet, des propos recueillis, **il faudra faire preuve d'une grande motivation** si l'on souhaite s'installer et créer dans le haut-Taravo, du fait de l'éloignement des principaux marchés (on fait référence ici à l'agglomération Ajaccienne) et services (notamment pour des démarches administratives), ou encore au cadre de vie sur place. Cela se traduira aussi par **un investissement plus important** pour les porteurs de projet (moral et financier), face au manque de rentabilité pendant plusieurs années.

Pour un des professionnels interrogés, il serait plus rentable de créer un projet dans l'Alta-Rocca, dans un contexte de saison touristique allongée et de flux plus denses. Dès lors, ces professionnels pour préserver leur attractivité se positionnent sur la qualité de leur prestation, tout en étant attentif aux prix pratiqués.

Plusieurs interlocuteurs reconnaitront que les conditions de développement sont peu favorables à l'initiative entrepreneuriale, sur le territoire, et en particulier dans le haut-Taravo avec :

- Un accès au numérique non garanti en tout point du territoire (voire inexistant dans certaines zones) ;
- La présence encore de quelques zones blanches concernant le réseau téléphonique ;
- **Une mobilité difficile qui se traduit par des déplacements chronophages et coûteux**. A titre d'exemple, certains acteurs nous ont fait part de leurs contraintes en matière de livraison de marchandises pour leurs activités économiques, contraintes imposées par les livreurs, en raison du caractère chronophage des déplacements dans le haut-Taravo. Pour certains, une seule tournée serait organisée par semaine par exemple ;
- **Une taille de marché (flux de clientèle) très limitée qui rend plus difficile la rentabilité de l'activité et le retour sur investissement**. Ici, dans les flux de clientèle, on considère la population locale et les flux touristiques. En réalité, tout dépendra du secteur d'activités. A ce sujet, des exemples révélateurs ont été rapportés : des cas d'entreprise ayant fermé par manque de clientèle ou encore d'entreprises s'étant déplacées dans des communes plus densément peuplées ;
- De même, la faible démographie limitera le champ des prospects en termes de bénévoles et de sponsors pour les activités associatives, ou encore la possibilité de créer des réseaux pour les professionnels ;
- De services très limités pour les acteurs économiques voire inexistant (permanences, possibilité de réaliser des démarches administratives décentralisées, rencontres, accompagnement…). A ce sujet, le manque d'information et de communication au bénéfice des acteurs privés a été souligné à plusieurs reprises ;
- Le manque de logements disponibles qui va peser sur la capacité à garder captive une main d'œuvre sur le territoire, et dans le haut-Taravo plus spécialement.

Or parmi les critères essentiels pour choisir son implantation, on retrouve souvent le prix du foncier, l'accessibilité/la localisation et l'environnement (services de proximité, taille du marché…).

D'une certaine manière, la généralisation d'internet dans le fonctionnement, la promotion et la commercialisation de leurs offres, est devenue un atout majeur pour ces chefs d'entreprise, lorsque l'accès et le débit internet existent. Dans le monde agricole, les nouvelles technologies ont pu contribuer à améliorer les conditions de travail.

En dehors des difficultés intrinsèques du territoire rapportées supra, il y a également les autres types de difficultés :

- Le manque de ressources humaines rencontré par les porteurs de projet, tant au plan quantitatif que qualitatif. Quelques fois, les acteurs ont évoqué les carences en matière de formation pour divers métiers : charcuterie, construction… ;
- L'inflation et le contexte de crise avec des comportements de consommation qui ont évolué ;
- Le coût de la mobilité majoré avec des prix du carburant historiquement élevés.

d) Les outils dédiés à l'entrepreneuriat

En termes d'outils et de services dédiés à l'entrepreneuriat, les acteurs identifient sur le territoire :

- L'espace de co-working au sein du C.I.N.T.U. à Cozzano, qui offre notamment un accès à la fibre, un espace ressources (matériels…), et doté d'un conseiller numérique ;
- Une zone d'activités existante mais non opérationnelle à Pietrosella.

On soulignera l'absence d'animation économique, notamment assurée par les consulaires.

A venir ont été cités :

- Le projet de zone d'activité sur la commune de Serra-di-Ferro ;
- **Le projet de construction d'un centre intercommunal sur la commune de Zigliara sur 4 niveaux ;**
- Un projet d'espace de coworking et exposition (temporaire et/ou permanente) pour les artisans (au stade de l'avant-projet) à Coti-Chiavari.

En termes de besoin en foncier et immobilier économique, il ne ressort pas réellement de tendances fortes, témoignant de la faiblesse du tissu économique local, et de la dynamique des projets. A grands traits, parmi les besoins identifiés : une salle des fêtes à Guitera-les-Bains, et de manière plus récurrente le manque de foncier disponible.

Au total, si l'initiative privée est notable de par les difficultés en présence, il a été rappelé lors des entretiens, le rôle joué par les acteurs publics, les élus, en soutien à l'initiative privée. Il est précisé qu'il appartient à la force publique d'offrir les conditions favorables au portage de projet, notamment sur le sujet de l'accès au foncier économique ; l'idée de nouer un partenariat avec la SAFER est évoquée, comme celle de se doter d'un outil dédié.

3.2.4 Les recommandations suggérées

Tout d'abord, il est important de noter que bien souvent les acteurs interrogés ont une définition très imparfaite (voire une connaissance nulle) du rôle et des compétences de la communauté de communes de la Pieve de l'Ornano et du Taravo, et surtout en matière de développement économique (la description se limitant à la gestion des déchets) : « 80% de la population ne sait pas ce que peut apporter la communauté de communes ».
Quelques interlocuteurs regrettent l'absence de communication proactive de leur part, soulignant le besoin d'une meilleure visibilité sur leurs actions et projets.

Les acteurs du tourisme évoqueront plutôt l'Office du Tourisme Intercommunal, comme acteur référent.

Aussi, souvent les consultants ont rappelé en amont les compétences en matière de développement économique à l'échelle intercommunale voire insulaire, se faisant l'écho ici du faible niveau d'informations des acteurs privés en matière de soutien et de dispositifs d'aide en général.

a) Les recommandations sur le volet économique

i. En termes de stratégie

De prime abord, quelques acteurs ont rappelé **l'importance pour l'action publique de pouvoir accompagner, structurer, le tissu économique, dans le cadre d'une stratégie de développement global.** L'action publique doit fixer le cadre de développement et d'accueil des entreprises.
On rappellera également que **la compétence en matière de développement économique est une compétence obligatoire** pour l'intercommunalité.
Plus précisément, ces acteurs incitent à la définition d'une stratégie de développement global qui tienne compte des potentialités des différentes microrégions qui composent le territoire, de leurs contraintes de développement différentes, avec des volets d'accompagnement spécifiques.

Cette stratégie de développement global viendrait s'appuyer sur des projets structurants, fédérateurs avec comme ambition de tendre vers la complémentarité de projets, en tenant compte du niveau de ressources des communes (évitant la superposition de mêmes projets).

Pour ce faire, il est précisé l'intérêt de **mettre en place une réflexion globale à l'échelle intercommunale sur :**

- **Les grands axes de développement que l'on souhaite, par microrégion, pour soutenir la structuration du tissu économique, certains axes pourraient être communs et d'autres différenciés, voire complémentaires ;**
    - ⇨ **Des axes communs pour créer le lien**
- **Les besoins des entreprises ciblées par les axes de développement choisis ;**
- **En face desquels les outils d'accompagnement à mobiliser : vers la mise en place d'un réseau de guichets permanents ? mobiles ? une offre de formation ?**
    - ⇨ **Prioriser les besoins par microrégion**

En particulier, pour les communes du milieu rural, l'accès aux services à la population (école, médecins, boulangerie...) constitue un véritable enjeu, d'après quelques propos recueillis sur le terrain.
Pour d'autres, dans les territoires les plus enclavés, il pourrait être intéressant d'installer des activités multiservices. À cet égard, ces interlocuteurs soulignent l'existence du dispositif " d'accompagnement à l'installation de commerces en milieu rural", qui vise à lutter contre la désertification des commerces en zones rurales, mené par la DGE (Direction Générale des Entreprises) et l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires). Ce dispositif offre une aide financière à l'installation. Il permet aux collectivités ou communes de préempter un local et de le mettre à disposition sous forme de location pour un artisan ou commerçant, privilégiant souvent les commerces de première nécessité et les services multiservices.

Par ailleurs, pour assurer un accompagnement efficace du territoire, quelques acteurs ont invité à se doter d'**un animateur de territoire au sein de la communauté de communes.** Cette personne jouerait un rôle central en établissant des liens avec les opérateurs, les acteurs locaux et les financeurs. Son rôle consisterait à mobiliser l'ensemble des moyens disponibles, que ce soit au plan financier ou en termes de formation, tout en assurant une coordination optimale. Une même idée est ressortie chez un autre interlocuteur : l'idée de se doter d'un manager de l'intercommunalité (à l'image des managers centre-ville) pour assurer l'animation économique du territoire.

Si l'idée de l'animateur jaillit, c'est aussi parce que les besoins d'accompagnement sont importants, le territoire vaste et les besoins (on le sait) variés. On retrouve aussi ici plus globalement, **le souhait que la communauté de communes devienne un outil d'accompagnement aux porteurs de projet, jouant un rôle de facilitateur**. Il est attendu également :

- Des actions destinées à créer une cohésion entre plusieurs villages et plusieurs acteurs économiques (pour fédérer et contribuer à créer l'unité) ;
- Un rôle de communication et de médiation.

N.B : Quelques interlocuteurs ont souligné l'importance de l'emplacement géographique du territoire, et en particulier sa proximité avec la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien (CAPA), une intercommunalité jugée très dynamique. Ils appellent à renforcer les liens avec la CAPA pour tirer parti, et créer des synergies « évidentes » entre les deux territoires.

ii. Les secteurs d'activité prioritaires

Dans le prolongement de la stratégie de développement territorial à construire, les interlocuteurs ont fait part de leur vision quant au soutien aux secteurs d'activités.
Une partie des acteurs interrogés a donc mis en lumière des recommandations à destination de secteurs d'activité jugés prioritaires. Il y a :

- ✓ **Les secteurs d'activité dit d'avenir** : naturellement, compte tenu de la population vieillissante, quelques acteurs ont souligné les opportunités de développement autour de **la silver economy** avec notamment comme projet structurant :
  - ✓ La création d'une **maison d'accueil pour les séniors** dans le Taravo ;
  - ✓ Mais aussi et surtout le projet de réhabilitation de **la station thermale de Guitera, envisagée plutôt sous l'angle du thermoludisme. Toutefois, ce projet est perçu comme un des projets phares (si ce n'est le projet phare) en matière de développement économique.** En effet, il est perçu comme un projet qui serait en capacité de contribuer à la création d'un écosystème, avec des activités corollaires qui graviteraient autour. Par ailleurs, il permettrait également de contribuer à la mise en place d'un développement touristique 4 saisons ;
  - ✓ Il a été également précisé le soutien qui pourrait être apporté à la sauvegarde et à l'implantation de médecins dans le Haut-Taravo et ce malgré la présence d'une offre à Santa-Maria-Siché ;

- ✓ **La filière tourisme : la première recommandation porte sur la définition et la mise en place d'un schéma de développement touristique.** Dans ce cadre, il a été proposé la création d'une marque pour l'intérieur, en complémentarité avec celle de Porticcio, dans le cadre d'un projet global de valorisation de la destination. Plusieurs recommandations plus opérationnelles ont été relevées :

- ✓ **La réhabilitation des thermes de Guitera**, qui permettrait à la destination de s'inscrire et d'être identifiée sur le segment du tourisme de bien-être et de ressourcement ;
- ✓ Le développement de l'offre d'activités dans l'intérieur (moyenne et haute-montagne) : parcours équestres, sentiers d'interprétation (avec des QR Code), sentiers de patrimoine, … couplés à des visites d'artisans, d'exploitations agricoles, et ce dans une logique de promotion des circuits courts ;
- ✓ **L'accompagnement aux porteurs de projet (au démarrage) pour des activités touristiques complémentaires**, dans la perspective de pouvoir proposer des circuits touristiques : rafting, kayak, ou encore des activités sur le plateau du Cuscionu, en aménageant par exemple une station de sport de pleine nature, à l'instar du réseau de stations sports nature de Corrèze ;
- ✓ Une étude d'opportunité dans le cadre de la création d'un barrage comme sur le lac de Tolla pour y développer des activités touristiques ;
- ✓ **L'accompagnement à la création de structures d'hébergement touristique dans l'intérieur,** et dans le haut Taravo (à l'instar des gites…) ;
- ✓ En contribuant à la création d'infrastructures permettant de proposer une offre touristique en intérieur (à proposer par mauvais temps) ;
- ✓ Une étude d'opportunité en vue de créer un pôle de valorisation du savoir-faire agricole (un projet qui finalement ressemble à la structure U Mondu di u porcu), ou encore de valorisation du passé néolithique du Taravo.

- ✓ Affecter une personne dédiée au sein de l'Office du Tourisme Intercommunal à la promotion du Taravo pour promouvoir la destination ;
- ✓ Développer l'offre de manifestations culturelles, sportives ou de concerts, surtout dans l'intérieur ;
- ✓ Former les socio-professionnels à la valorisation et à la promotion touristique de la Pieve de l'Ornano et du Taravo ;
- ✓ Former le personnel de l'Office du Tourisme Intercommunal, y compris dans la connaissance des potentialités du haut-Taravo.

- ✓ **En contribuant à une meilleure information, communication des activités / produits touristiques disponibles dans l'intérieur**, à destination notamment des hébergeurs sur le littoral (affiches, dépliants, cartographie des activités de loisirs…) ;

- ✓ En développant les partenariats touristiques à l'échelle de la Corse (invitant à ne pas raisonner uniquement à l'échelle de la microrégion) ;

- La filière agricole :
  - ✓ Libérer du foncier notamment en incitant aux baux pour permettre aux agriculteurs de s'installer…
  - ✓ Soutenir les potentialités de développement inexploitées notamment pour des activités de maraichage ;
  - ✓ Animer au travers de l'organisation d'un événementiel : une foire agricole, un marché des productions locales ou un salon de l'agriculture (sur le site du domaine CAPPACINI) ;
  - ✓ Encourager le regroupement de producteurs du Taravo, notamment autour d'un label de qualité, ou sous une même étiquette pour valoriser le savoir et la qualité locale ; ou la mise en place de coopératives ou GAEC. Cela impliquerait la création d'une coopérative, l'acquisition d'un hangar, l'achat de terrain de manière collective, l'utilisation d'abattoirs existants tels que celui d'Abbatucci, et enfin la mise en place d'une chaîne de distribution bien organisée ;
  - ✓ Faciliter l'installation de clôtures, en élaborant un cahier des charges spécifique incluant des piquets en fer, ou en finançant des entreprises extérieures pour assurer l'installation.

- De même, **le potentiel autour de la forêt** ne serait pas exploité et à exploiter dans le cadre de projet hydroélectrique par exemple à l'image des centrales situées à Cozzano ;
- Concernant les autres secteurs : on retrouve le soutien aux activités de services (y compris l'entretien d'espaces verts, mais aussi commerces de proximité) ou numériques, ou bien un accompagnement à l'installation d'un écosystème innovant en milieu rural : cela pourrait inclure la délocalisation d'entreprises axées sur l'innovation.

D'autres, eu égard au faible tissu économique, encouragent l'action publique à soutenir toute démarche de création d'activités économiques (ne pas se limiter à de secteurs d'activités identifiés comme prioritaires), notamment pour les communes de l'intérieur. S'il devait y avoir une priorisation, elle ne concernerait pas les secteurs d'activités mais plutôt le lieu d'implantation du projet (sur le littoral ou dans l'intérieur).

iii. Les outils / services à déployer

En complément de ces pistes de recommandation, quelques acteurs ont évoqué la mise à disposition **d'outils de type de tiers lieu** (dans l'esprit du C.I.N.T.U.) **pour faciliter notamment l'accès au numérique, aux services, et à un accompagnement** mais plutôt dans l'intérieur toujours (pour un des interlocuteurs interrogés).
A ce sujet, un des acteurs a également évoqué l'opportunité de créer une maison des territoires dans le Taravo, un peu à l'image des maisons France Services.

Ces tiers lieux pourraient être des lieux de rencontre pour les porteurs de projet et pour les entreprises, des lieux d'information, de conseil et d'accompagnement dans le cadre de permanences assurées par les consulaires et autres acteurs référents en matière de portage de projet ; ou encore des lieux propices à la création et aux synergies. En effet, une des principales carences identifiées est le manque de consultation des acteurs économiques, sur le territoire. Aussi, les recommandations portent sur :

- L'organisation de réunions pour connaitre et échanger sur les besoins et les projets des acteurs (café économique) ;
- Informer sur les projets existant portés par la communauté de communes ;
- Contribuer aux échanges entre haute et basse vallée.

Dans le prolongement de ces suggestions, il est proposé l'élaboration d'une newsletter pour informer la population des initiatives en cours ; tout comme il est suggéré de renforcer la communication pour promouvoir la microrégion et susciter l'intérêt des personnes à s'y installer.

Par ailleurs, soutenir l'initiative entrepreneuriale signifie qu'il faut pouvoir offrir les conditions de développement propices à la création : accessibilité numérique, des services aux entreprises / population, mobilité,… S'agissant des services supports aux entreprises, les carences cibleraient plutôt l'accompagnement aux porteurs de projet, notamment dans la formalisation de leur demande d'aide (constitution de dossiers…), surtout pour des projets de développement dans l'intérieur eu égard à la faiblesse des offres. Il peut s'agir :

- D'une assistance administrative pour les porteurs de projet ;
- D'un accompagnement axé sur l'ingénierie pour élaborer des dossiers de subvention et fournir des conseils.

L'action publique aurait également un rôle à jouer en soutenant financièrement les projets pour lesquels les dispositifs n'existent pas (portés par la Collectivité de Corse, ses agences et offices), et ce alors même qu'ils contribueraient à créer de l'activité économique et des

emplois à l'échelle locale. Il a été question aussi d'aides à destination des jeunes lors de leur installation, notamment avec des aides conditionnelles pour l'acquisition de matériel.

En outre, il est à noter que la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) encouragent la mise en place d'un plan de transmission/reprise à l'échelle régionale. L'enjeu de la reprise/transmission sera crucial pour le développement économique de ce territoire, et surtout dans l'intérieur où l'activité demeure faible.

Enfin, du point de vue de la fiscalité, un nombre limité d'interlocuteurs soulignera des taxes élevées y compris pour les ordures ménagères. De leur point de vue, ils devraient y avoir au contraire une incitation fiscale à venir s'installer dans les communes les moins peuplées, à venir créer son activité économique.

b) Les autres recommandations

Enfin, d'autres recommandations ont été apportées dépassant le champ purement économique :

- Assurer l'accessibilité routière dans le haut-Taravo tous les jours de l'année (garantir le service de déneigement des routes) ;
- Faciliter la mobilité grâce à la mise en place d'un service de transport en commun (navette entre villages), y compris les modes doux ; éventuellement s'appuyer sur les lignes de transport scolaire pour faciliter la mobilité des personnes vers le bas du Taravo et Ajaccio ;
- Améliorer la gestion des ordures ménagères et professionnelles (point de collecte, équipement : conteneurs pour le verre, tarification…) ;
- Améliorer l'accessibilité numérique.

3.3 Une 1ère estimation du besoin en foncier et immobilier économique

Il s'agira de produire ici un 1er travail d'estimation des besoins quantitatifs en foncier/immobilier économiques à partir des sources de données disponibles. Ce travail pourra être affiné après l'analyse des résultats de l'enquête flash qui sera mise en place à destination des professionnels (initialement prévue en phase 1 et qui a basculé en phase 2 pour pouvoir définir des hypothèses préalables).

3.3.1 Les demandes d'installation recensées

Afin de préparer le travail d'estimation sur les besoins futurs en termes de foncier et immobilier économique, des données sur les demandes d'installation au cours des trois dernières années ont été demandées auprès des consulaires (CCI, CMAR) et auprès de chacune des communes au sein de l'intercommunalité.

Du côté des consulaires, aucune information n'était disponible à ce sujet.

Du côté des communes, comme vu lors des enseignements de terrain, souvent lors de la création d'une activité, le porteur de projet détenait déjà le foncier (soir par le biais de sa famille, soit obtenu par le biais du relationnel). Les maires ont connaissance bien entendu des installations sur leur commune, mais très souvent, ils n'ont pas été sollicités en amont lors des recherches de foncier ou d'un local.
Les points ci-dessous proposent un état des lieux des installations enregistrées les trois dernières, au sein des communes pour lesquelles nous avons eu un retour (les consultants ont envoyé un mail à toutes les communes à ce sujet en date du 7 novembre, suivi d'une relance le 1er décembre) :

- Les communes de Campo, Zevaco et Serra-Di-Ferro n'ont enregistré aucune demande d'installation au cours de la période 2020-2023 ;
- La commune de Zicavo a eu trois demandes d'installation, une demande de local pour la création d'un atelier de réparation de véhicules automobiles, une autre pour un petit complexe restaurant/activité artisanale (miel, safran, etc.) et une dernière pour des terrains destinés au maraîchage. Aucun de ces projets n'a abouti en raison de la difficulté à trouver la structure ou le terrain adapté ;
- La commune de Zigliara a également enregistré 3 installations d'agriculteurs ainsi que la création d'une savonnerie disposant déjà d'un local. Cependant, les

possibilités d'installation sont limitées par le foncier et les règles d'urbanisme d'après le maire ;

- La mairie de Frasseto a enregistré une demande d'installation pour une épicerie ;
- La mairie de Corrano a enregistré deux demandes d'installation émanant d'agriculteurs qui disposaient déjà de terrains ;
- À Coti-Chiavari, les demandes d'installation sont plus régulières, notamment dans l'agriculture, l'artisanat, des activités de débroussaillage, et pour des garages. Cependant, elles sont également limitées par les règles d'urbanisme.

3.3.2 L'évolution historique des locaux commencés

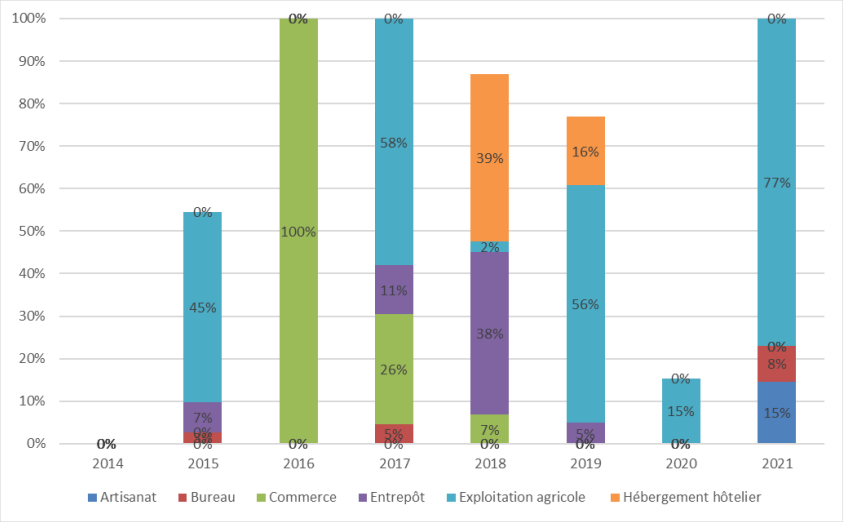
Le tableau en page suivante présente l'évolution des surfaces (en m²) des locaux non-résidentiels commencés durant la période 2014-2022 sur le territoire. Ces données proviennent de la base de données Sitadel du ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie. Il met en lumière plusieurs enseignements :

- Au total, plus de 11 000 m² de locaux non-résidentiels ont été commencés depuis 2014 (une surface quasiment multipliée par 2 entre 2014 et 2021) ;
- **Majoritairement ces surfaces ont servi à l'accueil de services publics** (par exemple : transports, enseignement, action sociale, ouvrage spécial, santé, culture et loisirs), représentant 40% des surfaces commencées totales durant la période d'observation ;
- **29% des surfaces commencées se destinent à des exploitations agricoles, en lien avec l'identité agricole du territoire ; et 11% à des entrepôts ;**
- 10% des surfaces commencées visaient des hébergements hôteliers ;
- On soulignera l'absence de surfaces dédiées à des bâtiments industriels, ou encore **les surfaces très limitées dédiées à l'artisanat ou aux bureaux…**
- **… témoignant ici des besoins en foncier dédiés à l'activité économique.**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total par type
Artisanat								96		96
Bureau		56		44				55		155
Commerce			385	245	165					795
Entrepôt		146		109	920	65				1 240
Exploitation agricole		933		551	60	745	459	506		3 254
Hébergement hôtelier					950	215				1 165
Bâtiments industriels										
Services publics	334	946			314	308	2 529			4 431
Total	334	2 081	385	949	2 409	1 333	2 988	657		11 136

Tableau 17. Evolution des mètres carrés de locaux non-résidentiels commencés par type entre 2014 et 2022 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo

Figure 36. Répartition de l'évolution des surfaces commencées depuis 2014 par type dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo



3.3.3 Les projections en termes de demande

Dans le tableau suivant, nous proposons, comme premier ordre de grandeur, une projection du besoin annuel en m² en matière de locaux agricoles et d'activité, sur le territoire intercommunal. Pour ce faire, nous avons simplement projeté la moyenne annuelle observée au cours des quatre dernières années pour lesquelles nous disposons de données en considérant que la tendance observée sur ces 4 années se poursuivrait à l'identique dans les années à venir.

Cette approche est évidemment naïve et présente d'importantes limites mais elle a le mérite de faire apparaître un premier résultat qui demande à être corroboré par l'enquête flash qui reste à mener (et qui permettra d'affiner cette première approximation).

La demande de locaux agricoles apparaît en moyenne bien plus importante que la demande de locaux d'activité.

Moyenne sur 4 ans	Locaux d'activité	Locaux agricoles
Surfaces commencées par an sur le territoire	55	443
Croissance historique de l'offre mise en marché (4 ans)	-70%	19%
Croissance annualisée	-21,33%	3,59%
Demande annuelle projetée	43	458

Tableau 18. Projection de la demande annuelle en m²

Trois remarques méritent encore d'être précisées :

- D'une part, la demande de locaux à usage industriel n'apparaît pas car elle a été nulle au cours des dernières années ;
- D'autre part, cette projection ne tient évidemment pas compte des effets possibles de l'action publique dans le cadre du projet de développement économique de l'intercommunalité. Cette action pourrait stimuler la demande de locaux de façon significative ;
- Enfin, en l'état, on pourrait penser que quantitativement les besoins en locaux d'activité pourraient être en grande partie (voire en totalité) couverts par les projets de zones d'activité en cours de développement sur le territoire. Néanmoins, la question de la répartition géographique du besoin est importante et à ce stade nous ne disposons pas d'éléments suffisants pour supporter des conclusions définitives.

4. Synthèse stratégique

Dans le cadre de la capitalisation des enseignements stratégiques issus de ce vaste travail de diagnostic, les consultants proposeront dans cette dernière partie de présenter :

- Des hypothèses de travail venant enrichir le contenu du questionnaire élaboré pour l'enquête flash initialement pensé pour compléter les informations en termes de besoins d'accompagnement (foncier économique, immobilier économique et services), comme précisé dans la partie 1.2 de ce rapport ;
- Le contenu des modifications à apporter au questionnaire à l'issue de la formulation des hypothèses ;
- Les points forts/faibles en termes de développement économique, identifiés tout au long de ce rapport.

4.1 Les hypothèses

A l'issue de ce travail de diagnostic territorial, il nous apparait que l'enquête flash qui doit être réalisée auprès des acteurs du territoire doit permettre d'évaluer certaines hypothèses de travail qui émergent notamment à la lecture des résultats de l'enquête qualitative.

Nous proposons 5 hypothèses de travail :

- Hypothèse 1 : Dans leur majorité, les acteurs économiques du territoire identifient des domaines d'activité prioritaire ;
- Hypothèse 2 : Les domaines d'activité identifiés diffèrent selon la vallée dans laquelle les répondants exercent leur activité ;
- Hypothèse 3 : Les besoins d'accompagnement exprimés en locaux d'activité/locaux à destination industrielle sont couverts par l'offre de foncier existante ou en développement ;
- Hypothèse 4 : L'essentiel du besoin foncier concerne les activités agricoles ;
- Hypothèse 5 : Les besoins d'accompagnement exprimés portent pour l'essentiel sur des services et/ou de l'animation économique.

Les hypothèses 1 et 2 nous permettront d'affiner dans la suite des travaux, une vision du développement économique cohérente et si possible partagée par une grande partie des acteurs pour le territoire de l'intercommunalité dans son ensemble.

Les hypothèses 3 à 5, nous permettront de lever certaines incertitudes sur la nature et la répartition géographique des besoins d'accompagnement. Nous pourrons notamment obtenir davantage d'informations sur la répartition géographique et/ou sectorielle du besoin foncier.

4.2 Les modifications sur le questionnaire

L'introduction dans l'analyse, des hypothèses de travail énoncées supra, nécessite quelques ajustements du questionnaire initialement validé par le commanditaire.

Dans sa forme première, le questionnaire permet déjà d'évaluer les hypothèses 3 à 5. Il faut néanmoins introduire des questions permettant d'éclairer les hypothèses 1 et 2.

Nous avons ainsi fait le choix d'intégrer à la fin du questionnaire deux questions simples qui croisées avec les autres questions apporteront les informations nécessaires. Ces deux questions sont les suivantes :

21. Selon vous, certains domaines d'activité devraient-ils être considérés comme prioritaires sur le territoire sur le territoire ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne sait pas

22. Si oui, citez 1 à 3 secteurs par ordre d'importance :

……..

……

……

Les consultants pensent que rallonger davantage le questionnaire nuirait à la qualité des informations recueillies.

4.3 L'analyse Forces/faiblesses

Attention, cette analyse se base uniquement sur les informations contenues dans la partie 2 de ce rapport. Autrement dit, elle n'intègre pas les enseignements issus des rencontres de terrain (partie 3.2).

	Forces	Faiblesses
Géographie	1. La proximité géographique avec le principal pôle urbain de la Corse 2. Un territoire vaste et limitrophe avec plusieurs microrégions 3. Un environnement riche et remarquable : plages, fleuve du Taravo, haute-montagne, villages… 4. Une navette maritime reliant Porticcio à Ajaccio 5. La présence de l'aéroport d'Ajaccio-Napoléon-Bonaparte même si son accessibilité sera disparate entre les communes (littoral/montagne)	1. Une géographie tortueuse rendant les déplacements chronophages pour les communes situées en dehors du littoral 2. Des conditions de circulation ralenties durant l'hiver (enneigement, brouillard…) pour la haute-montagne 3. Une accessibilité limitée au territoire, et à l'intérieur, face aux carences en matière de transport en commun : absence de train, lignes d'autobus limitées voire inexistantes,… 4. Des carences importantes en matière d'accessibilité numérique
Economie	6. Une progression régulière du nombre d'entreprises depuis 2012 (+68% entre 2012 et 2020) 7. Le dynamisme des activités agricoles sur le territoire 8. Des activités tertiaires prédominantes fortement liées à l'attrait touristique de la station balnéaire de Porticcio 9. Un paysage économique complémentaire entre le littoral et la montagne 10. Les thermes de Guitera-les-Bains avec la perspective de voir aboutir un projet de réhabilitation 11. Une vitrine du territoire avec Smart Paese à Cozzano	5. Un tissu d'entreprises réduit 6. Une polarité forte des activités économiques (y compris concernant l'offre touristique), grandement concentrées sur le littoral 7. Un paysage économique qui motiverait des enjeux de développement différents entre le littoral et la montagne 8. Une proportion majorée d'entreprises individuelles sur le territoire comparativement à la moyenne corse… 9. … Une faible densité d'emplois à l'échelle locale 10. Une évolution du nombre de créations d'entreprise inférieure à la moyenne corse 11. Une pyramide des âges vieillissante et des départs à la retraite probablement imminents 12. La faible dynamique collective des acteurs
Conditions d'accueil / Accompagnement	12. Des projets de création de ZA (Serra-di-Ferro, Grosseto-Prugna) 13. L'espace de co-working à Cozzano 14. Une partie des communes classée en ZRR, y compris pour des communes situées en haute-montagne	13. Une ZA (Pietrosella, la seule existante pour l'heure) non livrée 14. Absences de permanences et d'animation économique

4.4 L'identification des DAS

Cette première étape de diagnostic devait permettre d'identifier des domaines d'activité stratégique (DAS) pour le territoire, conformément aux termes du cahier des charges.

Les données analysées et les entretiens qualitatifs permettent de faire émerger quelques pistes intéressantes, notamment, en matière de développement d'une offre touristique différenciée dans l'intérieur ou de services de proximité permettant d'améliorer l'habitabilité des zones les plus montagneuses. Toutefois, il parait à ce stade prématuré d'avancer des DAS car les résultats de l'enquête à venir pourraient venir contredire nos premiers résultats.

Nous proposons plutôt au commanditaire de mettre en débat cette question au cours des réunions stratégiques prévues lors de la prochaine phase de l'étude (Phase 2), à l'issue de l'enquête flash.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Distance entre chaque commune et la ville d'Ajaccio en temps (Google maps) *10*
Tableau 2. Evolution des flux de passagers totaux (AR) sur la ligne Porticcio / Ajaccio entre 2016 et 2023 par trimestre (Source : Nave Va) *11*
Tableau 3. Les trois zones géographiques de la Pieve de l'Ornano et du Taravo *18*
Tableau 4. Evolution du stock d'entreprises au sein du périmètre entre 2017 et 2020 (adapté de l'INSEE) *19*
Tableau 5. Répartition des entreprises par secteur d'activité au 31 décembre 2020 (Source : INSEE) *20*
Tableau 6. Taille des entreprises par secteur d'activités (adapté de l'INSEE) *24*
Tableau 7. Répartition du nombre de créations d'entreprise par secteur d'activités au sein de la communauté de communes en 2022 (Source : INSEE) *27*
Tableau 8. Proportion de résidences secondaires par commune de l'EPCI en 2020 (Source : INSEE) *33*
Tableau 9. Fiches actions de la stratégie de développement touristique (Source : Stratégie de développement touristique) *38*
Tableau 10. Nombre d'entreprises relevant de la construction par commune au 31/12/2020 (Adapté de INSEE) *40*
Tableau 11. Répartition des entreprises industrielles par code APE au 31 décembre 2020 (adapté de l'INSEE) *41*
Tableau 12. Répartition des entreprises industrielles par secteur d'activités et par zone géographique en 2020 au sein de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Adapté de INSEE) *42*
Tableau 13. Répartition des entreprises du secteur primaire en 2020 par type et par commune (Adapté de INSEE) *43*
Tableau 14. Répartition des entreprises agricoles recensées par l'INSEE dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo par activité en 2020 ..... *44*
Tableau 15. Nombre d'entreprises relevant des TIC sur le territoire en 2020 (Adapté de INSEE) *52*
Tableau 16. Répartition des entreprises artisanales par secteur d'activité en 2023 (adapté de la CMAR de Corse) *56*
Tableau 17. Evolution des mètres carrés de locaux non-résidentiels commencés par type entre 2014 et 2022 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo *98*
Tableau 18. Projection de la demande annuelle en m^2 ..... *99*

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Carte des EPCI en Corse (Source INSEE) 9
Figure 2. Carte du réseau routier de la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Source : Géoportail) 12
Figure 3. Distance (en minutes) entre chaque commune de la Pieve de l'Ornano et du Taravo et l'aéroport d'Ajaccio Napoléon Bonaparte 13
Figure 4. Carte des flux de déplacement principaux entre le domicile et le lieu de travail en 2020 (Source : INSEE) 14
Figure 5. Carte du déploiement de la fibre par commune en 2023 en nombre de prises construites (Source : Collectivité de Corse) 15
Figure 6. Cartes des territoires couverts en 4G par a minima un opérateur (à gauche) et des locaux raccordables FFTH, fibre optique (à droite) en 2022 (Source : ARCEP) 16
Figure 7. Répartition du stock d'entreprises en 2020 par zone 20
Figure 8. Répartition des entreprises en 2020 par grands secteurs d'activités et par zone géographique 21
Figure 9. Répartition des entreprises selon leur taille au 31 décembre 2020 pour la Pieve de l'Ornano et du Taravo et la Corse 23
Figure 10. Evolution de la taille des entreprises entre 2017 et 2020 dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo .. 23
Figure 11. Indice de concentration de l'emploi par EPCI en 2020 en Corse (Source : Observatoire des territoires) 25
Figure 12. Répartition de l'emploi par secteur d'activités en 2020 au sein de la Pieve de l'Ornano et du Taravo 26
Figure 13. Répartition du nombre de salariés par secteur d'activités en 2022 au sein du territoire intercommunal 26
Figure 14. Evolution du nombre de créations d'entreprise total et du nombre de créations d'entreprise individuelle entre 2013 et 2022 28
Figure 15. Pyramide des âges des chefs d'entreprise relevant de l'artisanat dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo 29
Figure 16. Pyramide des âges des ressortissants de la CCI pour la Pieve de l'Ornano et du Taravo 29
Figure 17. Répartition de l'offre d'hébergement touristique du territoire 32
Figure 18. Proportion de résidences secondaires par commune en Corse en 2020 (Source : INSEE) 33
Figure 19. Les raisons du choix de la destination en avant saison (à gauche) et en pleine saison (à droite) en 2018 (Stratégie de développement touristique de la CCPOT) 35
Figure 20. Arborescence du plan d'actions de la stratégie de développement touristique (Source : Stratégie de développement touristique) 36
Figure 21. Répartition des entreprises de la construction par type au sein de la communauté de communes en 2020 39
Figure 22. Evolution du nombre d'exploitations (à gauche) et de la SAU moyenne en hectares (à droite) dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo (Source : Agreste 2020) entre 1970 et 2020 45
Figure 23. Evolution de la répartition du nombre d'exploitations par taille entre 2010 et 2020 45
Figure 24. Répartition du nombre d'exploitations par taille en 2020 pour la communauté de communes et la Corse 46
Figure 25. Répartition des exploitations en devenir par type en 2020 au sein de la communauté de communes 46
Figure 26. Répartition des exploitations agricoles par zone en 2020 47
Figure 27. Répartition du nombre d'exploitations par commune en 2020 48
Figure 28. Spécialisation de la production agricole par commune en 2020 (12 postes) Source Agreste 2020 49
Figure 29. Répartition des établissements et emplois du nautisme par EPCI en 2022 (Source ADEC) 51
Figure 30. Composition de l'économie de proximité par type en 2020 53
Figure 31. Répartition des commerces de proximité par commune en 2020 55
Figure 32. Répartition géographique des entreprises artisanales de la Pieve de l'Ornano et du Taravo en 2023 57
Figure 33. Répartition des établissements thermaux en France en 2021 (Source : Ibidem) 58
Figure 34. Carte des communes classées en ZRR (Source : Observatoire des territoires) 66
Figure 35. Répartition de l'évolution des surfaces commencées depuis 2014 par type dans la Pieve de l'Ornano et du Taravo 98